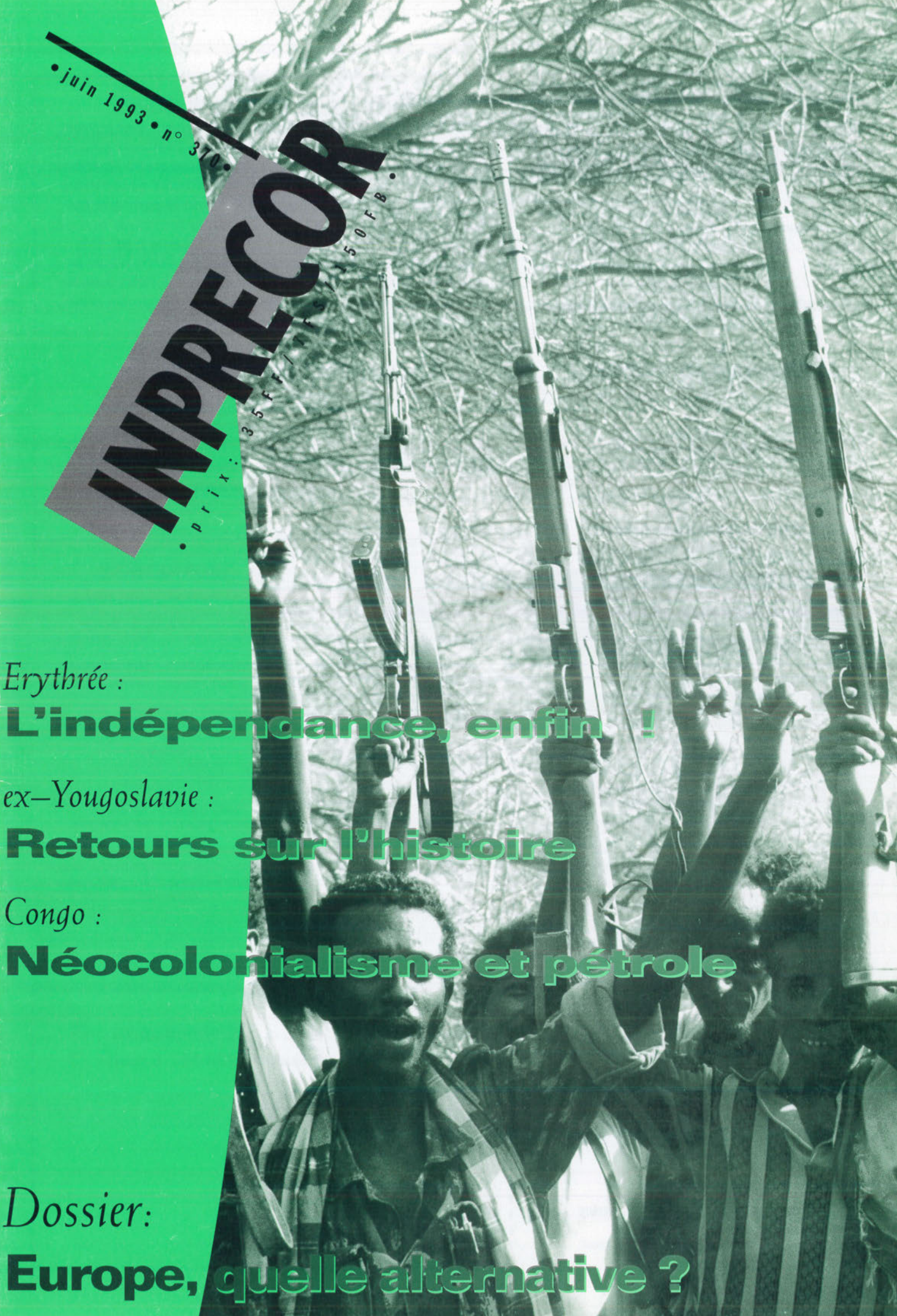
• juin 1993 • n° 310 •

INPRECOR

• prix : 35 FF / 1 $ / 250 FB •



Erythrée :

L'indépendance, enfin !

ex–Yougoslavie :

Retours sur l'histoire

Congo :

Néocolonialisme et pétrole

Dossier:

Europe, quelle alternative ?

SOMMAIRE

3
EDITORIAL
L'économie mondiale dans un cul-de-sac
Livio MAITAN

4
EX-YOUGOSLAVIE
Partititon 1939-1993 : on prend les mêmes...
Philippe KOULISCHER

7
A propos de l'islam balkanique
DOCUMENT

10
RUSSIE
Le référendum ne résout rien
Poul FUNDER LARSEN

14
ERYTHREE
Une indépendance qui vient de loin
François CAZALS

DOSSIER EUROPE

18
DANEMARK
La carotte et le bâton
Âge SKOVRIND

21
ITALIE
Durs lendemains de référendum
Franco TURIGLIATTO

25
ALLEMAGNE
Grèves à L'Est : pour quel résultat ?
Jacob MONETA

15
GRANDE-BRETAGNE
Rétablir la tradition socialiste
Interview de Tony BENN

29
TERRITOIRES OCCUPES
On négocie et on réprime
Michel WARSHAWSKI

33
CONGO
Le capitalisme, option multipartisme
Interview de Jean P.E. MPELE

36
NOUVELLES DU MONDE
PAYS BAS — TUNISIE — ETATS-UNIS

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Chères lectrices, chers lecteurs

Les illustrations du numéro de juin d'Inprecor sont puisées, pour ce qui est du dossier, des œuvres de plusieurs peintres surréalistes et artificialistes. La calligraphie arabe illustrant l'article sur l'islam est de Hassan MASSOUDY et constitue une citation de Shakespeare (« C'est de ta peur que j'ai peur ») tandis que celle de l'article sur les territoires occupés est de Henri RENOUX et signifie : « Nul ne peut être arbitrairement arrêté, détenu ou exilé » (Article 9 de la Déclaration universelle des droits humains). Vous pouvez encore vous procurer les derniers numéros de notre revue, dont nous vous rappelons le contenu des dossiers :

✔ février 1993 (n° 366) : L'intégrisme islamique en Palestine
✔ mars 1993 (n° 367) : Europe de l'Est, le mirage du marché
✔ avril et mai 1993 (n° 368 et 369) : L'économie au point mort

Si vous ne les avez pas encore,vous pouvez les commander. Nous vous encourageons toujours vivement à vous abonner et à abonner vos amis.

La rédaction

Correspondance de presse internationale
INPRECOR

Revue mensuelle
d'information et d'analyse
publiée sous la responsabilité
du Secrétariat unifié
de la IVe Internationale.

Editée par PEC (Presse-Edition-Communication) Administration :
2 rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil, France
Tél. : 48 59 00 80

Directeur de publication :
Christian Lamotte
Commission paritaire
n° 59117, ISSN 1 0294 - 8516
Imprimé par Rotographie

Diffusé dans les librairies par
Diffusion Populaire
14 rue de Nanteuil, 75015 PARIS
Tél. : 45 32 06 23

ABONNEMENT
(11 numéros par an)

France - DOM-TOM - Europe
190 FF pour six mois. 360 FF pour un an.

Afrique du Nord - Moyen-Orient
200 FF pour six mois. 380 FF pour un an.

Afrique - Amériques - Asie
220 FF pour six mois. 460 FF pour un an.

Pli fermé
France - Europe : 250 FF pour six mois.
500 FF pour un an.

Autres continents : nous écrire.
Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PEC", à adresser à Inprecor, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.
Virements bancaires à "PEC", BNP, agence Robespierre, 153 rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte n° 230179/90.
Virements postaux à "PEC", compte-chèque postal n° 2.322.42 T Paris.

Abonnement ❑ **Réabonnement** ❑
Moins de 25 ans et chômeurs (120 FF, 6 mois) ❑

Nom -Prénom :.....
Rue :.....
.....
Commune / Code postal :.....
Ville : .....
Pays : .....

L'économie mondiale dans un cul-de-sac

Au cours des derniers mois, des appréciations moins pessimistes sur la situation économique internationale ont fleuri un peu partout. L'accent a été mis notamment sur la reprise qui s'est esquissée aux Etats-Unis, et, en ce qui concerne l'Europe, sur des signes de relance en Grande-Bretagne et sur la croissance importante des exportations italiennes.

Livio MAITAN

Ces faits sont incontestables, mais on ne saurait en exagérer la portée. Si les exportations italiennes augmentent, c'est surtout le résultat de la dévaluation importante de la lire l'année dernière et non celui d'une amélioration généralisée de l'économie du pays, qui, en fait, ne cesse de se détériorer.

Quant à la Grande-Bretagne, les indices positifs relevés sont encore très partiels et il serait prématuré d'en tirer la conclusion qu'un véritable renversement de tendance est en train de se produire. Il n'est pas besoin, par ailleurs, de rappeler que l'Allemagne est en pleine récession et que, en dehors de l'Europe, le Japon connaît les plus graves difficultés depuis des décennies — selon les prévisions, sa croissance dans les prochaines années sera, au mieux, très modeste.

Ajoutons que même les commentateurs les plus apologétiques ont déjà mis une sourdine aux analyses optimistes sur la relance aux Etats-Unis, qui reste limitée et précaire et, entre autres, ne semble pas entraîner une diminution un tant soit peu appréciable du chômage. Dans un article paru à la mi-mai dans le *New York Times*, John Kenneth Galbraith s'est posé la question de savoir si l'économie de son pays n'allait pas s'installer dans une situation de sous-utilisation de ressources et de sous-emploi, avec « *une croissance petite ou négligable* ».

Plus généralement, un rapport récent du Fonds monétaire international (FMI) a mis les points sur les i : en 1993, la stagnation ne sera guère surmontée en Europe, la croissance moyenne des pays industrialisés sera inférieure à 2 % (la croissance de 2,9 % que le FMI lui-même avait prévue, ne sera atteinte, du moins on l'espère, qu'en 1994).

Mais, au delà des perspectives éventuelles d'une reprise conjoncturelle, économistes et dirigeants politiques s'interrogent avec une angoisse croissante sur les perspectives à moyen et à long terme. Il y a, en gros, un consensus sur le fait que l'économie capitaliste mondiale doit faire face à des tensions et des contradictions structurelles qui ne sauraient être surmontées par un simple changement de conjoncture.

Il devient de plus en plus clair que, du point de vue d'un rééquilibrage des mécanismes "normaux" du système, il faudra opérer des restructurations beaucoup plus profondes que celles des années 80, au niveau aussi bien de l'organisation technique et financière des entreprises qu'au niveau macro-économique (en premier lieu, avec des bouleversements très profonds dans la division internationale du travail). La réalisation de projets visant à atteindre ces buts aurait, en tout cas, des conséquences sociales déchirantes avec des bouleversements inévitables du cadre politique. A ce propos aussi les hypothèses et les préoccupations abondent.

Nous ne pouvons aborder ici tous ces problèmes cruciaux. Limitons-nous à résumer un peu schématiquement les raisons pour lesquelles une relance de grande envergure, ou, pour utiliser une terminologie classique, une nouvelle onde longue d'expansion de l'économie capitaliste semble improbable à l'heure actuelle :

1) Des innovations technologiques continueront d'être introduites, mais elles ne seront pas à même de stimuler une nouvelle croissance de longue haleine. On n'entrevoit pas non plus l'essor de nouveaux secteurs susceptibles d'œuvrer dans ce sens.

2) Il n'y a aucun pays qui puisse actuellement agir comme locomotive mondiale, après le déclin économique relatif des Etats-Unis, et les deux locomotives de moindre envergure, l'Allemagne et le Japon, apparaissent elles-mêmes en perte de vitesse. Aucune direction politique d'une grande puissance n'est par ailleurs capable de concevoir et à plus forte raison de traduire dans la pratique des projets comparables au *New deal* rooseveltien et au plan Marshall d'après la Seconde guerre mondiale ;

3) Les multinationales, qui jouent un rôle de plus en plus hégémonique, se heurtent elles aussi à des difficultés et à des contradictions croissantes, qui ont déjà provoqué de véritables crises au sein d'entreprises parmi les plus puissantes.

4) Dans le contexte actuel et dans un futur proche, un nouvel élargissement massif de la sphère de la consommation, comparable à celui du *boom* prolongé de l'après-guerre, est fort improbable : la politique d'austerité et la croissance constante du chômage et de la marginalisation jouent dans le sens diamétralement opposé.

5) Dans la plupart des pays, des projets éventuels de relance du type keynésien se heurteraient à l'obstacle massif d'un endettement public qui a atteint des dimensions colossales (c'est déjà la cas pour les projets de Clinton, pourtant bien timorés).

Dernière question : le capitalisme ne pourrait-il pas miser, pour réaliser une relance majeure, sur une "reconquête" de l'espace de l'ex-Union Soviétique et de l'Europe orientale ?

En principe, cette possibilité existe. Si elle se concrétisait, et si la Chine elle-même pouvait être réintégrée dans le système capitaliste mondial, le panorama changerait radicalement. Mais toutes les analyses, que nous avons développées à plusieurs reprises dans *Inprecor* ou dans d'autres publications de notre mouvement, indiquent qu'il ne s'agit guère d'une perspective crédible à bref ou moyen terme.

En conclusion, l'économie mondiale aura beaucoup de peine à sortir à court terme de sa crise conjoncturelle et ne surmontera pas dans un avenir proche sa crise structurelle, ni ne connaîtra de relance généralisée de longue haleine. ★

Partition 1939-1993 : on prend les mêmes...

La 1ère Yougoslavie s'est effondrée en 1941, deux ans après la partition de fait de la Bosnie-Herzégovine entre Croates et Serbes. La deuxième Yougoslavie a officiellement cessé d'exister en janvier 1992 (avec la reconnaissance de la Croatie et de la Slovénie), un an après les premiers pourparlers serbo-croates quant à la partition de la Bosnie-Herzégovine.

Philippe KOULISCHER

« *Srebrenica jumelée avec Guernica* »

En mars 1991, alors que la guerre de Slovénie (mois de juin) est encore loin et que les représentants des six Républiques font semblant de chercher à s'entendre sans arrière-pensées sous la pression d'une Serbie de plus en plus intransigeante, MM. Milosevic et Tudjman se rencontrent pour la première fois en tant que "chefs d'Etat" virtuels à Karadjordjevo. Secrète, la rencontre ne le sera que pour ceux qui voudront la tenir pour telle.

Dans les faits, les Présidents serbe et croate ont planché sur le problème-clé de la désintégration yougoslave, que chacun des deux sait absolument inévitable : le statut géopolitique de la Bosnie. A Zagreb comme à Belgrade, on sait que la guerre entre Serbie et Croatie finira bien par éclater. Milosevic joue à celui " qui ne pourra retenir le peuple serbe bafoué" et l'armée fédérale, tandis que Tudjman, en vieux militaire, a compris qu'il n'obtiendra l'indépendance qu'au prix d'une guerre défensive contre la Serbie, seul moyen de se désengager du carcan yougoslave. Les deux responsables des plus puissantes Républiques fédérées se mettent d'accord sur trois principes de base :

- La Bosnie-Herzégovine sera divisée entre Croates et Serbes.
- Il n'y aura jamais de Bosnie réellement indépendante, de même qu'il n'y aura jamais d'"Etat islamique" en Europe.
- La Bosnie servira de monnaie d'échange lorsqu'il faudra régler les différends croato-serbes qui ne manqueront pas de se poser.

Plus libre de ses déclarations car bénéficiant d'une meilleure image, Franjo Tudjman affirme le 17 août 1992 dans *Times* que le danger le plus grave que fait courir la crise yougoslave est celui de voir se créer une "République islamique" en Bosnie. Il assure que le seul moyen d'éviter cela est de ne laisser qu'un petit noyau territorial aux Musulmans.

Les projets communs ont pris corps. En décembre 1991, à Graz, ce sont les vassaux de Tudjman et Milosevic, MM. Boban et Karadzic qui se rencontrent et précisent les modalités du partage : à l'époque, l'agression serbe en Croatie est en train de prendre fin. Plus que jamais, la Bosnie est indispensable comme base de négociations pour le règlement des problèmes croato-serbes.

Dépeçage concerté

Confirmée par une nouvelle rencontre en mai 1992, précédée par la signature d'un accord Karadzic-Boban le 27 avril (à Graz toujours) concernant les principales lignes de démarcation, et alors que la guerre fait rage dans la République condamnée, la politique secrète des deux grands porte ses fruits à partir de l'été, lorsque les discussions de la Conférence de paix s'engagent et qu'il ne fait plus de doute que la Bosnie-Herzégovine ne se relèvera pas.

Le 30 septembre, à Genève, Tudjman et Cosic (Président de la "Yougoslavie") se mettent d'accord pour dénoncer la pratique de la "purification ethnique", mais surtout sur la restitution à la Croatie de la péninsule militaire de Prevlaka au sud de Dubrovnik. Quelques jours plus tard, la ville de Jajce, défendue par les Musulmans, tombe comme un fruit mûr dans la "République serbe de Bosnie-Herzégovine".

Curieusement, ni Serbes ni Croates ne verront d'inconvénient à ce qu'en janvier le "Plan Vance-Owen" inclue Jajce en zone croate. Le scénario n'est pas nouveau d'ailleurs ; en septembre, la chute de Bosanski Brod avait vu de la même manière une division paramilitaire du HVO (forces croates de Bosnie) déserter la région au moment crucial et laisser littéralement la ville en mains serbes.

Cette division, appelée *Handzar-Divizija* n'était que la copie de la célèbre division SS du même nom qui avait été mise sur pied par les Allemands avec l'aide des Oustachis. Type achevé de la division "quislingienne", la *Handzar-Divizija* dirigée par le très peu recommandable Ekrem Mandal s'est simplement retirée en Croatie.

Par la plus pure des coïncidences, Mandal est président honoraire du Parti musulman démocratique de Croatie (HMDS) dont les appels vibrants aux Musulmans bosniaques sont la voix même du HDZ (le parti de Tudjman) : « *Musulmans ! Ils mentents ceux qui prétendent qu'en vous déclarant croates vous perdrez votre foi. Revenez à la raison !* » déclarera son président Mirsad Baksic lors des affrontements croato-musulmans de janvier 1993 (1). Bosanski Brod reviendra bien sûr également à la partie croate selon le plan Vance-Owen.

L'ensemble de la région nord/nord-est de la Bosnie (appelée Posavina) reviendra d'ailleurs à la Croatie quand bien même les forces serbes y ont réalisé au printemps 1992 d'épouvantables massacres dans les camps de concentration de Brcko (entre 4 000 et 7 000 morts) et de Bosanski Samac, et qui ont aussi concerné des Croates. Ce sont toutefois des Croates délibérément sacrifiés à la politique de partition ethnique promue par Tudjman et Milosevic, de même que ceux des districts de Prijedor, Sanski Most, Doboj, Bosanska Dubica. Car les intentions des deux dresseurs de cartes sont claires : il faut que chaque zone définie soit le plus homogène possible du point de vue national.

Au besoin, Croatie et Serbie sont bien déterminées à "lâcher" des populations à l'ennemi, qu'il soit réciproquement serbe ou croate ou encore musulman (les Serbes ont laissé tomber plusieurs zones dans les régions "frontalières" de Tuzla, Konjic, Bihac qui n'ont pas toujours connu un sort enviable).

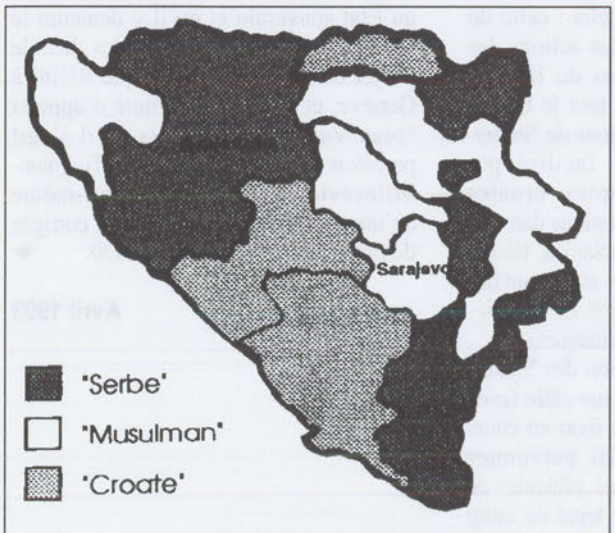
Quoiqu'il en soit, comme l'affirme *War Report* : « *Il n'y a guère de doute que la Posavina a fait l'objet de tractations spéciales entre Serbes et Croates* » (2). De même, des négociations particulières ont eu lieu dans le dos des Musulmans au sujet de l'épineuse question de la région de Sarajevo.

Car la dynamique mise en marche par le projet de partition ethnique serbo-croate s'est poursuivie imperturbablement depuis le rapprochement de septembre 1992. Le schéma en est désormais limpide : chaque nouveau règlement d'un contentieux croato-serbe implique une nouvelle défaite des Musulmans. Il en a encore été ainsi en janvier 1993, lorsque la Croatie a récupéré un nouveau morceau de son territoire occupé par les Serbes lors de l'opération "Maslenica". Réalisée avec le plein accord de Belgrade, la reconquête croate a eu lieu au moment exact où la pression serbe se relâchait fortement au nord de Travnik (clef de voûte de la défense "unifiée" croato-musulmane) et permettait aux unités du HVO d'entreprendre des nettoyages (militaires surtout mais aussi civils) dans la région de Gomji Vakuf, Bugojno et Prozor, très majoritairement peuplée de Musulmans. Toutes régions qui doivent revenir aux Croates selon le plan Vance-Owen qui laisse, on le sait, 26 % du territoire bosniaque à plus de 45 % de Musulmans.

En 1939, l'accord Macek-Cvetkovic prévoyait la partition de la Bosnie par l'intermédiaire de sa division en trois *banovine* (principautés), dont deux revenaient à la Serbie et la troisième formait une unité soudée au reste des terres croates.

Il est spectaculaire et révélateur de comparer cette partition avec celle proposée par les accords de janvier 1993. En clair, les provinces croates de 1993 recoupent exactement la *banovina* de 1939. Il fait peu de doute que la teneur des accords entre Serbes et Croates et tout spécialement le "pacte" d'avril 1992 visait à la restauration du système mis en place cinquante ans plus tôt. Certes, pour ce qui concerne la partie serbe, le plan Vance-Owen ne recouvre pas complètement les deux *banovine* de la première Yougoslavie ; mais ici, c'est le poids du fait accompli qui reste déterminant.

Car la moitié des zones attribuées aux Musulmans se trouve actuellement sous contrôle serbe et il est très improbable que Karadzic en accepte la restitution, surtout si l'on se réfère aux évènements de février/mars 1993 dans l'est de la République, lorsque les Serbes — avec l'aide volontaire ou non des forces de l'ONU et des parachutages américains — ont procédé à d'autres nettoyages dans les poches de résistance (Cerska et Srebrenica surtout).



Carte 1 : la Bosnie selon le "plan Vance-Owen "

Les fruits de le "Real politik"

La "Communauté internationale", comme on dit, est désormais confrontée aux impasses de ses choix de "real politik". Le plan Vance-Owen obéit fondamentalement à la logique de dépeçage territorial de la Bosnie-Herzégovine sur des bases ethniques. Il entérine la pratique des chefs de guerre. De ce point de vue, le plan Vance-Owen est un plan "serbo-croate", comme l'analyse Philippe Koulischer. Animateur à Genève d'une associaion de défense des Bosniaques (Mirna Bosna, expression de paix et de convivialité bosniaque), il a accumulé de multiples enquêtes de terrain sur la réalité de la politique de nettoyage ethnique. Mais celle-ci n'est pas "achevée" :

Côté croate, Mate Boban a proclamé depuis le 3 juillet 1992 une "république croate de Bosnie-Herzégovine", dite Herceg-Bosna, dotée de son drapeau, de ses milices (le HVO subordonnée au parti de Franjo Tudjman), de sa monnaie, et accolée à la Croatie. Mais elle englobe notamment des villes majoritairement musulmanes. Depuis des mois déjà, le refus d'accueillir des réfugiés musulmans et les symboles affichés, mais aussi le blocage par les forces croates des armes destinées à Sarajevo, indiquaient la logique du découpage.

Côté serbe, les territoires ne sont pas encore unifiés et accolés à la Serbie — contrairement à l'Herceg-Bosna. Par contre, ils sont "nettoyés" des éléments les plus récalcitrants. Le "référendum" serbe a montré la détermination de cette partie-là de la population de la Bosnie-Herzégovine à se rattacher à la Serbie : dans un climat de guerre où l'on a dressé des voisins les uns contre les autres en réveillant la mémoire des violences passées, le résultat était couru d'avance. Comme Philippe Koulischer, Tihomir Loza, journaliste d'Oslobodjenje (Sarajevo), voit dans la réalisation du plan Vance-Owen l'ancien découpage de 1939 réalisé déjà entre pouvoir serbe (dominant alors la première Yougoslavie) et nationalistes croates. Mais comme il le dit « *à la différence de 1939, les Musulmans sont incontournables* », d'où les ambiguités du plan Vance-Owen qui maintenait le mythe de provinces "à dominante" ethnique (non homogène) dans le cadre d'un seul Etat de Bosnie-Herzégovine. Mais si l'on accepte l'idée que seule la séparation territoriale est une protection et qu'il n'est plus possible de vivre ensemble, alors ce sont fatalement trois "Etats ethniques" qui se construisent, plus clairement une grande Serbie, une grande Croatie et une "réserve" de Musulmans, agglutinés sur un territoire exigu et qui auront toutes les raisons de devenir, enfin, fondamentalistes. La seule alternative est la démilitarisation de l'Herceg-Bosna et de la république de Karadzic, dans le cadre d'une nouvelle union avec la Serbie et la Croatie — permettant aussi aux provinces bosniaques d'être multiethniques, et aux troupes de l'ONU de se retirer.★

Catherine SAMARY

1) *Domovina*, janvier 1993.
2) Auckland street, Londres, janvier 1993.

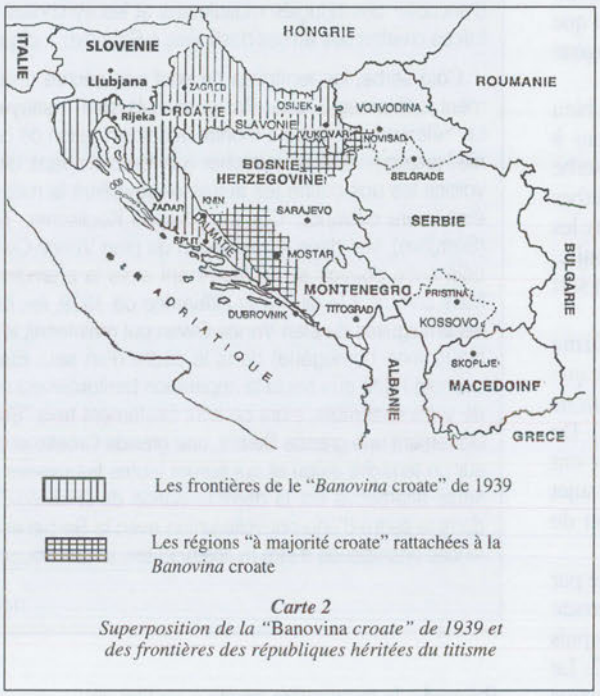
On remarque qu'à l'exception de la zone résiduelle musulmane au centre et la région de Sarajevo-ville, la carte se différencie peu de la distribution de 1939. Les seules différences frappantes tiennent à la restitution à la Croatie de la Posavina et de la région située au nord de Travnik. Il est important de se souvenir que tous les affrontements entre Croates et Musulmans se sont produits dans les régions qui doivent revenir à la Croatie selon le Plan de Genève (Prozor, Travnik, Vitez, Busovaca, Jablanica, Konjic) dans lesquelles les Musulmans sont plus nombreux. Il ne s'agit pas d'accabler en l'occurence les Croates ; quelles que soient en effet les très douteuses implications de leur *realpolitik*, il demeure que le phénomène de l'extermination/déportation des Musulmans a été jusqu'à présent un monopole serbe à une ou deux exceptions près (Prozor, Novi Travnik et peut-être Mostar).

Il s'agit simplement de prendre conscience que la partition de la Bosnie-Herzégovine est une affaire entendue entre les deux Républiques voisines depuis plus de deux ans en tout cas (mais sans doute davantage) et qu'elle ne constitue qu'une réplique de ce qui a déjà eu lieu avant l'effondrement de la 1ère Yougoslavie.

On peut même se demander jusqu'à quel point l'accord Tudjman-Milosevic, ratifié par la rencontre Karadzic-Boban d'avril 1992, n'a pas été prévu de longue date jusque dans ses moindres détails, toujours dans le seul but de laisser aux Musulmans le moins de Bosnie possible, de rendre chaque zone le plus homogène qu'il soit du point de vue ethnique et d'empêcher toute tentative bosniaque de créer un Etat souverain, islamique ou pas.

Il suffit pour ce faire de considérer la carte des "zones UNPA" ou zones sous mandat UNPROFOR en Croatie qui recouvrent exactement, on le sait, les annexions serbes de 1991. Un simple coup d'œil permet de se convaincre d'un fait significatif : avant toute chose, ces zones isolent totalement la Bosnie de la Croatie sur plus de la moitié de leurs frontières communes.

L'isolement des zones périphériques de la Bosnie (sous contrôle croate ou serbe) est à peu près total à la fin de l'été 1992 ; la zone centrale ne pourra vraiment plus être ravitaillée en armes et ce seront les Croates et les Serbes qui détiendront (à Split, Gornji Vakuf, Kiseljak, Zvornik) les clefs des corridors humanitaires. Autour de Sarajevo même, ce sont également les forces du HVO (au sud de Visoko et à Stup) ou les tchetniks (à Ilidza et Pale) qui contrôlent entrées et sorties de la capitale.Quant à l'aéroport, il a été mis, toujours en juillet, sous tutelle internationale lors de l'établissement du "pont aérien". Il faut encore rappeler que depuis le mois de décembre 1992, les Croates (civils ou militaires) ont un droit de transit sans restriction à travers les positions serbes d'Ilidza alors que les Musulmans ne peuvent qu'essayer de se frayer un passage dans la zone impraticable de Dobrinja, point de chute de "l'allée des *snipers*" qui mène à l'aéroport où l'UNPROFOR empêche théoriquement tout trafic vers Butmir tenu par les Bosniaques (3).



Carte 2
*Superposition de la "*Banovina *croate" de 1939 et des frontières des républiques héritées du titisme*

Au courant du printemps 1993, la dynamique des accords tacites serbo-croates s'est précisée, précipitée même, avec une dimension nouvelle : celle du *timing* impeccable entre les actions des tchetniks à l'est et celles du HVO à l'ouest. Ainsi, tandis que tout le tapage médiatique s'organisait autour de Srebrenica et son nettoyage facilité par l'UNPROFOR, les forces croates menaient de nouvelles opérations dans les districts de Prozor et de Jablanica, faisant fuir plus de 3 000 personnes et causant des affrontements meurtriers (près de 300 victimes du côté des forces bosniaques).

Alors que la déportation des Musulmans de Srebrenica battait son plein (avec entre autres catastrophes la mort en cours de route de plus de 20 personnes "oubliées" ou "tombées" des véhicules de l'ONU), le HVO a même tenté un coup particulièrement audacieux fin avril : le bombardement depuis Vitez de la ville de Zenica, jusque- là sanctuaire des forces musulmanes. Début mai, Srebrenica tombée, les Serbes poursuivent leur offensive et nettoient Zepa, la troisième enclave (après Cerska et Srebrenica) de l'est, tombant dans l'indifférence absolue des "observateurs" de l'ONU et du Conseil de Sécurité.

Le jour même, le HVO lance une offensive de masse sur la ville de Mostar, faisant fuir plusieurs centaines de Musulmans chassés de leurs immeubles incendiés, puis enferme un millier d'hommes en âge de se battre dans le stade municipal (une méthode utilisée par les Serbes à Zvornik, Bratunac, Bosanski Novi exactement un an plus tôt). Désormais, les Musulmans doivent constamment faire face à deux fronts conjoints et lorsqu'ils essaient de colmater une brèche à l'est, se voient automatiquement pris par surprise à l'ouest.

La marge de manœuvre des Bosniaques est donc minime : décimés par les Serbes, en voie de nettoyage du côté croate, ils sont pourtant obligés de signer avec le HVO des accords de coopération et d'accepter le plan proposé à Genève.

Les Croates ont en effet un atout-maître : 275 000 réfugiés musulmans en Croatie et 50 000 en Herzégovine constituent de véritables otages qu'Izetbegovic ne peut laisser tomber. Les Serbes, eux, en collaboration plus étroite avec la communauté internationale, ont désormais toute latitude de disposer de leur meilleure arme : le temps.

Et il faut se souvenir qu'il est dans l'intérêt de tous (Croates, Serbes et Occidentaux) que la Bosnie disparaisse en tant qu'Etat souverain et qu'il y demeure le moins de Musulmans possibles dans le projet de découpage ethnique défini à Genève, et que l'on continue d'appeler "plan Vance-Owen" alors qu'il s'agit purement et simplement du plan Tudjman-Milosevic qui ne constitue lui-même qu'une copie légèrement revue et corrigée du plan Cvetkovic/Macek de 1939. ★

Avril 1993

3) *Sniper* : tireur embusqué.

A propos de l'islam balkanique

La réalité de l'islam en Yougoslavie est largement méconnue. Le terme de "musulman" appliqué au peuple bosniaque est souvent empreinte de confusion. Nous reproduisons ici de larges extraits d'une interview d'Alexandre Popovic, réalisée par la revue *El Qantara* n° 6, éditée par l'Institut du monde arabe à Paris (1).

DOCUMENT

● ***El Qantara : Pouvez-vous dresser un bref panorama de l'islam balkanique ? Ses origines, ses principales tendances, les différentes composantes des populations dans cette région que l'on appelle les Balkans...***

Alexandre POPOVIC : Disons que l'islam balkanique s'est constitué après la conquête ottomane des Balkans, donc dans un cadre non propice à une adhésion nombreuse et massive des populations. Il existait tout simplement d'autres Etats, d'autres religions sur place. Soyons clair : personne n'a invité les Ottomans à s'installer dans les Balkans et personne n'a non plus invité les musulmans à venir s'y implanter. Mais il y a une chose très simple, que personne ne prend en compte, c'est que très rapidement, il y a eu des gens nés sur place dans le giron de l'islam et de l'empire ottoman et qui s'en sentaient naturellement les représentants. De la même manière que pour les autres, il était naturel de représenter les religions autres que celles de l'Islam. Les aspirations nationalistes à venir existaient déjà en germe à l'époque. Il y avait déjà un Etat serbe, un Etat bulgare, un Etat grec, etc.

A grands traits, on pourrait dire qu'il y a trois sortes de musulmans dans les Balkans. Il y a bien sûr les Turcs et tous ceux qui, d'une certaine façon, s'assimilaient et se présentaient dans la mouvance turque. Bien sûr, cela ne voulait rien dire au 14ème siècle mais, disons, des gens dont la langue était le turc. Il y a eu aussi les populations que l'empire ottoman a amenées dans sa mouvance jusqu'à certaines régions des Balkans et du sud-est européen. La Roumanie et la Hongrie, qui ne font pas partie des Balkans, appartiennent à cette même mouvance de l'Islam rouméliote. Et enfin, il y a les populations autochtones islamisées. Celles-ci sont évidemment les plus intéressantes, mais probablement les plus difficiles à suivre dans leur évolution. Pour ce qui est des populations amenées dans le sud-est européen à des périodes diverses, il y en a une par exemple dont on ne parle absolument jamais, parce qu'il n'y a pas de trace écrite : ce sont les groupes de gitans musulmans.

● ***Si l'on tente de faire le point sur ces trois composantes de l'islam balkanique, qu'est-ce que cela représente à peu près aujourd'hui quant à l'importance de ces populations ?***

C'est très difficile à dire. Tous ceux qui avancent des chiffres précis mentent, soit par ignorance, soit par désir de gonfler les chiffres ou de les minimiser. Disons qu'un chiffre de l'ordre de six à sept mille serait proche de la réalité. Mais il faut préciser qu'il y a énormément de musulmans dans les Balkans qui sont non-pratiquants.

● ***Lorsqu'on fait un bilan sur deux siècles, que doit-on retenir des relations entre les différentes communautés ? Ces relations furent-elles pacifiques, ou les tensions, voire les affrontements ont-ils été prédominants ?***

Je pense qu'il faut regarder les choses en face. Tout d'abord, observer qu'au moment crucial de la naissance des nationalismes, les musulmans des Balkans se trouvaient dans une situation inextricable. Pour la simple raison que, dans la région, les nationalismes grec, serbe, bulgare ou autre se sont faits avant même la proclamation du nationalisme turc. Les musulmans des Balkans ne pouvaient donc se réclamer que d'une chimère, qui est l'*oumma* ottomane, à laquelle ils appartenaient sans en faire vraiment partie.

Ils avaient une appartenance et une référence, mais de façon plus ou moins précise. Ce n'était pas la même chose que d'appartenir à l'empire ottoman et de savoir le turc, langue de la culture et de l'administration, que d'être musulman de l'empire ottoman en ne sachant pas le turc. En 1878, au moment où la Bosnie-Herzégovine est vendue à l'Autriche-Hongrie par le sultan, les Autrichiens font toutes sortes de recensements : 2 % de Bosniaques et d'Herzégoviniens savent l'arabe, moins de 10 % savent le turc. La situation va donc être très délicate pour ces populations à partir du moment où les nationalismes environnants triomphent et opposent à ces groupes qui se demandent ce qu'ils vont devenir, d'une part un nationalisme étatique — grec, bulgare, serbe — et d'autre part leur propre religion.

● ***Revenons sur les relations entre les différentes communautés. Il y a effectivement l'affirmation de ces nationalismes. Comment cela se passe-t-il pour les musulmans ? Il y a, je pense, des situations différentes selon les pays. Dans votre livre, vous notez les très graves violences liées à ces nationalismes. (...) Finalement, est-ce que cette région n'a pas toujours été explosive ?***

Il faut bien avoir à l'esprit une chose simple. C'est qu'il y avait avant tout une

1) Alexandre Popovic est auteur de *L'islam balkanique : les musulmans du sud-est européen pendant la période ottomane* (Institut an der Freien Universitat Berlin).

impossibilité de relations. Dans l'Empire Ottoman, les citoyens chrétiens ne pouvaient espérer jouer un rôle quelconque dans l'Etat — c'est-à-dire dans l'administration, dans l'enseignement et le reste — qu'à la condition de devenir musulmans. J'ajouterai que même dans les villes comme Belgrade, à la fin de l'époque ottomane, un Serbe orthodoxe ne pouvait jouer aucun rôle. Même les marchands n'étaient pas serbes. Les Serbes étaient surtout paysans. D'après les seules statistiques sur cet état de choses, réalisées au début de la période austro-hongroise en Bosnie-Herzégovine, 90 % des gros propriétaires terriens de la Bosnie-Herzégovine sont musulmans et 92 % des paysans, qui sont quasiment des serfs, sont orthodoxes. Alors, quand on me parle des liens idylliques entre tel ou tel groupe, j'ai quelques doutes.

● *Il y a donc des réalités économiques et sociologiques qui sont prégnantes.*

Quand on parle d'un phénomène tout à fait important pour la compréhension des choses — c'est-à-dire l'islamisation de ces populations —, on avance toujours des notions idéologiques, religieuses. Tout cela me paraît très minime par rapport aux réalités économiques. Il faut bien survivre. On le voit bien au moment où l'empire ottoman atteint ses limites et commence à perdre du terrain. Que constate-t-on ? Un durcissement de la situation pour les populations non-musulmanes des régions un peu plus au sud, c'est-à-dire en Bosnie-Herzégovine et au Kosovo. Et une seconde phase d'islamisation, parce que les populations chrétiennes n'ont pas les moyens de s'opposer à ces "pieds noirs" qui reviennent de plus au nord, et n'ont d'autre choix pour survivre que de faire islamiser d'office un de leurs fils.

● *Ceci concerne l'époque ottomane, mais pour l'époque post-ottomane, les rapports de force s'étant inversés, la situation n'est guère plus favorable alors pour les musulmans.*

Absolument. Un exemple entre mille : l'intelligentsia turque de Macédoine qui quitte en peu de temps les régions libérées ou conquises, comme vous voulez, par les chrétiens de Macédoine. Résultat : la population musulmane de Macédoine va se trouver dans une situation mille fois pire que celle de la population musulmane de Bosnie-Herzégovine, où l'intelligentsia musulmane était avant tout de souche locale, parlant le serbo-croate, et accaparée par les nouveaux occupants qui étaient les Autrichiens.

La réalité pire que les prévisions

Le plan Vance-Owen a laissé dans l'ombre le véritable statut des "provinces" de Bosnie-Herzégovine comme celles de Mostar et de Travnik. Croates et Musulmans peuvent ainsi les revendiquer pour leur propre compte. Si la nature de ces découpages — provinces croates ou entités de l'Etat bosniaque ? — reste floue, la grande guerre entre Croates et Musulmans paraît alors inévitable. Les "provinces" sont-elles des semi-Etats nationaux ou bien des unités administratives constituant l'Etat de Bosnie-Herzégovine ?

La réponse à cette question n'a été apportée ni par ce plan, ni par la conférence internationale sur l'ex-Yougoslavie qui, jusqu'à présent, a traité ses "patients" en respectant leurs différences de sensibilité. La tâche de ses coprésidents était d'élaborer un texte qui laisse un espoir à la fois aux séparatistes et aux intégristes. C'est pourquoi le plan fourmille de définitions approximatives. d'un point de vue théorique, puisqu'il s'agit de documents pour la paix, cette approximation pourrait être considérée comme une qualité. Mais en pratique, les affrontements entre Musulmans et Croates, dans les provinces de Travnik et de Mostar, montrent où peut mener un tel manque de précision. Manifestement, les Croates estiment que ces deux provinces leur appartiennent, et la signature de Mate Boban le confirme. Les Musulmans, quant à eux, les considèrent comme des unités administratives de l'Etat de Bosnie-Herzégovine, et l'acceptation du plan par Alija Izetbegovic, notamment en ce qui concerne ces deux provinces, n'a pas d'autre signification. Si les "provinces" y sont conçues comme des unités administratives de l'Etat, alors celles de Mostar et de Travnik, ainsi que celle de Sarajevo, semblent les plus "bosniaques" de toutes. D'abord, elles n'étaient pas "ethniquement pures" avant la guerre, et, au cours du conflit lui-même, elles n'ont pas connu d'importants mouvements de populations. Ensuite, les Croates y sont légèrement majoritaires, mais le pourcentage et la répartition des Musulmans, qui forment la majorité des habitants de toutes les grandes villes, sont tels que toute faveur accordée aux Croates devrait être exclue.

Enfin, ce sont les régions qui ont été les moins touchées par la guerre, au moins jusqu'à présent, et leur réintégration dans le tissu économique de l'Etat devrait être relativement indolore. Or ces deux provinces ne peuvent pas être considérées indépendamment de l'ensemble du territoire : elles ne seront des unités administratives que si les autres le sont également, et si d'aventure quelques-unes d'entre elles deviennent des unités nationales, la même tendance se manifestera partout. Si le plan implique des divisions définitives, les provinces de Mostar et de Travnik ne sont pas viables. Les Musulmans ne peuvent pas renoncer aux villes où ils sont plus nombreux que les Croates, et qui symbolisent les moments les plus importants de leur histoire. Par ailleurs, si ces villes ne leur sont pas attribuées, les Croates n'auront pour eux que le désert rocheux herzégovin. Dès lors, si le plan Vance-Owen implique ces divisions, la grande guerre entre Musulmans et Croates est inévitable. Il faut savoir que certains milieux croates ont considéré la création de ces provinces comme "le plus grand succès de la politique croate du vingtième siècle". De toute évidence, on a voulu y voir la réalisation du rêve du président Franjo Tudjman d'agrandir la Croatie, comme c'était prévu en 1939. Mais, comme c'est souvent le cas avec Tudjman, cette estimation est mal fondée. Ce qu'a fait Milosevic peut lui servir d'avertissement : le monde ne reconnaîtra jamais ses conquêtes, et les Musulmans ne se rendront jamais. A la différence de 1939, les Musulmans sont un facteur incontournable, en dépit de leur infériorité matérielle et militaire par rapport aux Serbes et aux Croates. De plus, Tudjman se trouve dans une position plus délicate que celle des Serbes, car quand ceux-ci ont attaqué les Musulmans, ces derniers, surpris par l'attaque, étaient dépourvus de tout armement. (...)

L'histoire des Croates et des Musulmans de Bosnie centrale, par-delà son cadre politique restreint, connaît aussi une dimension humaine plus vaste. En réalité, la guerre est entrée dans une phase qui dépasse tout ce qu'on a vu jusqu'à présent. Le déchaînement des tueries est quotidien. L'arrestation de civils, l'enlèvement de prêtres, la destruction des lieux ce culte, les viols, les massacres, tout ceci est perçu comme habituel. (...) Contrairement à ce qu'on pourrait croire, tout ceci obéit à une loi : la réalité est toujours pire que la plus noire des prévisions. ★

Tihomir LOZA, *Oslobodenje*, Sarajevo

● *Revenons sur cet islam balkanique. Peut-on parler d'un Islam européen, c'est-à-dire un islam sécularisé, personnalisé ? S'agit-il d'un islam sociologique, d'un islam culturel ou bien d'un islam religieux, qui serait irréductible aux autres religions ? Quelle est la réalité de cet islam balkanique ?*

Il va sans dire qu'il y a de tout. Tout dépend de ce que l'on veut voir ou ne pas voir. Xavier Bougarel, qui est certainement celui qui au monde, en sait le plus

sur la question actuellement, est frappé par deux phénomènes, dont la presse occidentale ou orientale ne parle jamais. Le premier, c'est que dans tous les sondages concernant la religiosité des populations, les musulmans de Bosnie-Herzégovine viennent en dernier.

● *L'islam est une référence lointaine, alors ?*

Non, l'Islam est très présent dans la vie en tant que culture. Il était beaucoup moins présent en tant que sujet de combat, de revendication immédiate, bien que cela ait aussi existé. Le problème, rencontré à longueur d'année dans la presse musulmane officielle est à peu près celui-ci : elle se plaignait de ses mauvais musulmans. D'abord, ils buvaient beaucoup de raki, et puis ils ne venaient pas suffisamment à la mosquée, etc. Mais, parallèlement à cela, il y avait bien entendu les noyaux d'un radicalisme musulman religieux, d'une part, et d'autre part, d'un radicalisme musulman laïc. Le premier, sur lequel on ne savait pas grand-chose, existait à petite ou grande échelle, à droite et à gauche. Le second, en Bosnie-Herzégovine, a été créé par le Parti communiste yougoslave.

Au moment où il fallait prendre le pouvoir dans les instances tiers-mondistes, les communistes yougoslaves ont joué à fond la carte des musulmans locaux. Et puis, comme toujours après l'écroulement d'un régime qui a duré pendant des décennies, il y a eu une amnésie générale en Yougoslavie sur toutes les combines du passé. Alors que chacun des différents groupes de population en Yougoslavie a affirmé qu'il était totalement opprimé par le pouvoir communiste et qu'il était anticommuniste en bloc. C'est faux. Les musulmans yougoslaves ont participé à la curée communiste comme tous les autres, au prorata de leur nombre.

● *Vous parliez de deux éléments qui ont frappé Xavier Bougarel. Le premier étant la faible religiosité, quel est le deuxième ?*

Le deuxième, c'est comment cette faible religiosité a pu être, non seulement montée en épingle, mais comment elle est arrivée à souder les populations musulmanes. A cela, deux raisons : la première, c'est cette très forte influence des noyaux durs, qu'on pourrait appeler islamistes fondamentalistes, radicalistes, etc. La seconde, phénomène bien connu, c'est simplement une réaction à l'adversité des populations non-musulmanes du pays.

C'est valable un peu partout. On retrouve cela de façon identique, mais à une beaucoup plus faible échelle pour l'instant, en Bulgarie, avec les Pomaks, les Turcs locaux et les populations bulgares. On doit le retrouver d'une certaine façon en Grèce, en Thrace occidentale, dans les relations entre les populations locales. Mais, grâce au ciel, tout cela n'est absolument pas comparable avec ce qui se passe en Yougoslavie, et qui se passe avant tout pour une raison profonde que tous nos journalistes voudront toujours ignorer.

A savoir que pendant quarante-cinq ans, on a fabriqué une armée superpuissante dans ce pays-là, qui avait des conditions de vie supérieures au restant de la population, et qui était tout aussi bien serbe, que croate, que macédonienne, que slovène, que bosniaque. Et le jour où cette armée s'est trouvée sans emploi, elle a commencé à tirer sur les populations supposées adverses, entraînant derrière elle, pour des raisons nationalistes et religieuses, des pans entiers de la population.

● *En 1986, vous observiez dans votre livre que c'est « l'appartenance ethnique qui l'emporte toujours » (...) Pourriez-vous toujours faire ce constat aujourd'hui alors que la guerre fait rage dans l'ex-Yougoslavie ?*

Evidemment, au moment où un tel désastre a lieu, on ne peut plus le dire. Cela dit, le musulman de Bosnie comprend un Serbo-Croate de Bosnie. Il ne comprend pas un Albanais, qui est d'abord Albanais, et ensuite, éventuellement, musulman. Le musulman bosniaque n'a qu'une façon de se déterminer : il est musulman. Si les Serbes ou les Croates de Bosnie ont derrière eux un Etat, donc un ultime quelque chose, le musulman de Bosnie n'a pas cette base. Il a beau dire qu'il est sur son sol et sur son bien, on s'aperçoit qu'il peut être chassé de ce qu'il considère comme son bien. Pas par sa faute, mais en raison du cataclysme qui s'abat.

● *Quels sont les liens entre ces musulmans balkaniques et la Turquie post-ottomane, ainsi qu'avec le monde arabe ?*

C'est quelque chose de très délicat. Quoique vous en disiez, on vous donnera un exemple contradictoire. je vous citerai quelques exemples à travers les écrits des musulmans locaux. Les écrits des musulmans de Bosnie-Herzégovine, à partir de 1878, sont ceux de gens désemparés. Ils ne veulent pas croire que le sultan les a lâchés. Par la suite, petit à petit, on vous prouvera que les musulmans bosniaques étaient autonomes à l'intérieur de l'Etat ottoman. Un deuxième exemple est absolument frappant : celui des récits de pélerinage des musulmans des Balkans à La Mecque, qui sont un cri du cœur.

Au moment où ils sont en train de monter dans les autocars pour aller effectuer le pélerinage proprement dit, à la Kaaba, et quand ils voient la cohue, le laisser-aller qui peut s'installer dans ces cars-là comme n'importe où au monde, la phrase qui revient, c'est : « *Nous nous apercevons que nous sommes des Européens !* » Ce monde est le même sur le plan religieux mais il diffère sur le plan des habitudes de vie.

● *Donc il est légitime de parler d'un islam européen à propos de l'islam balkanique ?*

Je ne sais pas. Ce sont plutôt des groupes de gens se disant musulmans qui se sentent plus européens que les autres, et pour cause, mais parler d'un islam balkanique différent de l'islam tout court, c'est autre chose. Cela voudrait dire que la façon dont l'islam est vécu est différente. Je ne le crois pas. Les musulmans bosniaques sont représentatifs de l'islam en général.

● *Après cinquante ans de communisme, il y a selon vous une très forte destructuration des mentalités, qui explique une large part de la situation contemporaine.*

Oui, et dont les acteurs d'hier continuent à bénéficier. C'est cette masse-là qui a été entraînée par eux. Ils se sont scindés en plusieurs groupes et chacun a enfourché le cheval du nationalisme et de la religion. Alors qu'hier, tous ces personnages étaient assis autour de la même table à manger la même soupe servie par le grand chef. Pour parler d'une autre région yougoslave, jamais un seul Occidental n'a dit une chose que tout le monde sait : c'est que le président de la république de Slovénie a été membre du comité central du PCY jusqu'à la dernière journée de l'existence de ce parti. C'est absolument la même chose dans toutes les républiques, sauf chez les musulmans, qui ont à leur tête la seule personne qui n'a jamais fait partie de l'etablishment communiste et qui est même allé en prison pendant un certain nombre d'années, M. Alija Izetbegovic.★

***El Qantara*, janvier-février-mars 1993**

Le référendum ne résout rien

Si la campagne du référendum a été dominée par la propagande pro-Eltsine à la télévision, elle n'a pas pour autant donné lieu à des manifestations populaires de soutien au président ni à une activité ayant un caractère de masse à l'initiative des groupes d'opposition. La seule manifestation notable a été appelée par le Front de Salut national la veille du référendum. Quelques 40 à 50 000 personnes y ont participé.
Alors que les esprits s'apaisent et que les déclarations de victoire des "eltsiniens" se sont tues, il s'avère que ce vote n'a résolu aucun des problèmes fondamentaux auxquels Eltsine est confronté. L'économie est au plus bas et les multiples promesses faites par Eltsine au cours de la campagne ne faciliteront certainement pas la reprise. L'opposition politique à ses réformes n'a bien sûr pas disparu et l'issue du scrutin a renforcé les bureaucraties régionales au détriment du centre.

Poul FUNDER LARSEN

Andrei Isayez, rédacteur du journal des syndicats de Moscou, *Solidarnost*, a correctement décrit cette situation particulière quelques semaines avant le référendum : « *Le président, les députés et les juges de la cour constitutionnelle vivent dans une tension extrême. Ils se querellent, se réconcilient, prêtent serment à la Constitution, puis insultent la Constitution. Mais dans la vie du commun des mortels, cela ne change rien du tout. Cela signifie seulement que ceux qui sont intéressés peuvent regarder dans la foulée de "Santa Barbara" une autre série : "La bagarre Eltsine-Khasbulatov".*

Les groupes et les partis qui sont sortis du premier Parti communiste d'union soviétique (PCUS) continuent de jouer un rôle dominant dans l'opposition active à Eltsine. Cependant, c'est de façon tout à fait formelle qu'on peut situer "à gauche" la majorité de ces courants. Les tendances nationalistes qui se confondent avec la nouvelle droite patriotique gagnent du terrain parmi leurs sympathisants.

Les communistes en Russie, sont, à quelques notables exceptions près, regroupés aujourd'hui dans deux organisations, le Front de la Russie du travail (Trudeyaya Rossia), et le Parti communiste de la Fédération de Russie (KPRF). La Russie du travail, néo-stalinienne et dominée par le Parti communiste des travailleurs de Russie (RKRP) qui a jadis revendiqué 100 000 membres, a perdu de l'influence ces derniers mois et a n'a fait descendre que 5 000 personnes dans la rue la veille du référendum. Le KPRF, fondé cette année, revendique pour sa part plus de 500 000 membres et bien que ce chiffre ait pu être gonflé, il est certainement le plus grand parti de Russie.

Les deux formations communistes ont appelé les électeurs à voter contre Eltsine et sa politique, lors des élections présidentielles anticipées, mais contre des élections législatives anticipées. La seconde position était dure à conserver, parce que les députés se sont discrédités par leurs oscillations permanentes sur les problèmes politiques majeurs.

Le Congrès des forces démocratiques de gauche, fondé dans la deuxième moitié de 1992, regroupe plusieurs partis. Le Parti socialiste des travailleurs (SPT), dont Roy Medvedev est l'un des fondateurs et le Parti communiste russe (RKP) sont issus du PCUS. Le Parti du travail (PT) vient d'une autre tradition. Le Congrès inclut aussi des syndicalistes, des organisations de femmes et des militants du mouvement social. Lors de leur campagne, ils ont appelé à voter "non" à Eltsine et sa politique et "oui" à des élections anticipées parlementaires et présidentielles.

En pratique, la campagne du Congrès a été sérieusement limitée par des contraintes matérielles, à tel point qu'elle a été suiviste par rapport aux initiatives prises par les "anciens" syndicats officiels et les forces "centrales" autour de la direction Khasboulatov, président du Soviet suprême et de l'Union civique, qui est en

réalité dirigée par le vice-président Rutskoi. Mais ni les syndicats ni l'Union civique n'ont fait campagne de façon particulièrement énergique et n'ont pas donné de consigne de vote particulière aux électeurs quant à la question de confiance envers Eltsine. Il y avait pourtant quelques courants syndicaux qui militaient en faveur du non à Eltsine.

Des forces situées à la gauche du Congrès sont favorables à des liens avec l'Union civique. Dans l'éventualité d'élections, ils auront à résoudre la question de quel candidat soutenir pour la présidence : un candidat indépendant issu de leurs rangs et/ou du mouvement ouvrier ; ou le candidat de l'Union civique. C'est vraisemblablement Rutskoi qui est bien connu pour ses penchants élitistes et autoritaires. Des questions adjacentes seront au centre du débat dans ce Congrès plutôt hétérogène et pourraient conduire à accentuer les divergences et les fossés entre les forces préconisant une collaboration étroite avec l'Union civique et ceux qui critiquent sa nature bureaucratique.

Des groupes de gauche extérieurs au Congrès — d'abord les petits groupes anarchistes, la gauche socialiste et les courants trostkistes —, la majorité s'est prononcée en faveur du boycott. L'explication de cette position a été fournie par un éditorial de la revue trotskiste indépendante *Rabochaya Demokratia* : « *Le pouvoir d'Etat et seulement le pouvoir d'Etat pose la question, d'une façon telle que que la réponse est prévisible, et si la réponse ne coïncidait pas à celle, attendue, le droit d'interprêter resterait entre les mains du pouvoir. Les réponses aux questions seront exploitées par les différents groupes d'exploiteurs qui se partagent le pouvoir. Quoiqu'il arrive, les travailleurs n'ont rien à y gagner. Quel sens cela a-t-il de participer à cette farce et de lui conférer une apparence de soutien populaire* » ?

Etant donné les manipulations faites autour du référendum, cette position, basée sur des considérations justes, n'a pas permis à ses partisans de rallier la faible, mais réelle opposition à Eltsine qui s'est exprimée à travers le haut pourcentage de voix contre sa politique économique (environ 48 % des votants). Le "boycott actif", auquel appelaient ces courants est resté un slogan abstrait tandis que le boycott réel de près de 40 % de l'électorat reposait sur l'apathie et le désillusion.

Il faut toutefois dire qu'aucune des organisations de gauche — quelque soit sa position lors du référendum — n'a été réellement capable de se faire entendre au-delà de la lutte très polarisée entre le président et le parlement. Eltsine essaye actuellement de reprendre l'initiative — après plus de six mois de blocage politique — et poursuit son orientation vers un coup d'Etat constitutionnel "en douceur", en voulant forcer l'adoption express d'une nouvelle Constitution. Reste à voir s'il y parviendra, mais, après les affrontements sanglants du premier mai à Moscou, la confrontation politique a pris une tournure nettement plus vicieuse, les complaintes autoritaristes des démocrates d'hier apparaissant désormais au grand jour.

Même si le score de 64 % était légèrement supérieur à ce qui était attendu — bien que restant nettement en dessous des 74 % obtenus par Eltsine aux présidentielles de juin 1991 — et que la politique socio-économique de ce dernier a été, de façon surprenante, soutenue par 53 % des votants, les tentatives des médias russes et occidentaux de décrire ce dénouement comme une victoire écrasante sont peu conformes à la réalité. Au niveau global, Eltsine perd des millions de voix par rapport à son score de juin 1991, et une majorité des votants s'est exprimé pour des présidentielles anticipées.

Anatomie d'une "victoire"

Mais, pour évaluer la situation réelle — et les vrais dilemmes auxquels Eltsine est confronté — il faut examiner les résultats détaillés au niveau régional. Dans dix des républiques de la Fédération russe, une nette majorité s'est exprimée contre Eltsine et sa politique : au Daghestan, Eltsine a reçu 14 % des suffrages, en Ingouchie 2 %, au Tatarstan son score était de 20 % environ et la Tchétchénie a carrément boycotté le référendum. Parrallèlement, dans de nombreuses régions du "cœur" de la Russie européenne (par exemple à Lipetsk, Smolensk et Oulyanovsk) la majorité a voté contre le président ; pourtant, grâce à un soutien massif à Moscou et à Saint-Petersbourg et dans sa région natale, l'Oural, Eltsine a réussi à s'assurer 58 % d'avis favorables.

Sur la question du soutien aux réformes économiques d'Eltsine, 48 des 88 régions qui participaient à la consultation ont voté contre. Cela inclut des centres industriels comme Novosibirsk, Omsk, Volgograd, Voronezh et le Kouzbass, la région des gisements de charbon, qui a été courtisé par le président tout au long de l'année écoulée (1).

Dans plusieurs régions, une question sur le renforcement du pouvoir des autorités régionales avait été ajoutée : à Saint-Petersbourg près de 75 % des participants ont approuvé l'octroi du statut de "république" à la ville, tandis qu'au Bachkortostan, une large majorité votait pour l'"indépendance économique" et contre Eltsine. Dès le départ, il était clair que l'aspect le plus important ne serait pas le résultat du vote lui-même, mais son interprétation, et donc sa manipulation, après coup. En ce sens, le référendum du 25 avril a perpétué la tradition des plébiscites soviétiques et post-soviétiques, qui servent avant tout aux règlements de compte dans les échelons supérieurs de l'appareil, personne ne s'intéressant aux résultats réels du scrutin.

Campagne fanatique

Avec l'ensemble des médias engagés dans une campagne d'une intensité et d'un fanatisme inédits en Russie depuis le début des années 80, Eltsine — renouant avec son populisme coutumier — promettant de lutter contre le chômage et la criminalité, et une opposition divisée autant qu'inefficace, la victoire présidentielle était assurée. Dans la foulée du référendum, les eltsiniens poussent à de nouvelles privatisations — tentant une fois de plus de prendre sous leur coupe la politique de crédit de l'Etat et de provoquer des faillites dans l'industrie d'Etat —, et essayent de mener à bien une réforme constitutionnelle aux fortes résonances autoritaristes.

Une des questions les plus importantes sous-tendant le conflit entre Eltsine et le Soviet suprême, est celle de la propriété, et des mécanismes de la privatisation. Eltsine et ses partisans néo-libéraux essayent d'appliquer un schéma de privatisation par coupons, qui accorderait une importance disproportionnée aux fortunes accumulées par la spéculation au cours des dernières années — les spéculateurs pourraient, soit en achetant directement, soit en prenant le contrôle des fonds d'investissement dans un second temps, s'adjuger des pans entiers de l'industrie. Le principe même de privatisation par coupons atomisés rend extrêmement difficile la prise de contrôle d'une portion décisive des capitaux d'une entreprise par le collectif de ses travailleurs (2).

Contrairement aux proclamations selon lesquelles la privatisation par coupons « rend la propriété au peuple », le processus réel a été marqué par une fraude massive et par une forte interaction entre les structures de gouvernement et le sec-

1) Tous les chiffres sont tirés de *Rossiskaya Gazeta* du 28 avril 1993. Dans de nombreuses villes minières du Kouzbass, par exemple Mechouretchensk et Leninsk-Koyznetsky, et dans le sud de la Russie, il y a eu moins de 50 % de participation.

2) Lorsque le plan "des coupons" a été lancé, Anatoly Choubais, le directeur de l'organisme de la propriété d'Etat, a affirmé qu'un coupon équivaudrait à une grosse voiture "Volga" (marque, modèle?) ou au moins à 10 000 "anciens" roubles — c'est-à-dire d'avant janvier 1991 —, ce qui aujourd'hui, compte tenu de l'inflation représenterait 300 000 "nouveaux" roubles. Pourtant, dans la pratique, le coupon s'échange à concurrence de 5 000 "nouveaux" roubles sur le marché moscovite.

Déclaration du parti du travail

La charge brutale contre la manifestation du 1er mai a montré que le régime d'Eltsine interprète les résultats du référendum d'une façon bien subjective, comme une autorisation pour utiliser les matraques et les canons à eau contre les tentatives des travailleurs, des femmes, des enfants et des personnes âgées de dire "non" à sa politique de pillage.

Le Parti du travail ne soutient pas les slogans des éléments extrêmistes du Front de Salut national et du Parti communiste des travailleurs russes. Néammoins, nous nous sommes tenus et continuerons de nous tenir aux côtés des travailleurs dans leur lutte en défense de leurs droits inaliénables contre un régime "démocratique" dont le seul argument contre ses opposants réside dans l'usage de la force brutale.

Il est clair que les attaques contre ce 1er mai pacifique résultent d'une provocation délibérément conçue et préméditée. Les manifestants se sont heurtés à des matraques et des canons à eau dans la partie la plus étroite de l'Esplanade Lénine, vers laquelle la manifestation était canalisée par une solide rangée de douzaines de véhicules lourds et des centaines de "gardiens de la loi et de l'ordre" armés et bien entraînés.

Cet assaut sanglant, et l'hystérie des mass-médias qui l'a précédé, ressemble à une répétition générale avant l'introduction d'une dictature devant être intronisée par la suppression de la Constitution. On ne doit pas autoriser que cela arrive !

Nous réclamons une enquête sur ce crime, un procès et des sanctions contre ceux qui ont organisé ce carnage. Nous réclamons la tenue d'une enquête parlementaire qui déterminera à quel niveau des responsables de l'Etat sont impliqués dans ces évènements.

Nous disons "Non !" au régime présidentiel autoritaire !

"Non !" à la Constitution que le régime tente de faire passer en force par de telles méthodes !

"Oui !" à un pouvoir populaire et à des élections générales anticipées !

1er mai 1993

teur "gris" de l'économie, que le vice-président Routskoy estime à 50 % du Produit intérieur brut (PIB) russe (3).

Une situation dans laquelle l'appareil d'Etat détermine la valeur de sa propriété et définit la loi pour sa privatisation, alors que d'immenses fortunes clandestines attendent l'occasion d'être blanchies, ne peut que favoriser la corruption. Pour donner un exemple qui a récemment fait scandale, le port de Nakhooka, dans le relativement prospère extrême-orient russe, a été bradé à 18 millions de roubles — soit à peu près à 20 000 dollars ! Pour éviter que les spéculateurs ne fassent main basse sur les entreprises les plus riches et les plus profitables pour une bouchée de pain, plusieurs régions de la fédération russe, par exemple celles de Tchélyabinsk, Volgograd et Novosibirsk — initialement choisies comme laboratoires du processus de privatisation — ont temporairement suspendu les ventes aux enchères liées à la privatisation par coupons, au grand dam du gouvernement. De son côté, l'"opposition des directeurs" (d'entreprises d'Etat) autour de l'union civique propose comme alternative au programme de privatisation du gouvernement, de transmettre les entreprises à leur collectif de travailleurs.

Pourtant, ce "modèle" en lui-même ne garantit pas la justice sociale, car il bénéficie aux collectifs des entreprises puissantes, tandis que les autres reçoivent très peu, voire rien — dans le cas de ceux qui travaillent dans les secteurs "budgétaires" de l'éducation, de la santé et de la culture. Et même dans le cas des entreprises rentables, ce schéma, en l'absence de véritables relations sociales démocratiques en leur sein et à l'extérieur, va revenir à en transférer la propriété à la direction, ce qui explique la popularité de cette idée auprès des industriels.

Le tout-monétarisme à l'égout ?

Un coup d'arrêt brutal a été porté aux tentatives de soumettre les entreprises aux lois du marché — et éventuellement de les privatiser — avec l'échec de la mise en place d'un mécanisme de faillite fonctionnel. En dépit de 18 mois de réformes procapitalistes, pas une seule des entreprises d'Etat russe n'a fait faillite ; échec qui traduit bien l'ampleur de l'énorme résistance passive et structurelle à la mercantilisation dans la société russe. Mais, paradoxalement, cet échec des réformateurs libéraux est aussi la principale raison du succès de leur ascension au pouvoir — parce que le faible taux de chômage, officiellement 1,3 % alors que la production a chuté de 30 %, est un facteur important du maintien d'une certaine stabilité sociale.

Alors que le sort du programme de privatisation du gouvernement va être, dans une large mesure, décidé par les régions, une autre bataille décisive — étroitement liée à la question des fermetures d'entreprises —, à propos de la politique de crédit de l'Etat, se joue à Moscou, au cœur de l'appareil d'Etat. En dépit d'une pléthore de conseillers étranger et des "bonnes intentions" des zélotes du monétarisme qui entouraient Gaïdar, les eltsiniens n'ont maintenu une "ferme" politique de crédit que pendant les quelques mois qui ont suivi l'explosion des prix de janvier 1992.

Depuis, toutes les tentatives pour maintenir cette position ont échoué et les entreprises soit sont renflouées directement par la banque centrale, soit ont accumulé des dettes vis-à-vis d'autres entreprises, ces dernières devant probablement être remboursées par la banque centrale. En avril, un accord a été passé entre le gouvernement et la banque centrale pour limiter le nombre de crédits accordés, mais, avec des taux d'intérêt annuels de 120 % et alors que l'inflation dépassera probablement 1 000 % en 1993, il n'y a rien pour dissuader les entreprises d'accumuler des dettes supplémentaires.

Le seul domaine dans lequel Eltsine puisse encore limiter les crédits est celui des relations entre Etats de la communauté des Etats indépendants (CEI), ce qui serait une manière de poursuivre la politique de "cavalier-seul" vis-à-vis des Etats non-russes qui a prévalu depuis le démantèlement de l'Union soviétique.

Le roi est nu !

Malgré les méthodes de calcul ingénieuses destinées à masquer la réalité, beaucoup estiment que le déficit budgétaire représentera 30 % du Produit national brut en 1993 — bien au-delà des 5 % "autorisés" par la Fond monétaire international. Un strict respect des prescriptions du FMI en matière de politique de crédits et monétaire avait été signifié comme précondition pour l'octroi de l'aide occidentale. Pourtant, malgré la ligne de 43 milliards de dollars de nouveaux crédits accordés par les principales puissances impérialistes, toutes confondues pour le dernier mois, la foi dans le"salut par l'Occident" s'estompe alors que les sommes qui rentrent en Russie — sous forme de prêts ou d'investissements — sont négligeables par rapport aux capitaux qui "fuient" le pays — dont le montant a été estimé entre 20 et 40 milliards de dol-

3) Pour lire l'attaque au vitriol de Routskoy contre la privatisation et la corruption dans l'appareil d'Etat russe, voir *Rossiskaya Gazeta*, 20 avril 1993.

lars en 1992 (4). Même si la Russie recevait de nouveaux crédits importants, le répit serait de courte durée, car la dette extérieure russe va passer des 25 milliards de dollars actuels à 120 milliards en 1994. Selon les mots du vice-Premier ministre Alexandre Chokhin : « *Si nous ne pouvons utiliser ces ressources efficacement, la Russie va s'enfoncer dans une telle spirale d'endettement extérieur qu'elle ne pourra plus en sortir* » (5).

Mais la question qui est de loin la plus débattue au lendemain du référendum est sans aucun doute celle d'une nouvelle Constitution — un conflit qui concentre toutes les contradictions entre cliques bureaucratiques. Jusqu'à présent cette bataille s'est déroulée selon les lignes de fracture traditionnelles des confrontations politiques des six derniers mois. Il y a deux projets de Constitution — celui du président et celui du Soviet suprême — et chacun d'entre eux est prétendument le seul à être légitime, créant une situation particulière de "dualité de pouvoir" constitutionnelle.

Lutte pour quel centre ?

Pourtant, les deux adversaires, tenant compte de l'affaiblissement dramatique du centre et du pouvoir croissant des régions, s'acharnent à faire des concessions aux bureaucraties régionales. C'est pour cette raison qu'Eltsine envisage la convocation d'une assemblée constituante sans tenir d'élections générales au préalable, mais prévoit une forte représentation des régions afin de court-circuiter le soviet suprême et entend paraachever ainsi le coup d'Etat "en douceur" de mars dernier (6). Ce ne sont pas les appels pour un tel coup de force — voire pour une solution à la "chilienne" — qui manquent dans les rangs des couches de nouveaux bourgeois que sont les entrepreneurs, les spéculateurs et autres anciens nomenklaturistes.

Mikhail Yourev, un vice-président de l'influente Union russe des industriels et des entrepreneurs, l'a récemment crié haut et fort : « *Je n'exclus pas que toutes ces péripéties se terminent par la dissolution du Parlement et une période de lois d'exception autoritaires. L'actuel vide de pouvoir m'a déjà convaincu qu'une telle solution peut être souhaitable. Si la junte prend des positions économiques raisonnables et n'intervient pas trop dans ces domaines, alors pourquoi pas* ? (7)

Ce modèle néo-libéral autoritaire, dont les entrepreneurs ambitieux et les intellectuels procapitalistes de Moscou ne peuvent que rêver pour l'instant,a déjà été mis en place dans la république riche en pétrole de Kalmykia, membre de la fédération russe. Dans cette république, un jeune multi-millionnaire, Kirsan Ilyouzminov, a été élu président après une campagne activiste sous le slogan : « *Je ne suis pas un socialiste, ni un communiste, ni un démocrate ; je suis un capitaliste !* ».

Il a réussi à dissoudre tous les Soviets et les partis du territoire de la république et à imposer un prétendu « *moratoire sur les activités politiques* ». Mais cela ne constitue pas une solution viable pour les eltsiniens au niveau de la Fédération russe dans sa globalité. Tout d'abord Eltsine doit évoluer sur une corde raide : accroître les pouvoirs du centre tout en ne s'aliénant pas les élites régionales.

Tentation autoritariste

Ensuite, la base sociale pour ce type d'autoritarisme est plus qu'étroite puisque les couches procapitalistes ne peuvent pas encore s'appuyer sur une logique sociale (capitaliste) d'ensemble et ne sont donc pas en position de faire passer en force leur solution unilatérale à la crise du système bureaucratique.

Eltsine doit donc bâtir une alliance plus large derrière son projet de "république politique". Les partenaires potentiels sont issus d'horizons différents — incluant même certains syndicats "indépendants" formés ces dernière années, et dont les directions veulent gagner de l'influence à tout prix. C'est dans ce sens qu'il faut interpréter les efforts des eltsiniens pour "réhabiliter" les cosaques — jusqu'à aider à la formation d'unités cosaques pour « *défendre le souveraineté russe* » dans la région du Caucase du Nord — qui sont importants ne serait-ce que comme indication idéologique. « *Restaurer la loi et l'ordre* » aux franges de l'"empire" est une cause qui pourrait unifier les forces libérales et "étatistes" (8).

Les fissures qui se sont faites jour au sein des forces industrielles et les regroupements parmi la corporation des directeurs d'entreprises, qui sont le résultat de lents mais réels changements de relations à l'intérieur des entreprises et entre ces dernières, est sans doute plus important dans l'immédiat pour les tentatives d'Eltsine d'élargir sa base de pouvoir. Une "Association des entreprises privées et privatisées", pro-Eltsine mais surtout pro-libérale, a été fondée dans les tous derniers mois, tandis que le camp des partisans d'une alliance libéral-centriste gagne du terrain au sein l'Union russe des industriels et des entrepreneurs de Volsky.

Ceci suggère qu'un "pouvoir présidentiel" fort peut éventuellement espérer s'appuyer sur un compromis entre des parties des élites libérales et "étatistes", dans une perspective de réforme de marché avec de puissants éléments d'interventionnisme d'Etat (9).

Après le premier mai

L'issue de la lutte de pouvoir prolongée qui est en cours est néanmoins loin d'être certaine. Les affrontements du premier mai, provoqués par les autorités de Moscou, marquent une escalade. Mais la résistance des régions et de secteurs de la bureaucratie centrale opposés au programme de réformes d'Eltsine, exclut effectivement tout dénouement musclé à court terme.

Les forces qui dominent l'opposition restent complètement situées dans la logique de l'appareil, et même si elles pouvaient contrecarrer certains des aspects les plus néfastes des réformes économiques, elles ne représentent pas une alternative globale à Eltsine. Sur certaines questions, comme les relations avec les Etats de la CEI, les positions de l'opposition sont aussi réactionnaires que celles d'Eltsine.

Pour l'heure, aucune alternative indépendante, avec une base de masse n'est en vue — bien qu'il y ait des prémisses parmi les socialistes et le mouvement ouvrier — pourtant, l'actuel vide de pouvoir au sommet donne à la gauche ce donc elle a besoin : du temps pour s'organiser et se développer. ★

Moscou, le 11 mai 1993

4) D'après *Kommersant*, le 17 avril 1993, la Banque mondiale estimait les investissements étrangers directs en Russie à 1,2 milliards de dollars à la moitié de 1992.

5) *Reuters*, 6 mai 1993.

6) Pour une analyse du coup de force de mars 1993, voir Poul Funder Larsen, "Coup de poker menteur à Moscou", *Inprecor* n° 368, avril 1993.

7) *Nezavisimaya Gazeta*, 14 avril 1993.

8) Un économiste moscovite de gauche m'a récemment signalé au cours d'une conversation personnelle que : « *si tous le reste échoue, Eltsine pourrait essayer l'option nationaliste. On l'a aujourd'hui oublié, mais Eltsine a été le premier politicien russe de premier plan à rencontrer Pamyat.* » Le choix de Routskoy comme vice-président est un autre signe précurseur de l'intérêt d'Eltsine à tisser des liens avec des secteurs des partisans de la "Grande Russie".

9) Un exemple de ce cours est fourni par un article du journal financier (libéral), *Oelovoi mir*, du 23 avril 1993, "réhabilitant" Valentin Pavlov, ancien Premier ministre, artisan du coup d'Etat d'août 1991 et artisan d'un modèle de "capitalisme d'Etat".

Une indépendance qui vient de loin

Le vote massif (plus de 90 %) en faveur de l'indépendance de l'Erythrée, lors du référendum d'autodétermination des 23 au 25 avril 1993, est le reflet exact du sentiment des populations érythréennes. Tous les observateurs internationaux présents pendant le scrutin ont pu en témoigner, en convenant que ce référendum n'avait pas été troublé par des fraudes ou des pratiques susceptibles de truquer son résultat. L'adhésion populaire à cette indépendance ne fait donc guère de doute et donne au Front populaire de libération de l'Erythrée (FPLE), qui a conduit la guerre d'indépendance et dirige le pouvoir à Asmara, un immense capital de soutien populaire.

François CAZALS

En fait, ce référendum a marqué l'apogée d'une des plus longues luttes armées de libération nationale en Afrique. Mais l'indépendance proclamée le 24 mai 1993 était déjà une réalité depuis l'occupation de la capitale, Asmara, par les combattants du FPLE, en mai 1991, au moment du renversement du régime du président Mengistu Hailé Mariam en Ethiopie.

L'indépendance de l'Erythrée clôt un chapître jusque-là inachevé de la décolonisation dans cette région. Ancienne colonie italienne datant du partage de l'Afrique entre les différentes puissances coloniales, l'Erythrée a été enlevée aux autorités italiennes après leur défaite face aux forces britanniques en Afrique de l'Est, en 1941.

La Grande-Bretagne prend possession de ce territoire jusqu'en 1952, mais, alors que les puissances occidentales ont trouvé un terrain d'entente pour régler le sort d'autres anciennes colonies italiennes dans la région, en acceptant de donner l'indépendance à la Libye et à la Somalie, elles n'ont pu se mettre d'accord sur le sort de l'Erythrée dont la position stratégique attisait leurs convoitises. Le gouvernement américain y avait ainsi installé une station de radio près d'Asmara avec l'accord des Britanniques, qui deviendra plus tard la fameuse base d'écoute de Kagnew, sur le littoral. Pour trouver une solution acceptable par les grandes puissances occidentales, la question du statut de l'Erythrée fut portée devant les Nations-Unies. Mais c'est Washington qui imposa ses vues.

Ami de l'impérialisme

Les Etats-Unis étaient au mieux avec le régime éthiopien de l'empereur Hailé Sélassié auquel ils apportaient une aide militaire. Ils présentèrent donc une motion aux Nations-Unies proposant de fédérer l'Erythrée à l'Ethiopie. L'ONU a voté cette motion en 1952. En fait, il s'agissait là d'une habile transition vers la mise sous tutelle de l'Erythrée par le régime éthiopien avec l'aval américain.

Et en 1962, Hailé Sélassié abroge unilatéralement la résolution de l'ONU et annexe purement et simplement l'Erythrée dont il fait la quatorzième province de l'Ethiopie. En contrepartie de leur rôle diplomatique, les Etats-Unis obtiennent une base d'écoute près d'Asmara.

La naissance du mouvement de libération érythréen et le déclenchement de la lutte armée contre la domination éthiopienne sont contemporaines de cette annexion. La lutte armée éclate dans l'ouest du pays, en 1961, sous la direction du Front de libération de l'Erythrée (FLE). Ce mouvement a été créé la même année au Caire par de jeunes musulmans issus des partis politiques traditionnels.

L'hétérogénéité religieuse et ethnique de l'Erythrée ainsi que sa stratification sociale, relativement développée à cette époque pour la région, constitueront le substrat des divergences qui, très tôt, vont traverser les rangs nationalistes. Les dirigeants du FLE, qui se trouvent des alliés et des fonds chez les gouvernements arabes de la région, sont surtout des musulmans.

Le caractère confessionnel du FLE va s'en trouver fortement marqué au point de l'handicaper dans son implantation au sein de la population chrétienne des plateaux du centre où se concentre une bonne partie du potentiel industriel du pays. Par ailleurs, l'organisation strictement hiérar-

chisée du FLE va également alimenter sa crise interne, conduisant à son éclatement en plusieurs factions rivales.

Après de longues péripéties, cette décantation politique donnera le jour aux Forces populaires de libération de l'Erythrée (FPLE) aujourd'hui au pouvoir. Cette évolution représente une radicalisation politique du mouvement nationaliste. Dans ce processus joueront un rôle prépondérant de nombreux et jeunes combattants du FLE formés à La Havane ou à Pékin, comme l'actuel secrétaire général du FPLE, Issayas Afewerki, chrétiens dans leur majorité et souvent formés au marxisme pro-soviétique.

La guerre dans la guerre

Avec l'arrivée de cette génération combattante à la tête du mouvement nationaliste érythréen, la lutte pour l'indépendance prend toute sa dynamique propre, s'écartant des pratiques d'instrumentalisation du FLE par ses parrains arabes. Pour le FPLE, l'indépendance doit avoir un contenu démocratique et anti-féodal.

Les combattants du FPLE vont progressivement s'enraciner au sein des populations érythréennes, certes de manière différenciée selon les régions, en cherchant toujours à répondre à certains de leurs besoins sociaux élémentaires (créations d'écoles et d'hôpitaux de campagne). La propagande pour la réforme agraire semble avoir joué un rôle clé dans certaines zones en faveur de la prééminence du FPLE sur les factions rivales du FLE.

Mais la bicéphalité originelle du mouvement nationaliste érythréen s'enracine dans les différences (religieuses et ethniques) de la société elle-même. Elle se traduira par une concurrence acharnée entre les deux fronts de libération rivaux durant de longues années qui dérapera en conflits armés.

Cette "guerre dans la guerre" durera onze ans, avant que le FPLE ne prenne le pas militairement et politiquement sur ses concurrents, au début des années 80. Par la suite, plusieurs Etats arabes essayeront encore d'appuyer certaines fractions du FLE, mais celles-ci ne conserveront qu'une petite activité au sein de la diaspora et dans certains camps de réfugiés érythréens au Soudan.

Les autorités éthiopiennes vont, à plusieurs reprises, chercher à tirer parti de ces divisions, mais tout au contraire, c'est la lutte armée érythréenne qui contribuera à miner plusieurs régimes d'Addis-Abbeba. Ainsi le coup d'envoi de la révolution démocratique éthiopienne de 1974, qui renversa le régime féodal de l'empereur Hailé Sélassié, a été donné par une mutinerie des troupes éthiopiennes basées à Asmara. Pourtant la nouvelle équipe militaire qui s'installe au pouvoir en Ethiopie, après 1974, autour du président Mengistu va reprendre à son compte l'idéologie expansionniste du précédent régime. Le refus du droit à l'autodétermination des Erythréens est un élément essentiel de l'idéologie "impériale" qui caractérise le nationalisme dominateur de l'élite Amhara, alors au pouvoir à Addis-Abbeba, à l'encontre des autres ethnies et communautés (Erythréens, Tigréens, Oromos).

Il est ainsi très révélateur que les insurgés éthiopiens de 1974 aient eu pour premier réflexe de libérer les prisonniers éthiopiens des geôles de l'empereur en refusant d'en faire autant pour les nationaliste érythréens incarcérés. Avant même que le régime bonapartiste de Mengistu n'affiche clairement son mépris des masses populaires éthiopiennes, la démonstration avait été faite de son caractère réactionnaire face à l'aspiration des Erythréens à l'autodétermination. Aussi les combattants érythréens décidèrent de poursuivre leur lutte armée. L'attitude du régime de Mengistu sur la question érythréenne fut donc un test décisif de sa véritable nature que la suite de sa politique ne viendra jamais contredire.

L'URSS entre en scène

La guerre somalo-éthiopienne de 1977 a provoqué un réalignement diplomatique des grandes puissances dans la Corne de l'Afrique qui accentuera l'isolement international des indépendantistes érythréens. Auparavant, ces derniers étaient soutenus par l'URSS et Cuba, tout comme d'ailleurs la Somalie du dictateur Siad Barre, prétendument "socialiste".

Mais lorsque Siad Barre attaque l'Ethiopie pour récupérer la région de l'Ogaden, Washington appuie la Somalie tandis que l'URSS soutient l'Ethiopie. Les experts soviétiques sont alors expulsés de Somalie, où ils sont remplacés par les marines qui installent une base à Berbera. Unités d'élite, officiers et matériels sont fournis par les pays de l'Est au président Mengistu dans sa guerre contre Siad Barre.

Mais une fois terminée la guerre en Ogaden, Mengistu se retourne contre les indépendantistes érythréens. En effet, ces derniers ont gagné du terrain, et en octobre 1977, ils ont libéré une bonne partie de leur pays, y compris la plupart des principales villes, hormis la capitale et quatre autres garnisons. L'armée éthiopienne était sur le point d'être défaite. Début 1978, le FPLE contrôlait 85 % des campagnes, assiégeait les garnisons éthiopiennes et tenait la route entre Asmara et le port de Massawa. Mais la première grande offensive militaire du FPLE en 1977-1978 est arrêtée dans le port de Massawa par l'arrivée massive d'armes et la participation de conseillers militaires soviétiques. L'aide de l'URSS empêchera la victoire des Erythréens.

De leur côté, les Cubains, tout en prenant leurs distances avec la lutte du FPLE, refusent de participer directement aux combats contre les Erythréens dans le Nord. Cuba estime que cela relève d'une affaire intérieure éthiopienne, mais la presse cubaine continuera d'encenser Mengistu, y compris pour ses "succès" militaires en Erythrée, et les militaires cubains maintiendront leur aide à l'armée éthiopienne sur le front sud face à la Somalie.

Complicités cubaines

Le FPLE est donc contraint au repli. Ses combattants quittent les régions d'occupation récentes pour se retrancher dans les zones libérées qu'ils contrôlent depuis plus longtemps, dans l'ouest et surtout le nord du pays. Adossés à la frontière soudanaise, ils vont résister à plusieurs offensives militaires éthiopiennes, y compris à l'opération "Etoile rouge", dirigée personnellement par Mengistu en 1988.

La paysannerie éthiopienne, qui forme le gros de l'armée de Mengistu, paiera un sanglant tribut à l'aveuglement de ses chefs et de leurs alliés soviétiques : des centaines de milliers de soldats éthiopiens, souvent peu motivés et mal préparés, vont mourir en Erythrée. Selon des chiffres émanant de l'armée éthiopienne, celle-ci aurait perdu entre 150 000 et 200 000 hommes de 1978 à 1984. Evidemment le peuple et les combattants érythréens paieront également leur part de cette dîme sanglante.

Mais les offensives éthiopiennes successives ne parviendront pas à anéantir la résistance érythréenne. Et le FPLE pourra ensuite reprendre progressivement l'offensive, puis récupérer, à partir de 1982-83, le terrain perdu. D'autant qu'en 1981 prend fin la guerre civile érythréenne, lorsque les forces du FPLE chassent définitivement de l'ouest du pays les combattants du FLE qui conservaient une présence active dans les zones rurales de cette région, à dominante musulmane.

Parallèlement à sa reconquête du terrain, le FPLE va aider la rébellion éthiopienne contre le régime de Mengistu au Tigré, province voisine de l'Erythrée. Ainsi le FPLE collabore avec le Front populaire de libération du Tigré (FPLT), dont les dirigeants auparavant pro-albanais et aujourd'hui convertis au libéralisme,

sont au pouvoir à Addis-Abbeba depuis mai 1991 (1). En fait, la guerre en Erythrée a été un facteur déterminant de l'usure du pouvoir du président Mengistu, puis de sa chute. Ainsi en 1989, l'état-major de la seconde armée éthiopienne encerclée à Asmara par le FPLE depuis des mois, aurait voulu négocier une paix séparée avec les rebelles érythréens.

C'est en tout cas l'accusation portée par le président Mengistu pour faire juger, puis exécuter, une douzaine d'officiers supérieurs. Cette décapitation d'une partie de l'état-major militaire éthiopien a fortement contribué à isoler Mengistu au sein même de la hiérarchie militaire où demeuraient ses seuls soutiens. Après l'effondrement du régime de Mengistu, en mai 1991, le nouveau pouvoir éthiopien, formé par d'anciens compagnons de lutte du FPLE, comprend que le seul moyen de mettre fin à la guerre en Erythrée est d'accepter l'inéluctabilité de l'indépendance, même si l'Ethiopie doit y perdre sa façade maritime.

Les nouvelles autorités d'Addis-Abbeba ne peuvent d'ailleurs faire autrement face à un FPLE qui dispose d'une puissante armée et s'est empressé d'occuper toute l'Erythrée.

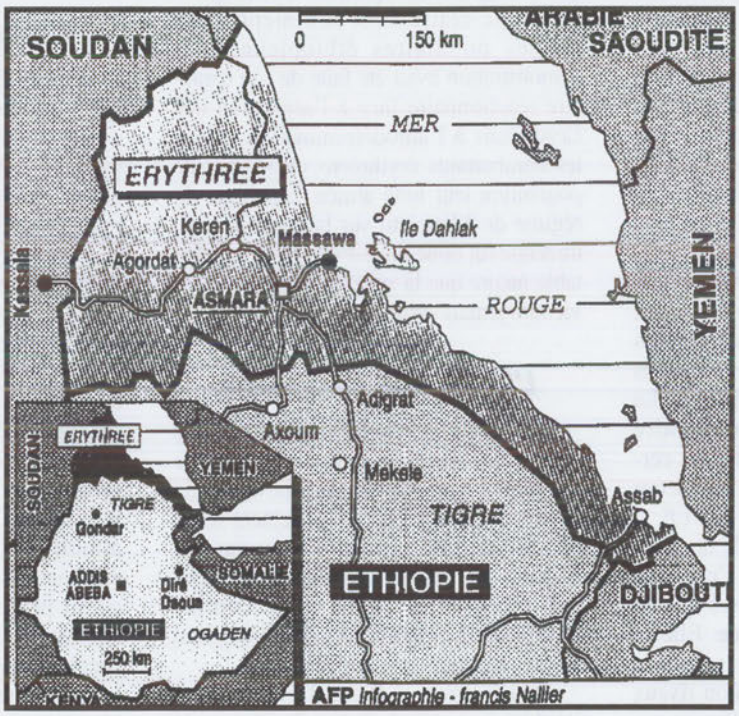
Retour à Asmara

La direction du FPLE installe alors un gouvernement provisoire à Asmara et des accords commerciaux sont passés avec le nouveau gouvernement d'Addis-Abbeba afin d'assurer le transit des marchandises éthiopiennes par le port érythréen d'Assab et de définir les conditions d'utilisation de la raffinerie d'Assab par l'Ethiopie.

Le gouvernement provisoire érythréen est entièrement dominé par le FPLE, dont les dirigeants ont encore conservé leurs habitudes de vie assez stoïques et un mode de fonctionnement interne secret et rigide, marqué par leur tradition militariste. Ainsi les ministres ne sont pas payés et vivent sans grand confort. Les soldats ne sont toujours pas démobilisés, mais sont occupés à des travaux de reconstruction. Les phénomènes de différenciation sociale au sein de la direction du FPLE ne sont pas encore apparus. Le pays, petit, ne dispose pas de grandes richesses, mis à part le pétrole, pour lequel des recherches sont effectuées en mer Rouge.

Une bonne partie de l'appareil industriel érythréen développé dans les années 50 et 60, a disparu depuis lors, démonté et rapatrié en Ethiopie ou détruit pendant la guerre. Les difficultés de relance économique et de réinsertion des centaines de milliers d'exilés seront aigües. D'autant que si le nouveau régime érythréen n'est confronté à aucun blocus politique occidental, il est déjà aux prises avec les pratiques d'ingérence économiques et financières des institutions de Bretton Woods.

Première lutte de libération nationale victorieuse depuis la chute du mur de Berlin, l'Erythrée indépendante est confrontée à la nouvelle conjoncture internationale née de la confrontation Est/Ouest. Dans les circonstances qui prévalaient, il y a seulement une dizaine d'années, le nouvel Etat érythréen serait devenu un enjeu international, du fait de sa position stratégique en bordure de la mer Rouge. Aujourd'hui, il n'en sera probablement rien. L'évènement aura même tendance à passer inaperçu. Pourtant, les enjeux de l'indépendance érythréenne ne sont pas négligeables et dépassent même le cadre des seules frontières du nouveau petit Etat d'Afrique.



Enjeux diplomatiques et politiques

Certes, l'indépendance de l'Erythrée ne modifiera pas les rapports de force mondiaux, mais elle va provoquer une redistribution des cartes dans la diplomatie régionale, non seulement dans la Corne de l'Afrique, où l'armée du FPLE avec ses 100 000 hommes est l'une des plus puissantes forces militaires locales, mais aura des implications vis-à-vis du monde arabe.

Au plan diplomatique, la direction du FPLE est prête à mettre en œuvre une "realpolitik" susceptible de rassurer Washington. C'est ainsi qu'Asmara a déjà répondu positivement aux avances diplomatiques faites par Israël, tout en continuant à conserver de bons rapports avec le Soudan intégriste. Le rapprochement diplomatique et économique entre Tel-Aviv et Asmara a beaucoup déplu aux pays arabes dont l'Arabie Saoudite qui a d'ailleurs récemment expulsé les représentants du FPLE dans ce pays.

Et même si les Erythréens ont pris soin d'annoncer qu'ils s'engageaient à ne pas accepter de coopération militaire avec l'Etat Israël ou de base étrangère sur leur sol, l'Erythrée est, comme l'Ethiopie, un pays où vivent des chrétiens, communauté religieuse sur laquelle Israël veut s'appuyer dans sa lutte pour que "la mer Rouge ne devienne pas un lac arabe" (2).

"Géostratégie" de haut-vol

Les mêmes raisons géostratégiques qui avaient mené Israël à aider le régime éthiopien de Mengistu, poussent maintenant ses dirigeants à prendre langue avec les responsables, en majorité chrétiens, du FPLE (3). Au plan intérieur, le FPLE bénéficie pour l'instant d'un indéniable crédit populaire. La plupart des factions du FLE se sont ralliées à lui, à l'exception d'une seule, active dans la diaspora en Europe. Le petit groupe intégriste du Djihad érythréen est seulement implanté parmi certains réfugiés au Soudan et n'a pas encore sensiblement mordu sur les populations musulmanes de l'Ouest du pays.

Toutefois, il est à craindre que la tradition militariste du FPLE, et son absence de souplesse dans les débats internes, n'aient guère préparé ses responsables à gérer l'instauration d'un système politique plu-

1) Dirigeant du FPLT, Meles Zenawi a remplacé Mengistu et a assisté le 24 mai aux cérémonies de proclamation de l'indépendance.

2) ce qui isolerait le port israélien d'Eilat.

3) Parmi les autres sujets de tension entre l'Erythrée et les régimes arabes : le choix de l'anglais et non de l'arabe comme langue d'enseignement, le refus de dons destinés au financement de mosquées, l'improbable adhésion de l'Erythrée à la Ligue arabe et les activités, progressistes pour la région, de l'Union nationale des femmes érythréennes.

raliste. Leur conversion au libéralisme économique ne signifiera pas ipso facto l'abandon de certaines pratiques du passé néfastes à la démocratie. A cet égard, la gestion des rapports entre le régime et les populations Afars de Dankalie, le long de la mer Rouge, constituera un test décisif (4).

Pour l'instant, les dirigeants d'Asmara ont promis le multipartisme et des élections démocratiques, mais le président du gouvernement provisoire érythréen, Issayas Afewerki, a déjà annoncé que cela ne se ferait pas avant plusieurs années.

Libéralisme économique...

Or d'ici là, des débats d'orientation importants auront été tranchés sur des questions comme la réforme agraire, les choix de développement industriel, les privatisations ou la représentation politique régionale : autant de sujets qui mériteraient la plus grande liberté de discussion préalable.

L'essentiel des enjeux de l'Erythrée indépendante au plan interne sera d'ordre socio-économique. C'est d'ailleurs ce qu'a perçu la direction du FPLE qui s'est refusée, pour l'instant, à suivre tous les *désiderata* des Etats-Unis en matière de réformes économiques, alors même que Washington avait conditionné son aide à de plus grandes libéralités pour le secteur privé et les investisseurs étrangers.

Tout en acceptant le modèle capitaliste, les dirigeants du FPLE veulent conserver à l'Etat un certain rôle économique et souhaitent aborder le problème foncier avec prudence. Car une libéralisation totale de l'économie aurait des répercussions sociales importantes en facilitant notamment la concentration des meilleures terres et des entreprises aux mains des plus aisés, qui seraient probablement des Erythréens chrétiens de la diaspora ayant accumulé leur capital à l'étranger. Le coût politique d'une telle orientation pour le FPLE serait évidemment extrêmement élevé.

Les populations musulmanes de l'ouest, qui avaient constitué la base des mouvements érythréens opposés au FPLE, risqueraient de réagir à tout ce qui pourrait apparaître comme l'émergence d'une "nouvelle bourgeoisie" des hautes terres, et certains groupes politiques hostiles au FPLE sont à l'affût de ce genre de situation pour relancer une opposition fortement teintée de confessionnalisme musulman.

...et risques sociaux

Car évidemment l'indépendance n'a pas la même signification pour toutes les populations érythréennes. Dans les zones rurales et pastorales des basses terres, à dominante musulmane, elles attendent des nouvelles autorités une amélioration de leur situation et une aide à la réinsertion des centaines de milliers de réfugiés qui rentreront du Soudan. Sur la côte de la mer Rouge, les Afars, dont l'irrédentisme est actuellement en sommeil, jugeront le FPLE au degré d'autonomie (administrative et commerciale) qu'il leur reconnaîtra et à son attitude vis-à-vis de la rébellion afar du Front pour la restauration de l'unité et de la démocratie (FRUD) à Djibouti.

A la différence de ce qu'on a connu à l'indépendance des pays comme le Mozambique ou l'Angola, l'Erythrée n'est pas en butte à l'ostracisme des pays occidentaux. Le référendum d'autodétermination n'avait d'ailleurs pas lieu que déjà la Banque mondiale et un pool de donateurs avaient mis sur pied un programme de restructuration économique de plus de 100 millions de dollars. Evidemment cette aide n'est pas gratuite. Le prix à payer est l'acceptation d'un programme de libéralisation économique tel que le conçoivent les technocrates des institutions de Bretton Woods, dont la conséquence sera d'accélérer la stratification sociale en Erythrée.

En la matière, la capacité de résistance du FPLE est extrêmement limitée. Elle a porté essentiellement pour l'instant sur le rythme de la privatisation des entreprises nationalisées par l'ancien régime, sur le maintien du contrôle de certains prix pour éviter une spirale inflationniste et sur une certaine prudence quant à la réforme foncière. Mais, même ingurgitée lentement, la potion du libéralisme risque d'être fort amère. ★

25 mai 1993

4) Les Afars occupent la moitié Sud du littoral érythréen, dont la ville d'Assab, siège de la seule raffinerie dans la Corne de l'Afrique et premier port d'Erythrée, celui de Massawa ayant été pilonné par la marine soviétique en 1978.

Divergences croissantes

Le verdict avait été sans appel, après qu'une majorité de Danois ait voté contre le traité de Maastricht, le 2 juin 1992. Un bouc-émissaire était ainsi trouvé : tout ne risquait-il pas de basculer par leur faute ? Or voilà que "l'obstacle danois" n'existe plus. Grâce à une série de dérogations qui ne font que repousser les échéances et qui ne touchent pas aux effets sociaux de l'Acte unique et du "grand marché", une majorité a été enfin trouvée au Danemark pour ratifier le traité. L'article d'Age Skovrind revient ici sur les enjeux de la campagne référendaire.

Victoire à la Pyrrhus pourtant car le référendum danois ne lève qu'une faible part des hypothèques qui menacent le traité européen. Comme nous l'avons souligné plusieurs fois dans ces pages, la nécessité objective de l'Union européenne pour les besoins du capital se heurte à deux grandes difficultés : la récession et la résistance sociale.

La première a été, pour le moment, plus rapide que les remèdes anti-crise que l'Union européenne était censée lui opposer. La seconde était inévitable face à la violence des attaques sociales que tous les gouvernements européens mènent pour retrouver, si on les en croit, les conditions de la croissance.

Les Danois ont donc majoritairement voté "oui" mais tout le monde voit bien que l'accord au sommet sur les critères de convergence est déjà un chiffon de papier. Le mouvement n'est en effet plus celui d'une convergence mais celui d'une divergence grandissante sur les niveux d'inflation, de déficit et de dette publics.

Dans le cadre du marché unique qui libère le mouvement des capitaux ces écarts entre les différentes économies ne peuvent que nourrir la spéculation monétaire et le réajustement des taux de change. Le Système monétaire européen, centre névralgique du projet unificateur, est lui-même entré en crise.

Pour y remédier, les gouvernements ont toujours la possibilité de planifier des attaques sociales de plus en plus fortes afin de réduire les dépenses sociales et d'améliorer la compétitivité. Mais le patronat lui-même comprend qu'à force de ponctionner le pouvoir d'achat des salariés on entretient la récession. Il faudrait tout faire en même temps : réduire les déficits publics tout en augmentant les capacités incitatives des Etats, augmenter le taux d'exploitation mais renforcer la demande solvable, réorganiser les entreprises mais ne pas augmenter le chômage !

Face à ce casse-tête, beaucoup ont finalement opté pour la simple rigueur budgétaire et monétaire. Mais il leur faut dès lors les capacités politiques et les rapports de forces que requiert la violence de tels "remèdes". Ce fut le pari du patronat allemand lorsqu'il a tenté de rompre l'accord sur la perspective de parité des salaires entre les nouveaux *länders* et le reste du pays. Jacob Moneta décrit ici les enjeux considérables des grèves allemandes qui répondirent à cette "rupture de contrat".

Mais c'est aussi la tentative que mène actuellement le gouvernement hollandais en s'attaquant, entre autres, aux acquis des jeunes et des étudiants. Pourtant, à chaque fois, il y a un bel écart entre le vœu et le résultat. Les résistances, en effet, s'avèrent d'autant plus violentes que les politiques contractuelles et sociales avait été présentées auparavant comme la clef de voûte du consensus entre les classes. Car voilà que ce sont les Etats et les organismes patronaux eux-mêmes qui mettent fin aux politiques de "paix sociale" !

L'autre difficulté pour la grande ambition européenne du capital tient à la fragilité politique des gouvernements ou des institutions. Sans même avoir à faire face à de fortes mobilisations syndicales, il est des politiques très difficiles à mener quand c'est l'appareil d'Etat lui-même qui entre en crise. Que l'on pense par exemple à l'Italie et peut-être demain à la Belgique. Franco Turigliatto décrit ici l'imbroglio politique qui accompagne la crise économique italienne.

Il n'y aura pas, sur le moyen terme, d'inversion de tendance. Les travailleurs subiront encore plus d'attaques qu'ils n'en esquiveront. Mais cette comptabilité ne donne aucune indication sur les capacités du système à dépasser, sur le long terme, ses contradictions actuelles. Il faut donc s'intéresser par ailleurs à des phénomènes politiques et sociaux dont les effets sont plus déterminants pour les rapports de forces entre les classes.

Il faut partir des résistances et des mobilisations telles qu'elles se déroulent aujourd'hui pour tracer des perspectives d'avenir, pour formuler des revendications nouvelles et s'inspirer de formes renouvellées de rebellion et d'intransigeance. L'interview de Tony Benn, que nous publions ici, rend compte à sa manière, de cette impérieuse nécessité de trouver les moyens d'une nouvelle solidarité et d'une alternative mobilisatrice à l'Europe de Maastricht. ★

Claude GABRIEL

Si les émeutes n'ont été le fait que d'une petite minorité des 43 % d'opposants à Maastricht, elles donnent pourtant un aperçu significatif de la société danoise d'aujourd'hui — où de plus en plus de gens sont marginalisés et exclus de toute représentation politique. Le chômage n'a cessé d'augmenter et on estime qu'il touchera plus de 350 000 personnes à la fin de l'année 1993. Il ne fait aucun doute que cette partie déshéritée de la population constitue l'essentiel de l'opposition à "leur" traité de Maastricht et à la Communauté européenne (CE) également. La colère a explosé car, dans l'esprit de beaucoup de gens, ce référendum était le même que celui de l'année dernière et n'a été organisé que parce que les politiciens n'acceptaient pas le premier résultat.

Statistiquement, 7 % des votants seraient passés du "non" au "oui". La plupart des gens ne croyaient pas le sommet d'Edimbourg de décembre 1992, ait accordé des concessions substantielles au Danemark, comme l'affirmaient les forces politiques dominantes. De toute façon, une majorité de "oui" était attendue cette fois. Seulement 50 000 voix avaient assuré la surprenante majorité de "non" en juin 1992. Le seul facteur politique nouveau est que tous les grands partis politiques — à l'exception du Parti progressiste d'extrême droite qui est resté ferme sur sa position de rejet — ont concocté un "compromis national", proclamant que le second référendum était différent du premier.

Le même référendum ?

Est-ce qu'Edimbourg a changé quoi que ce soit ? Cette question a été au centre du débat, faisant passer le contenu et la signification de l'Union européenne au second plan, surtout en comparaison avec l'année dernière.

Une des principales conditions de l'opération de "compromis national" était la participation du Parti socialiste populaire (SF), une des principales composantes de la campagne du non de l'année passée, mais qui a fait campagne cette année pour un « *oui totalement différent* » ainsi qu'y appelaient ses affiches. Le désir — et la pression — de figurer dans le sérail des « *partis politiques responsables* », pour avoir de l'influence et éventuellement participer à un gouvernement d'avenir dirigé par la social-démocratie, est ce qui a pesé le plus sur le SF. Pourtant, cette orientation droitière s'est avérée être un fiasco.

Le gouvernement bourgeois avait démissionné en janvier 1993 après que la Cour suprême ait conclu que le Premier

La carotte et le bâton

En maniant la carotte et le baton, l'establishment politique danois est parvenu à obtenir une majorité de 57 % en faveur du traité de Maastricht lors du référendum du 18 mai 1993. Pourtant, avant même la proclamation officielle des résultats, la sainte alliance du "oui", composée de sept partis politiques, a explosé. Au même moment des émeutes ont éclaté dans le centre de Copenhague — une des rares circonscriptions où le non a été largement majoritaire. La police a tiré sur une foule de plusieurs centaines de jeunes et a blessé onze personnes au cours des affrontements les plus violents des dix dernières années.

Åge SKOVRIND

ministre avait transmis de fausses informations au Parlement et le ministre de la Justice supprimé le droit au regroupement familial des demandeurs d'asile. Le Parti social-démocrate a formé un nouveau gouvernement avec trois petits partis bourgeois — mais sans le SF !

Lors de son congrès de mai, ce parti a opéré un tournant à gauche, appelant maintenant à un gouvernement sans partis bourgeois et menaçant de voter contre le gouvernement au Parlement. Mais sa consigne pour le référendum sur Maastricht n'a pas été modifiée. Le tournant de la direction du parti n'a été suivi que par 20 % de son électorat et une opposition s'est manifestée chez les militants. Trois des quinze députés du parti ont voté contre. L'organisation de jeunesse s'est prononcée pour le non — malgré les recommandations de la direction — et quelques militants de SF ont quitté ce parti en signe de protestation. Pourtant, lors du congrès, seulement 15 % des délégués ont voté contre la résolution politique, et les principaux porte-paroles de l'opposition ont réitéré leur intention de rester dans le parti. Cette opposition n'a, en fait, pas de perspective globale alternative.

Les sociaux-démocrates au pouvoir

Les votes "non" sont issus de tous les horizons politiques. Le votant "non" moyen est une femme, de moins de 50 ans, habitant Copenhague et n'ayant pas fait d'études supérieures. Numériquement, ce sont les électeurs sociaux-démocrates qui pèsent le plus dans ce vote. Parmi ces derniers, l'opposition à la CE a toujours constitué un point de clivage dans le parti, tout particulièrement dans les syndicats. L'opposition à Maastricht est donc portée par une tendance de gauche, même si cette tendance est beaucoup moins manifeste qu'auparavant. Contrairement à l'année passée, le Parti social démocrate (SD) est parvenu à convaincre une majorité de son électorat de voter oui (60 % environ). Ses électeurs ont été rassurés par l'espoir d'être représentés par un gouvernement "à eux" auprès de la CE. De plus, cette année, le SD a mené une vraie campagne, alors qu'en 1992, il était déchiré par une bataille interne pour la désignation d'un nouveau président.

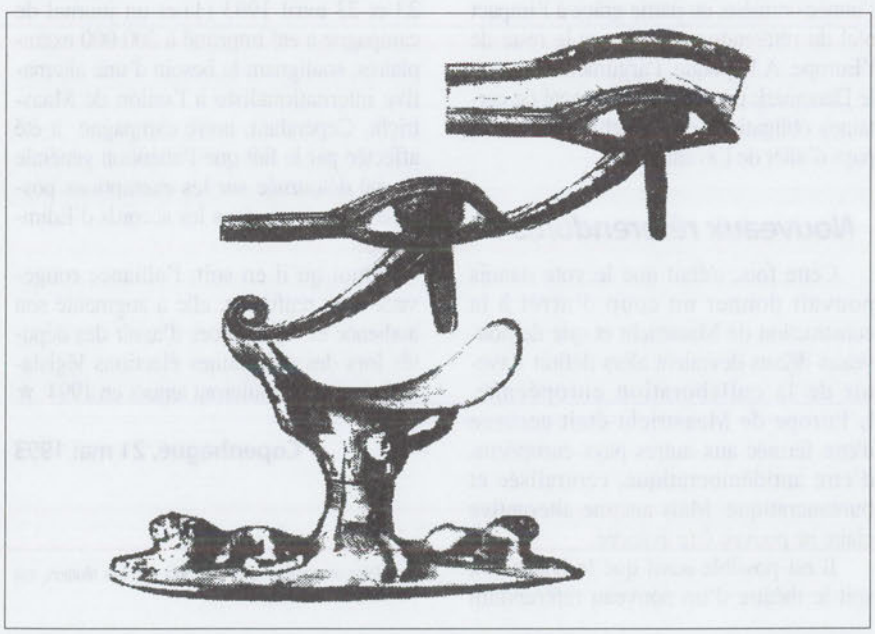
Un des arguments principaux des sociaux-démocrates était que le Marché unique avait besoin de régulation politique, particulièrement en ce qui concerne l'environnement et la protection sociale. Le nouveau gouvernement a annoncé une réforme fiscale, qui devait être présentée le lendemain du référendum. De concert avec les patrons et des dirigeants syndicaux, le gouvernement a laissé clairement entendre, à plusieurs reprises, que l'économie irait mieux après une vote positif en faveur de Maastricht.

La réforme fiscale présentée par le gouvernement a été durement critiquée par les deux partis d'opposition bourgeoise, notamment par les libéraux dirigé par l'ancien ministre des Affaires étrangères, Uffe Ellemann Jensen, qui s'est carrément présenté comme le prochain Premier ministre. Le "compromis national" entre l'opposition bourgeoise et la coalition gouvernementale a éclaté immédiatement après le référendum.

La participation du Danemark à la CE va rester au centre des préoccupations politiques danoises. Jusqu'aux aux élections européennes de 1994, la plupart des débats de cette année vont être relancés. Lors des précédentes élections, en 1989, le Mouvement populaire contre la CE (MEP) avait remporté 4 des 16 sièges du Danemark. Bien que le vote du 18 mai ait révélé la faiblesse du contrôle des partis politiques traditionnels sur leur électorat quand il s'agit de la CE, il sera très difficile pour les mouvements contre la CE de retrouver ces quatre sièges.

Le MEP a connu une scission en 1992, trois de ses quatre députés européens le quittant pour rejoindre le Mouvement de juin, la principale formation anti-CE jusqu'au référendum du 18 mai 1993 — en principe, la différence entre les deux organisations est que le Mouvement de juin s'oppose au traité de Maastricht seulement et pas à la CE en tant que telle.

Ensuite — et cela fait aussi partie des raisons de la scission —, il est de plus en plus difficile d'unifier les opposants à la



CE sur la seule base du refus, étant donné que l'intégration européenne continue et que la CE s'avère être de plus en plus un élément constitutif de la réalité politique.

Enfin, bien que la Mouvement populaire ait été mis sur la touche lors de ce référendum, il est le seul à pouvoir participer aux prochaines élections européennes. Ce droit est conditionné par l'obtention de 60 000 signatures en moins d'un an, ou par la représentation au parlement danois. Le Mouvement de juin a commencé à recueillir des signatures, mais il est peu probable qu'il parvienne à 60 000, car sa campagne, essentiellement médiatique, n'a pas eu de véritable assise de masse. Il revendique 3 500 membres. Ainsi, tout dépendra d'une éventuelle démarche unitaire pour les prochaines élections européennes.

Pour ce qui est de Enhedslisten — une alliance rouge-verte qui réunit plusieurs forces politiques incluant le Parti socialiste de gauche (VS), le Parti communiste (DKP), le Parti socialiste des travailleurs (SAP, section danoise de la Quatrième internationale) et beaucoup de socialistes qui ne sont organisés dans aucun parti politique —, il sera impossible de rassembler 60 000 signatures. La seule éventualité serait coopérer avec les mouvements du non, ce qui poserait des problèmes politiques.

Les arguments des principaux mouvements du non se sont affinés depuis l'année dernière, en partie grâce à l'impact réel du référendum danois sur le reste de l'Europe. A l'époque, l'argument était que le Danemark pourrait être exempté de certaines obligations et permettre aux autres pays d'aller de l'avant.

Nouveaux référendums ?

Cette fois, c'était que le vote danois pouvait donner un coup d'arrêt à la construction de Maastricht et que de nouveaux débats devraient alors définir l'avenir de la collaboration européenne. L'Europe de Maastricht était accusée d'être fermée aux autres pays européens, d'être antidémocratique, centralisée et bureaucratique. Mais aucune alternative claire ne pouvait être avancée.

Il est possible aussi que le Danemark soit le théâtre d'un nouveau référendum dès 1997. Le traité de Maastricht envisage une conférence intergouvernementale en 1996 pour redéfinir l'avenir de la communauté. Beaucoup de débats ont tourné autour des prétendues exemptions accordées au Danemark par le sommet d'Edimbourg, parmi lesquelles le droit de rester en dehors de la politique de défense commune et la troisième phase de l'Union économique et monétaire. Pourtant, ces droits existaient déjà dans le traité de Maastricht. Ce qui est nouveau, c'est que les partis politiques se sont engagés à ce que, si une majorité parlementaire en venait à souhaiter la participation du Danemark à l'Union, ce choix soit approuvé par référendum.

Ainsi, si l'intégration européenne se poursuit sans gros problème, et s'il y a des pressions de la Communauté et de l'establishment pour aller dans ce sens, il y aurait un ou plusieurs référendums au Danemark dans les prochaines années. Ce qui est intéressant, parce que les prétendues exemptions d'Edimbourg ont été déterminantes pour convaincre les gens de voter oui !

Un défi pour la gauche

Cette dernière campagne a permis à Enhedslisten de se faire mieux connaître, en tant que principale formation à la gauche de SF. Le soutien à cette alliance rouge-verte a augmenté dans les récents sondages d'opinions, certains indiquant plus de 2 % d'avis favorables, ce qui est indispensable pour avoir une représentation parlementaire.

Enhedslisten a essayé de faire une campagne internationaliste dirigée principalement vers l'électorat des partis ouvriers : une importante rencontre internationale a été organisée à Copenhague les 23 et 23 avril 1993 (1) et un journal de campagne a été imprimé à 200 000 exemplaires, soulignant le besoin d'une alternative internationaliste à l'union de Maastricht. Cependant, notre campagne a été affectée par le fait que l'attention générale ait été détournée sur les exemptions possibles contenues dans les accords d'Edimbourg.

Quoi qu'il en soit, l'alliance rouge-verte s'est renforcée, elle a augmenté son audience et ses chances d'avoir des députés lors des prochaines élections législatives, qui se dérouleront tenues en 1994. ★

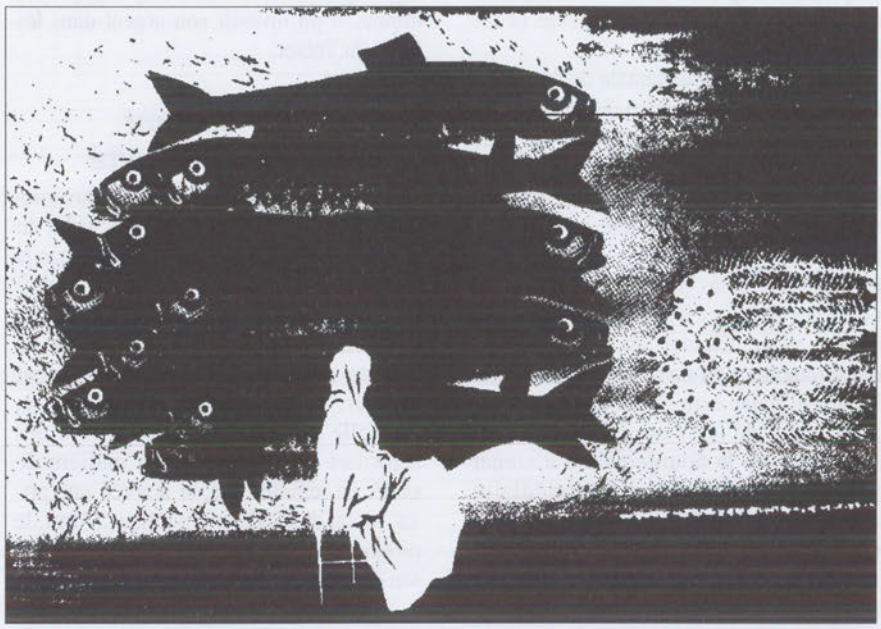
Copenhague, 21 mai 1993

1) Pour un compte rendu succinct de cette réunion, voir *Inprecor* 369 de mai 1993.

Durs lendemains de référendum

Après le vote sur les référendums du 18 avril, un nouveau gouvernement, présidé par l'ex-gouverneur de la Banque d'Italie, Carlo Azeglio Ciampi, a été formé en Italie. Il est soutenu par une majorité restreinte, composée des quatre partis gouvernementaux traditionnels (DC, PSI, PSDI, PLI), mais il bénéficie de l'abstention avec préjugé favorable du PRI, des Verts, du PDS (ex-PCI) et même de la Ligue du Nord. Ont voté contre, à gauche, Refondation communiste et, à l'extrême-droite, le MSI. La "Rete" (le réseau), qui considère le parlement illégitime, n'a pas participé au vote. En fait, il s'agit d'une sorte de gouvernement de solidarité nationale, avec une tonalité anti-ouvrière, qui pourrait marquer une transition vers des solutions conservatrices, voire réactionnaires plus solides.

Franco TURIGLIATTO



L'Italie n'échappe pas aux contradictions de cette phase de l'économique capitaliste ni à la récession internationale. Certes, la dévaluation de la lire d'environ 30 % par rapport aux monnaies fortes européennes, avec la sortie du SME, a rendu les produits italiens plus compétitifs et permis un développement considérable des exportations (de plus de 30 % vers les pays non européens et dans une mesure significative aussi vers les pays de la CEE). Mais cette augmentation des exportations n'a pas pu éviter une stagnation généralisée. Les prévisions indiquent pour 1993 une croissance du PNB de 0,3 % pour 0,9 % en 1992. La production industrielle a diminué de 4,5 % ces derniers mois par rapport à la même période de 1992 et on ne prévoit aucune amélioration pour l'avenir. Par ailleurs, si la dévaluation n'a pas relancé l'inflation, les raisons en sont assez claires. Les salaires sont bloqués depuis le milieu de l'année dernière, à la suite de la suppression de l'échelle mobile et de la limitation drastique des contrats de travail complémentaires au niveau des entreprises,et leur croissance a été inférieure de 2 % au taux d'inflation, ce qui a entraîné une contraction de la consommation qui est à son tour un facteur de récession. Dans ce contexte, les données relatives à l'emploi restent très négatives : en 1992, 7 % des emplois ont été supprimés dans la grande industrie. Le taux de chômage avoisinerait les 11,2 % avec un pronostic de 11,6 % pour la seconde moitié de l'année.

Délitescence sociale

Nous avons ou nous aurons à court terme de 3 à 4 millions de chômeurs et chômeuses (les chiffres sont devenus assez aléatoires car l'organisme officiel de statistiques a changé les critères de calcul pour "réduire" le nombre des chômeurs). Quant au chômage technique, il a augmenté de 45 % par rapport à l'année dernière.

Pauvreté, marginalisation, chômage menacent donc des couches de plus en plus larges de la population, en créant un climat d'incertitude et de malaise.

Du point de vue politique, le vote du 18 avril a représenté un succès incontestable pour la bourgeoisie (1) : la proposition de remplacer, en ce qui concerne le Sénat, le système électoral proportionnel par un système uninominal majoritaire a été acceptée à une majorité écrasante (82 %). La mystification, à laquelle s'est prêtée la quasi-totalité des dirigeants politiques, aidés par les médias, a consisté à faire croire que le changement du système électoral permettrait de résoudre tous les problèmes et en premier lieu de supprimer la corruption généralisée (2). Cette opération fait partie du projet de la bourgeoisie italienne de se doter d'un système politique qui garantisse un exécutif plus fort et autoritaire et un système de partis moins coûteux. C'est un projet visant à mettre fin au régime surgi à la fin de la guerre, qui a permis à l'opposition représentée par le PCI de conditionner les gouvernements en échange d'une gestion modérée de la lutte des masses. Il a commencé à se traduire dans la réalité, par ailleurs, dans la mesure où le mouvement ouvrier a subi ces dernières années de sérieuses défaites ;

1) Il y avait huit référendums, mais seulement deux ou trois avaient une importance politique. Le vote favorable à l'abrogation de la loi sur le financement des partis était donné d'avance. Avec une majorité relative de 55 %, a été supprimée également la loi sur les drogues dans les articles qui prévoient la prison et l'hospitalisation forcée des toxicomanes (c'était l'unique référendum à l'initiative de forces de gauche).

2) Nous ne revenons pas sur le problème de la corruption et des scandales qui fait la une de la presse italienne depuis plus d'an et qui représente, un axe de fixation de la crise d'ensemble du régime (voir à ce propos l'article "Italienne, la crise?", *Inprecor* n° 368, avril 1993). Il suffit de rappeler ici que l'ancien PCI, maintenant PDS, apparait désormais comme étant impliqué dans les scandales beaucoup plus qu'on ne le pensait il y a quelques mois.

ses structures organisationnelle sont très affaiblies, les masses n'ont entrevu aucune alternative sociale ou politique réelle à l'hégémonie des classes dominantes. Le PDS y a fortement contribué en conférant dans des milieux de gauche une crédibilité au projet bourgeois de renouveau par le truchement d'un changement de la loi électorale.

La crise gouvernementale de fin avril a été écourtée par la décision du président de la République (qui agit de plus en plus d'une façon semi-bonapartiste) de rejeter la demande de l'opposition de gauche (PRC et Rete), qui considère qu'un parlement dont 300 membres environ sont incriminés n'a plus de légitimité, et que de nouvelles élections législatives s'imposent à court terme. Ciampi, un catholique laïc qui a toujours sévi dans les bureaux de la Banque d'Italie, exprime au mieux la nature de classe du nouveau gouvernement et la volonté de la bourgeoisie d'assumer plus directement, par l'intermédiaire d'hommes de confiance, la conduite politique du pays. La composition du gouvernement est également significative dans la mesure où elle combine continuité et "nouveauté" dans un prétendu tournant politique. Les partis de gouvernement traditionnels (DC, PSI, PDS et PLI) continuent de jouer un rôle fondamental : la DC, par exemple, conserve les ministères les plus importants, l'Intérieur, les Finances, les Affaires étrangères et l'Education nationale, etc. D'autres ministres sont des "techniciens", c'est-à-dire des experts qui devraient garantir une gestion politico-administrative correcte en dehors des intérêts et des pressions des partis. En d'autres termes, ils devraient contribuer à l'effort du gouvernement en vue d'échapper aux pressions sociales, au conditionnement de la lutte des classes (3).

Tourbillon gouvernemental

Dans la mesure où il se veut innovateur, le gouvernement Ciampi compte non seulement sur le soutien actif de la Confédération patronale (Confindustria), mais aussi sur le consensus bienveillant des Verts et du PDS, inexorablement happés dans le tourbillon gouvernemental. Il faut préciser qu'au début le PDS avait même accepté que trois de ses membres deviennent ministres. Il ne les a retirés que face à la vague d'indignation populaire qui a suivi le vote majoritaire à la Chambre des députés contre l'incrimination de l'ancien secrétaire socialiste Craxi, devenu le symbole de la corruption des partis. Pour sa part, la Ligue Nord, après avoir tiré à boulets rouges sur le nouveau Premier ministre, a changé d'attitude à la dernière minute en s'abstenant. En effet, le programme économique libéral du gouvernement correspond au sien et, par ailleurs, Ciampi, en tant qu'ancien gouverneur de la Banque d'Italie, jouit de la confiance de l'électorat petit et moyen bourgeois de la Ligue qui, ayant réussi à ne pas payer les impôts, a pu investir son argent dans les Bons du Trésor.

Changement dans la continuité

Le programme du nouveau gouvernement est en totale continuité avec celui du gouvernement Amato, qui, soutenu par la Confindustria et la Banque d'Italie, avalisé par la bureaucratie syndicale et n'étant pas réellement contesté par le PDS, avait pu infliger des coups durs au mouvement ouvrier, en supprimant, rappelons-le, l'échelle mobile, mettre en œuvre des réformes ultra-libérales en matière de santé, de retraites, etc, et amorcé une privatisation de l'industrie publique. Ainsi, le programme de Ciampi, chaleureux partisan du traité de Maastricht, est déjà tracé :

- Réaliser sur-le-champ une nouvelle manœuvre fiscale au détriment des travailleurs pour récupérer 13 000 milliards de lires ;
- Avancer la loi de finances au mois de juillet alors qu'elle était initialement prévue pour l'automne, dans le but de poursuivre et d'accentuer une politique d'austérité rigoureuse et de réduire le déficit public et l'endettement (qui reste supérieur à 100 % du PNB) ;
- Poursuivre la suppression des prétendues rigidités structurelles du marché de l'emploi et de l'activité des entreprises, en d'autres termes avoir les mains libres pour licencier et déréguler complètement le marché de l'emploi ;
- Favoriser l'intervention massive des capitaux privés dans la santé et dans le système de retraites ;
- Passer au stade opérationnel des ventes de patrimoines et des entreprises publics.

Malgré ce programme ouvertement pro-capitaliste, les trois organisations syndicales majoritaires (CGIL, CISL, UIL) ont appuyé le gouvernement, en participant avec enthousiasme à la privatisation du système de retraites.

Les travailleurs et les travailleuses doivent faire face à des attaques frontales : les mesures imposées par le gouvernement il y a quelques mois, et qu'il n'a pas été possible de remettre en cause, pèsent lourd en termes économiques et sociaux. Le chômage engendre le découragement et la démoralisation. Les oppositions syndicales de classe ne se sont pas renforcées ni organisationnellement ni politiquement. Elles n'apparaissent pas comme des directions alternatives crédibles et n'ont pas retrouvé une capacité d'initiative capable de relancer le mouvement de masse.

La manifestation du 27 février ne pouvait à elle seule amorcer la reprise de la résistance ouvrière (4). Pour leur part, les trois confédérations — qui étaient favorables au référendum pour la suppression de la proportionnelle — ont appelé le 2 avril à une grève "générale" symbolique de quatre heures, dont la plate-forme n'avait aucun contenu revendicatif et était en fait conçue comme un instrument d'appui au gouvernement ! Les oppositions syndicales, tant internes qu'externes aux Confédérations, n'ont pas réussi à déjouer cette manœuvre bureaucratique, à élaborer une autre plateforme de lutte, ni à impulser une initiative mobilisatrice dans la durée.

Il est vrai que dans plusieurs régions, des luttes très dures se sont développées en défense des emplois : des mineurs de Sulcis en Sardaigne aux travailleurs d'Alenia, un grand groupe industriel de production d'armement et d'électronique de Naples et de Turin, ces luttes ont eu le soutien des populations du Sud. Mais elles sont restées isolées, sans aucune forme de coordination. Il n'est guère étonnant que, dans ces conditions, elles ne soient restées que des témoignages désespérés et se soient généralement conclues par des accords très défavorables, voire des défaites.

Des affrontements durs se préparent maintenant dans le grand groupe sidérurgique ILVA, auquel la CE impose des restructurations drastiques, ainsi que chez Alfa Romeo à Milan. Le projet de Fiat, qui avait absorbé il y a quelques années cette usine par une vente au rabais (à ce sujet les travailleurs du Cobas Alfa Romeo ont demandé à la justice d'enquêter), consiste à fermer cet établissement qui est connu pour ses grandes potentialités techniques de même que pour la combativité de sa classe ouvrière et de son avant-garde.

Les trois centrales syndicales sont entraînées depuis longtemps dans une dynamique d'intégration en profondeur au sein des mécanismes du système et de l'Etat bourgeois et ont complètement inté-

3) Le dirigeant de l'opposition de la CGIL a écrit : « *C'est un gouvernement qui est un reflet du pouvoir. (...) Le nouveau groupe aux affaires pour la bourgeoisie, par le biais des institutions, et une intelligentsia qui en a assumé le paradigme, c'est-à-dire le primat de l'entreprise capitaliste, de la compétitivité et du marché. (...) Les intérêts des classes dirigeantes ont été camouflés par le paravent de la technicité. Ainsi, les membres du gouvernement peuvent se sentir toujours moins représentants et toujours plus dirigeants* ».

4) Le manifestation du 27 février avait été organisée par le Mouvement des conseils et avait eu un succès retentissant. Le PRC y avait largement contribué.

riorisé l'idéologie capitaliste du marché. La liquidation des acquis ouvriers se fait au nom de l'exigence d'augmenter la productivité des entreprises italiennes face à la concurrence étrangère. En même temps, l'arrogance des bureaucrates envers les travailleurs n'a cessé d'augmenter : toutes les décisions sont imposées d'en haut, au mépris de toute démocratie syndicale.

Les syndicats en crise

La CISL et l'UIL ont connu et connaissent moins de contradictions. En revanche, la CGIL a eu plus de mal à gérer cette politique. Elle a une tradition différente de lutte de classes, sa base est plus active et militante et l'opposition en son sein dispose d'une audience réelle chez les travailleurs. C'est pourquoi ses dirigeants doivent manœuvrer davantage, prendre parfois des initiatives, attribuer aux autres centrales la responsabilité de leurs capitulations (il ne faut pas rompre l'unité). En dernière analyse, elle se trouve aujourd'hui au milieu du gué : en s'étant présentée pendant des années comme l'expression du syndicalisme de classe, elle paie plus que les autres centrales son renoncement au conflit social et à la défense des intérêts des travailleurs et le déclin des luttes qui en résulte.

Elle doit, par ailleurs, faire face à une offensive, lancée par le secrétaire général de la CISL, D'Antoni, qui a proposé de former un syndicat unique, d'orientation modérée, qui devienne une véritable institution du régime, en rompant définitivement avec toute approche de lutte de classe et en remplaçant tout rapport démocratique avec les travailleurs (le syndicat des conseils) par une délégation de pouvoirs totale à un groupe dirigeant où l'appareil de la CISL serait hégémonique.

La UIL, dirigée par Larizza, propose une autre version de cette conception du syndicat-institution : un syndicat qui soit le soutien du regroupement progressiste démocratique qui devrait voir le jour et qui opère comme un lobby interne visant à assurer ses militants des sièges parlementaires et des responsabilités politiques. La direction de la CGIL ne peut et ne veut pas opposer à ces propositions l'idée celle d'un nouveau départ pour le syndicalisme combatif, lutte de classes. Elle doit défendre les intérêts de son appareil, mais la dynamique de la situation politique la pousse à s'inscrire dans le projet de syndicat unique de D'Antoni et Larizza, même s'il est difficile de prévoir les échéances de cette opération qui s'esquisse.

Essere Sindacato, l'opposition interne à la CGIL, n'a pas su construire depuis l'automne une politique adaptée aux difficultés de la période politique et sociale. Son initiative alternative décline. Elle n'a pas eu la force, ni, dans sa majorité, voulu se tourner directement vers les masses ouvrières en passant outre les appareils, et en rompant si nécessaire, la discipline de la Confédération. A l'intérieur, quelques uns de ses secteurs ont choisi d'autolimiter les initiatives, dans l'espoir, vain au

demeurant, de construire une nouvelle majorité avec des morceaux de l'appareil au sommet en rapport avec le PDS.

En ce qui concerne le Mouvement des conseils, qui a été à l'initiative de quelques mobilisations importantes et en particulier de la manifestation du 27 février, il faut souligner qu'il s'agit d'un phénomène totalement différent de ce qui s'est passé dans les années 70 et au début des années 80. Le Mouvement des conseils d'aujourd'hui est avant tout un secteur syndical, composé à 90 % de militants de la CGIL et s'identifiant dans une large mesure avec *Essere sindacato*. Il est très rare que le sigle unitaire CGIL-CISL-UIl reflète une réalité de masse et d'auto-organisation comparable à celle d'il y a une dizaine d'années, pour ne pas remonter plus loin. Dans la plupart des cas, les conseils n'ont pas été réélus depuis des années et les rouages électoraux sont tels qu'ils garantissent une représentation artificielle de représentants des appareils.

La manifestation du 27 février avait fourni une nouvelle occasion de construire et radicaliser les conseils sur les lieux de travail. Mais ces possibilités n'ont pas été exploitées jusqu'ici. En plus des difficultés objectives terribles, un autre obstacle réside dans les orientations majoritaires de la coordination nationale des conseils. Il s'agit d'orientations qui visent essentiellement à influencer la politique du groupe dirigeant de la CGIL, dans la vieille optique, vouée à l'échec, d'instrument de pression sur les sommets, et qui, en fait, subissent lourdement le conditionnement de l'appareil syndical "de gauche" de la Confédération. Ainsi, les mêmes gens qui avaient voulu limiter l'initiative de *Essere Sindacato*, n'ont pas du tout cherché à développer les potentialités du mouvement des conseils.

Hors des centrales

En ce qui concerne les secteurs extérieurs aux syndicats traditionnels, il existe deux sortes d'attitudes : d'abord, certains, comme la FLMU, issue d'une scission des métallurgistes de la CISL, et la *Rappresentanze di Base* (RDB), ont dénoncé le caractère réactionnaire de la politique des CISL-CGIL-UIL, mais sont restés en dehors du mouvement de l'automne en désertant même par la suite les mobilisations de masse et en contribuant ainsi au déclin du mouvement.

Ensuite, les COBAS des secteurs industriels, surtout ceux des deux grandes entreprises milanaises Alfa Romeo et Ansaldo et celui d'Alfa Romeo de Pomigliano (près de Naples) ont donné naissance à une structure nationale, *Sindacato Lavoratori Autoorganizati* (SLA) qui ne se profile pas comme un véritable syndicat, mais comme une structure de coordination et surtout de promotion de l'auto-organisation des travailleurs, préalable à la création d'un nouveau syndicat de classe et de

masse. Le SLA a un enracinement réel dans certains cas, mais reste une force minoritaire. Ce secteur syndical a été à la tête des initiatives de l'automne, a participé à toutes les mobilisations, y compris celles appelées par la bureaucratie, et a recherché en général, l'unité d'action avec les autres oppositions syndicales. Il n'a toutefois pas pu intégrer le mouvement des conseils car ceux-ci, selon leur orientation majoritaire, n'ont pas voulu les admettre, préférant s'en tenir au schéma étroit CGIL-CSIL-UIL, alors que celles-ci ne représentent plus l'ensemble des travailleurs.

Référendums et résistance ouvrière

Le PRC, le Mouvement des conseils et les oppositions syndicales cherchent à relancer le mouvement social par le recueil de signatures pour l'abrogation des trois lois de l'ancien gouvernement Amato : la contre-réforme sur les retraites, celle sur la santé, la loi sur la liquidation du patrimoine public de l'environnement. Un quatrième référendum concerne l'article 19 du Statut des travailleurs — adopté au début des années 1970 — qui a trait à la représentation syndicale dans les entreprises et qui confère aux appareils CGIL, CISL et UIL le monopole de la représentation, en empêchant, en fait, les travailleurs de prendre part activement aux décisions qui les concernent.

La CISL, l'UIL et la majorité de la CGIL sont contre ce référendum, même si certains secteurs d'appareils de la CGIL sont favorables à un soutien timoré. Sur ce terrain, des divergences sont apparues entre les conseils et le COBAS. Les conseils recueillent les signatures sur deux formules, l'une qui prévoit l'abolition pure et simple du monopole des appareils bureaucratiqes, l'autre qui n'en modifie que la forme. Les Cobas et le SLA recueillent les signatures en soutien de la première formule.

Parallèlement, la direction de la CGIL recueille des signatures pour un projet de loi d'initiative populaire portant sur la représentation syndicale, qui corrige certaines normes sans toucher pour autant à l'essentiel. La situation est donc bien confuse, et il est difficile de prévoir quel en sera l'aboutissement. Les exigences du mouvement de masse et les préoccupations politiques des cadres syndicaux les plus conscients peuvent être résumées en quelques points. C'est sur ce terrain qu'on vérifiera s'il est possible de riposter au défi du gouvernement Ciampi :

1) La capacité des avant-gardes et des travailleurs des entreprises en lutte pour la défense de l'emploi à ne pas rester isolés, de se lier aux autres, de pouvoir recourir aussi à des formes de luttes plus dures, comme l'occupation d'entreprises, de construire une solidarité plus large entre les travailleurs et dans la société.

2) Une relance de l'initiative de *Essere sindacato* pour favoriser d'abord la coordination des travailleurs qui luttent aujoud'hui, pour renforcer l'opposition au sein de la CGIL et pour construire en parallèle les liens et l'unité d'action avec le syndicalisme autonome. C'est sur le terrain de la construction d'une plate-forme de lutte avec tous ceux et toutes celles qui sont disposés à agir pour reconstruire la résistance sur les lieux de travail qu'on doit mesurer aussi l'activité du Mouvement des conseils, en se donnant pour objectif leur réactivation des conseils et en refusant les conditionnements par les appareils.

Relancer l'unité d'action

3) Dans ce cadre d'une relance de l'unité d'action de l'opposition lutte de classe et de la coordination des luttes, on pourra avancer l'idée et impulser des initiatives pour une lutte généralisée en défense de l'emploi et pour la réduction du temps de travail sans perte de salaire. En Italie, la dernière réduction du temps de travail remonte à 1970. Depuis lors, la productivité industrielle a augmenté de 1,8 % par an en provoquant une augmentation massive croissante de chômage. Simultanément, il faut avancer l'exigence d'une augmentation forfaitaire des salaires qui compense la suppression de l'échelle mobile.

4) Les oppositions syndicales doivent riposter au projet conservateur de "syndicat unique". Défendre la CGIL en tant que rempart du syndicalisme lutte de classe ne relève pas seulement de l'utopie, mais n'est pas crédible du tout. La bataille à l'intérieur de la CGIL doit être menée jusqu'au bout. Mais ce n'est pas suffisant.

Le risque est grand qu'une fois la direction de la CGIL happée par le tourbillon conservateur, il n'y ait pas les forces capables de proposer un programme alternatif et que l'opposition de gauche soit réduite à un rôle marginal voire à construire un syndicat minoritaire.

Le développement de l'unité des oppositions et leurs initiatives unitaires sont des outils pour préparer les conditions sociales de lutte et les conditions politiques préalables à la formation d'un groupe dirigeant alternatif assez consistant, qui, au moment où éclatera la crise syndicale, puisse impulser la réalisation d'une large Constituante démocratique, organisée en partant de la base, avec des racines de masse, et capable de d'opposer au syndicalisme de sommet de D'Antoni.

Le passage à un système politique moins démocratique et la situation de crise du mouvement ouvrier et syndical posent des problèmes énormes à un parti comme le PRC. Jusqu'ici, celui-ci a surtout été (et il a su le faire même avec résolution et cohérence) le parti de la résistance sociale et politique, réaffirmant la nécessité — prise dans son sens générique — de reconstruire une force communiste.

Aujourd'hui il est appelé à donner une portée concrète au nom qu'il s'est donné, par l'élaboration d'une stratégie anticapitaliste, et à passer de la résistance à la capacité de reconstruire des pans du mouvement de masse et du mouvement ouvrier, de discuter et d'élaborer une ligne politique et stratégique à la hauteur de la situation. C'est l'enjeu du débat prépratoire pour son prochain congrès qui devrait se tenir en automne. ★

Rome, le 16 mai 1993

ERRATUM

Quelques erreurs se sont involontairement glissées dans l'article de Winfried Wolf, "Une crise faite maison" du dossier économique du numéro 368 d'*Inprecor*.

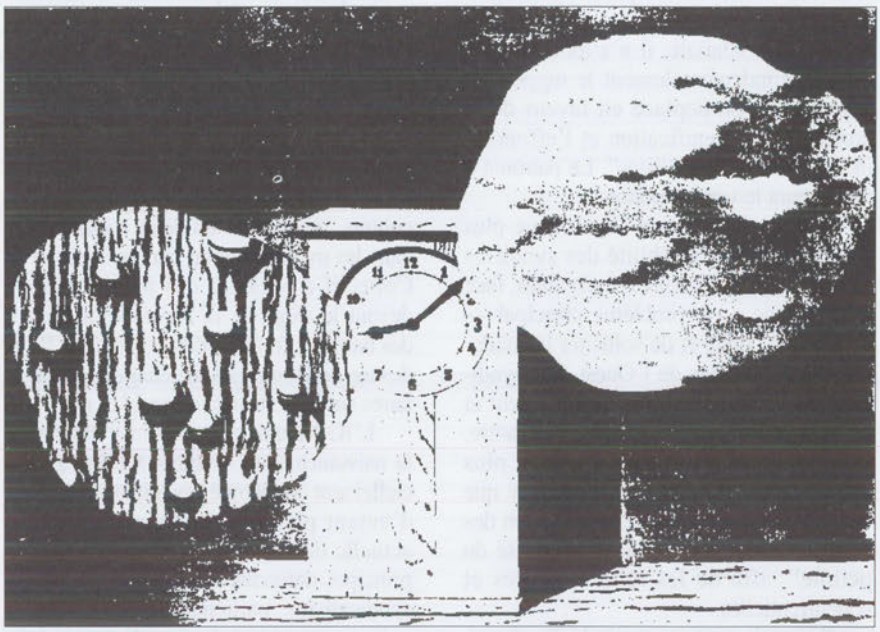
A la page 21, (la fin de Porsche ?), à la place de « *Porsche traverse une crise et ne finira pas l'année comme producteur indépendant* » il fallait lire « *ne finira probablement pas l'année, du moins en tant que producteur indépendant* ». Page 22, à la place de « *Cela représente 10 % du PNB* », il fallait lire « *La dette publique allemande atteindrait dans ce cas 100 %* ». Dans le paragraphe "La tentation du cavalier seul", pages 22-23, après « *Kartte a ouvert un bureau de conseiller économique* », la mention « *à Moscou* » a été omise. Enfin, Daniel Gœdevert ("se battre les yeux ouverts", page 23), n'est pas « *président de Volkswagen* » mais membre de la direction. ★

La rédaction

Grèves à l'Est : pour quel résultat ?

Pour comprendre ce qui se passe maintenant à l'Est, il est nécessaire de revenir sur la vague de grèves à l'Ouest de 1992.
On n'a pas eu à l'Ouest, contrairement à ce qui s'est passé dans tous les autres pays industrialisés dans les années 90 et 91, d'effondrement de la conjoncture économique, mais une poursuite de la croissance dûe aux spécificités de l'unification. Celles-ci supposent la destruction de l'économie de l'Allemagne de l'Est.

Jacob MONETA



Cette dernière, retardataire sur le plan technologique, s'est vue confrontée brutalement à la concurrence de l'Ouest et du marché mondial dans une situation où les marchés est-européens, principaux clients des produits de l'industrie de la RDA, s'écroulaient, et signaient l'arrêt de mort de la production industrielle de l'Allemagne de l'Est.

Parallèlement, la convertibilité des épargnes en RDA (évaluées à 100 milliards de marks-Est) en DM a poussé à la consommation de marchandises produites à l'Ouest (voitures, télévisions, ordinateurs, etc). La convertibilité était devenue un argument électoral des Chrétiens démocrates lors de la campagne électorale qui a suivi l'unification.

Toutes les promesses d'investir à l'Est et de sauver les centres industriels sont restées lettre morte. Il était plus aisé de conquérir les marchés de l'Est en détruisant le potentiel industriel pour s'assurer d'une conjoncture favorable à l'Ouest.

Mais depuis fin 91, l'euphorie est terminée. L'épargne s'épuise à l'Est. La peur du chômage incite la population à la prudence et la frénésie de consommation a laissé place à des calculs raisonnables face à l'endettement. Cette situation locale a coïncidé avec le fait que l'Allemagne a été touchée à son tour par la récession internationale.

Comment dans un tel contexte, expliquer les grèves de 1992 ? Si les salaires réels avaient reculé de 1,1 à 2,7 % entre octobre 1990 et 1991, il n'en reste pas moins vrai qu'ils étaient encore supérieurs de 5 à 7 % à ceux des années 80, à la différence de bien des pays industrialisés. C'est ce qui a rendu la grève, peut-être la plus importante dans l'histoire de l'Allemagne, si étonnante. Si l'on compare la situation avec celles des autres pays dans les cinq années qui ont précédé la grève, on peut se demander si la raison ne réside pas dans la force des syndicats allemands.

Syndicalisation stable

Dans les autres pays, le nombre de syndiqués a diminué dramatiquement. En France et en Espagne, le taux d'organisation avoisine les 10 %, aux USA 16 % (le plus bas dans l'histoire des USA), au Japon 27 %. On pourrait rétorquer que face aux 37 % d'affiliés allemands dans la DGB, l'Italie compte 40 % de syndiqués et la Grande-Bretagne 43 %, mais ces taux sont en chute libre à la suite de défaites démoralisantes (Voir l'article sur l'Italie dans ce numéro).

A l'Ouest ce taux est resté stable. De plus, la DGB a intégré les millions de syndiqués de l'Est, notamment dans des branches où le taux de syndicalisation à l'Est était supérieur à celui de l'Ouest : banques, assurance, commerce, etc. Quand les négociations salariales de la fonction publique ont commencé, c'est un ministre chrétien-démocrate qui fixait une "ligne directrice" en matière d'augmentation salariale, celle-ci ne devant pas dépasser 5 %. Le gouvernement, pressionné par le président de l'organisation de l'industrie et du commerce, ne voulait pas céder. Il faisait appel au chancelier Kohl : « *Restez dur ! Quelques semaines de grèves valent mieux que des conventions collectives concédant trop d'augmentations, qui sont un danger pour l'emploi* ».

La vague de grèves a touché les services publics, les chemins de fer, la poste, les hopitaux, la voirie urbaine. Il y a eu des arrêts de travail chez les métallos, dans les banques, le secteur du commerce, des grèves dans les sociétés produisant la nourriture pour bébés, des manifestations de policiers, etc. L'aérodrome de Francfort, le plus important d'Europe a cessé toute activité pendant vingt-quatre heures.

Le vote secret, par lequel les grévistes devaient approuver ou refuser les résultats des négociations, a révélé que ces derniers avaient repris confiance en eux-mêmes : une majorité désapprouvait les compromis passés. D'après les statuts des syndicats, on peut commencer une grève si celle-ci est approuvée par 75 % des adhérents. Si cela implique qu'on doit accepter les résultats obtenus par la direction syndicale quand 25 % les approuvent, les statuts du syndicat de la fonction publique prévoient

que la majorité soit requise pour qu'un compromis soit considéré comme accepté. Or, bien que les compromis aient été désapprouvés par la majorité, la direction se refusait à poursuivre la lutte.

Si cet imposant mouvement a représenté une défaite sévère pour le gouvernement qui n'a pas pu imposer aux syndicats sa politique salariale, il n'a toutefois pas modifié fondamentalement le rapport de forces qui s'est déplacé en faveur de la droite depuis l'unification et l'effondrement des pays "socialistes". Le patronat a maintenant le vent en poupe.

A l'Est, la situation était encore plus dramatique ; la crédibilité des syndicats s'est érodée car ils ont été incapables, face au chômage — le problème principal — de réaliser l'unité et de solliciter la solidarité des travailleurs de l'Ouest. Les syndicats ont continué de faire cavalier seul et les entreprises fermaient l'une après l'autre. Les syndicats n'offraient pas non plus d'alternative, leurs dirigeants estimant que la solution viendrait de la privatisation des entreprises qui étaient alors "propriété du peuple", afin de les rendre viables et concurrentielles.

Ils savaient pourtant que la *Treuhandgesellschaft* (l'organisme chargé de la privatisation dans l'ex-RDA) n'était pas mandatée pour assainir les entreprises, ce qu'ils auraient voulu, mais en fait, ils ne mobilisaient même pas pour y obliger la *Treuhand*. Or, à l'origine, la *Treuhand* avait été crée par le gouvernement Modrow pour entamer un processus d'assainissement garantissant la survie des entreprises. Le changement de mandat est venu de Bonn et la *Treuhand* est devenue, suite à l'expropriation de quelques 8 000 "propriétés du peuple", le plus grand trust du monde, jouissant de prérogatives plus vastes que l'ancien parti SED.

Elle a bradé cette "propriété", l'a livrée aux spéculateurs, qui n'avaient aucune intention d'investir, de maintenir, ou de moderniser la production. La *Treuhand* a gaspillé une fortune publique énorme et accumulé des dettes fantastiques estimées à 250 milliards de DM, en subventionnant des acheteurs qui n'ont pas tenu leurs promesses de garantir les emplois. Le dogme de la privatisation et du marché, prêché pour faire oublier le "socialisme" a eu des résultats catastrophiques, même d'un point de vue strictement capitaliste !

Les salariés croyaient qu'avec les DM-Ouest, ils allaient accéder à la société du bien-être de l'Ouest. Les conseils d'entreprises ont approuvé les licenciements des éléments les moins productifs (handicapés, cas sociaux, notamment les alcooliques, et une pléthore de bureaucrates), croyant ainsi garantir la rentabilité. Les travailleurs les plus âgés ont été mis en pré-retraite. Mais ils se sont aperçus qu'eux-mêmes couraient des risques, car la "privatisation" conduisait dans bien des cas à des liquidations. Cette crainte a poussé les conseils d'entreprises et les personnels d'administration, à impulser une initiative inter-syndicale et inter-régionale contre la suppression des emplois. La première rencontre a eu lieu à Berlin dans les locaux du DGB.

Elle a permis d'échanger les expériences de procédures juridiques ou d'occupations d'usines. Deux autres rencontres, qui ont eu un écho considérable dans les médias, ont eu lieu en 1992, et le Collectif a organisé des manifestations devant le siège de la *Treuhand* à Berlin, des barrages routiers, des "visites" au Bundestag de Bonn, des affichages spectaculaires sur les toits des immeubles, etc.

L'IG-Metall, craignant une scission et la naissance d'un syndicat à l'Est, a officiellement condamné ces initiatives. Il faut d'autant plus le souligner que la lutte actuelle de l'IG-Metall reprend tous les principes défendus par le collectif : inter-syndicalisme, participation des syndicats qui se sont organisés sous le couvert du DGB, inter-régionalisme, participation des salariés de l'Ouest !

La grève des "Ossis"

C'est le patronat qui a rompu unilatéralement la convention collective qui fixait les étapes d'égalisation des salaires entre l'Est et l'Ouest, ainsi que le montant à verser à chaque étape. Cette attaque remet en cause le contrat d'unification, qui prévoit l'égalisation de la situation économique et sociale entre l'Est et l'Ouest. Le patronat a été poussé à ce coup de force par l'exacerbation de la concurrence dûe à la récession sur le marché mondial.

Le moment choisi tenait à deux autres raisons : lors du congrès de l'IG Metall, en octobre dernier, Steinkühler, son président, déclarait que malgré les moyens de sa centrale, il lui serait impossible de financer une grève dans les conditions actuelles ; par ailleurs, la situation catastrophique à l'Est laissait penser au patronat que les *Ossis* (les habitants de l'Est) étaient incapables de faire grève. C'est à la surprise générale que métallos et travailleurs des aciéries de l'Est ont voté dans des proportions oscillant entre 85 et 95 % pour la grève. Cette grève, la première depuis soixante ans, a commencé de façon très dynamique. Elle a donné lieu à des manifestations de masse à l'Est et à l'Ouest, des barrages de routes et de ponts, des grèves de solidarité à l'Ouest. Cette grève, qui aurait pu conférer un regain de crédibilité aux syndicats, a vu son potentiel de sympathie entamé par l'implication de Steinkühler dans un délit d'initiés, révélée à la veille du vote sur l'acceptation ou le refus du compromis (1).

Le patronat, soutenu par le gouvernement, a relancé la dénonciation unilatérale des accords sur la parité salariale, passée en 1991 avec l'IG Metall. Un nouvel accord était conclu, plus désavantageux pour les ouvriers, puisque la parité avec l'Ouest est repoussée à 1996, et qu'une possibilité est même laissée, en cas de conjoncture défavorable, d'attendre 1997 ! Les employeurs ont également obtenu une "clause d'exception" dans la convention collective, donnant pouvoir à chaque entreprise de fixer en collaboration avec le conseil d'entreprise, des salaires inférieurs.

Cette mesure porte atteinte au pouvoir syndical, et amènera à fixer des *minima* pour les conventions collectives dans des régions entières. L'organisation patronale, se réserve aussi la possibilité d'examiner avec l'IG Metall la situation d'une entreprise en difficulté pour fixer des salaires sans tenir compte des normes contractuelles, sous prétexte de la sauver. Au cas où les deux partenaires ne parviendraient pas à un compromis, un médiateur devra décider.

La rupture des conventions collectives a donné lieu à une lutte, à l'Est ; nous y avons gagné une expérience de grève, la solidarité entre syndicalistes de l'Est et de l'Ouest s'en est trouvée renforcée : tous cela valait la peine d'entreprendre cette lutte. Le patronat et le gouvernement se sont trouvés confrontés à une résistance croissante. Cependant, les résultats sont contradictoires et nous n'avons pas de raisons d'être euphoriques : la dénonciation unilatérale des conventions collectives a pu reprendre, au mépris du droit, et le nouveau contrat contient des diminutions par rapport à l'accord originel passé avec le syndicat, l'aspect le plus négatif restant le report des délais pour l'égalisation des salaires entre l'est et l'Ouest. De plus, le scandale auquel est mêlé Steinkühler va peser sur le vote mettant fin à la grève et va entamer le regain de confiance en eux-mêmes des syndicalistes. Pour autant, cette lutte aura démontré que seuls des syndicats forts et démocratiquement organisés peuvent changer quelque chose dans ce pays. ★

Berlin, 20 mai 1993

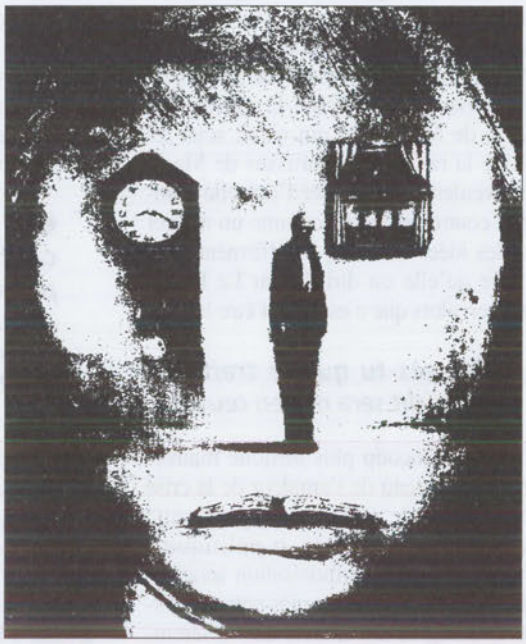
1) Bien que le "délit d'initié" n'existe pas en Allemagne, Steinkühler a dû démissionner le 25 mai.

Rétablir la tradition socialiste

« *Le socialisme est devenu quelque chose de très abstrait. Ce que nous devons faire c'est enraciner ce débat sur l'Europe dans l'expérience réelle des gens. Voici la voix qu'il nous faut emprunter.* »

Tony Benn est, à l'instar du dirigeant du syndicat des mineurs, Arthur Scargill, une figure de proue de la gauche britannique depuis une décennie. Aujourd'hui, il incarne la critique de gauche à Maastricht, se différenciant clairement de l'opposition essentiellement nationaliste de l'ancien Premier ministre , Margaret Thatcher.

Nous publions ici des extraits d'une double interview réalisée par *Socialist Outlook* sur le projet de loi sur le "Commonwealth d'Europe" et sur la campagne contre Maastricht. Cette interview a été réalisé avant la tenue du second référendum danois et donc avant le vote de ratification du traité de Maastricht à la Chambre de communes, dans la nuit du 20 au 21 mai *.



Socialist Outlook : Peux-tu souligner les aspects principaux de de ta loi pour un Commonwealth d'Europe ?

Tony BENN : C'est une loi destinée à remplacer le Traité de Rome, afin d'étendre le cadre de la coopération européenne des pays de l'actuelle Communauté européenne (CE) à l'ensemble de l'Europe, les pays de l'Europe de l'Est et de l'ancienne Union soviétique inclus.

Les principes que j'ai retenus pour la fondation d'une association des peuples de l'Europe n'ont rien à voir avec la libre circulation des capitaux et de la force de travail. Une telle association doit être basée sur le respect mutuel, un statut laissant leur entière souveraineté à des pays membres qui œuvreraient pour la coopération, la défense de la charte des Nations Unies, pensant que l'identité des différents Etats membres doit être préservée et résolus à travailler à ces fins. J'y inclus aussi une charte des droits, comprenant des droits sociaux et économiques qui requièreraient un rôle politiquement très actif dudit Commonwealth.

J'ai réalisé ce projet pour prouver que l'idée selon laquelle on est soit pour l'Europe soit contre, est une illusion complète. La question est de savoir quelle Europe on veut.

Ma proposition n'est pas explicitement socialiste, mais elle garantira que si un Etat veut opter pour un système différent, il le pourra. C'est une loi qui autorise l'option socialiste, ce qui est impossible avec le Traité de Rome. Ce que ferait ma loi c'est enlever quelques obstacles sur la voie au socialisme, plutôt que de le décréter. Mais, bien entendu, lorsqu'on écrit une charte des droits alors on commence à introduire des changements constitutionnels qui visent à un objectif politique. Et dans mon cas, ces derniers sont socialistes.

● Mais une alternative socialiste n'est-elle pas implicite dans cette loi, lorsqu'elle pose la garantie du plein emploi par exemple ?

Il y a quelques propositions assez radicales, mais présentées dans un cadre de travail tel qu'il faut détenir le pouvoir pour les mettre en œuvre. Par exemple, nous pourrions, en pratique, exiger toutes ces choses mais en théorie nous ne pourrions les obtenir : ce serait illégal dans le cadre des lois actuelles.

● Ta loi ne va pas être adoptée par le Parlement, à quoi as-tu l'intention de l'utiliser ?

Bien sûr qu'elle ne sera pas adoptée, mais elle peut avoir un rôle d'éducation politique. J'ai un peu diffusé mes idées. Cela fait dix ans que je travaille dessus d'une façon ou d'une autre, et j'espère qu'il y aura beaucoup de gens à être intéressés par l'alternative que ce projet représente.

(...) L'avenir du socialisme doit être étudié sérieusement dès maintenant. L'effondrement du système stalinien centralisé a montré que sans l'ingrédient vital qu'est la démocratie, le projet socialiste peut s'avérer une impasse absolue.

Le Marché commun vise à la libération du capital et à l'asservissement du travail. Nous devons avoir un programme symétrique pour le contrôle du capital et l'émancipation du travail — et cela doit se faire sur une base internationale.

● A propos de la campagne contre Maastricht, certains à gauche craignent que mener cette campagne ne fasse qu'apporter de l'eau au moulin du nationalisme droitier, et que la droite n'en soit le seul bénéficiaire.

C'est tout simplement faux ! En Grande-Bretagne, c'est la gauche qui était opposée au Traité de Rome, les conservateurs étaient pour. Ce sont les *tories*

* *Socialist Outlook* est une revue bimensuelle à laquelle participent les sympathisants de la Quatrième internationale en Grande Bretagne.

(conservateurs) qui nous ont entrainé dans la Communauté européenne, en usant d'une prérogative royale, sans consulter personne. C'est le parti travailliste qui a fait campagne pour un référendum sur ce sujet.

Les *tories*, opposants à Maastricht, sont ultramédiatisés parce qu'ils avaient des chances de battre le gouvernement sur cette question. S'il y avait un gouvernement travailliste ce serait la critique de gauche de Maastricht qui serait sous les feux de la rampe. Les partisans de Maastricht veulent faire passer l'actuelle campagne contre leur traité comme un danger pour les idées libérales, ils affirment pour ce faire qu'elle est dirigée par Le Pen et Thatcher, alors que c'est loin d'être le cas.

● *Penses-tu que le traité de Maastricht sera mis en œuvre ?*

Il est beaucoup plus difficile maintenant, compte tenu de l'ampleur de la crise économique, de réaliser le type d'unité économique capitaliste et politique à laquelle il vise. L'harmonisation sera très difficile à cause des disparités entre les différents Etats, et les intérêts des différents groupes capitalistes en conflits.

Mais ma plus grande crainte est qu'un échec de Maastricht, à cause de la façon dont ce projet a été promu, ne conduise à une montée du nationalisme réactionnaire. Les Français blâmeraient les Britanniques pour Hoover, les Britanniques blâmeraient les Français pour les subventions à l'agriculture, et les Américains les Européens pour les subventions à l'Airbus.

C'est pourquoi il faut que nous trouvions le moyen de construire une infrastructure de liens entre les classes ouvrières d'Europe, et pas seulement d'Europe, pour préparer une alternative à la montée des forces réactionnaires et droitières. C'est pourquoi je suis favorable à la construction d'une Cinquième Internationale, une association commune de tous les travailleurs du monde pour leur permettre d'affronter le pouvoir du capital.

● *Quel sens exact donnes-tu à l'expression "forteresse Europe" ?*

L'intention réelle des gens qui ont fondé la CE, à l'instar de ceux qui ont créé l'organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), était d'empêcher que le socialisme ne fasse boule de neige. Voilà principalement à quoi cela devait servir. Ils voulaient donner une virginité au capitalisme européen avec l'aide du Plan Marshall, ça c'était le rôle de la CE, et défendre le capitalisme, ce à quoi sert l'OTAN.

Maintenant que la guerre froide est finie, l'OTAN se transforme en ce qu'on appelle un *outer area role* ; et pour ce qui est de l'Europe capitaliste, la CE est une tentative pour restaurer la position dominante qu'elle avait dans les relations avec ses colonies, et qu'elle a perdu durant les deux guerres mondiales. Nous sommes en face d'un "euronationalisme" qui s'apprête à concurrencer le Japon et les Etats-Unis pour le domination du monde. Cet euronationalisme n'a rien à voir avec l'internationalisme, bien au contraire.

● *Si la CE sert à défendre le capitalisme, pourquoi les principaux partis socio-démocrates d'Europe ont-ils adopté avec enthousiasme des politiques pro-CE ?*

C'est important de réfléchir à cette question. A mon sens, c'est le résultat d'un effondrement de la confiance dans le socialisme et de la compréhension de ce qu'est le socialisme. Regardez Eltsine par exemple, il était secrétaire du Parti communiste à Moscou, et maintenant il est tellement à la droite de Thatcher qu'en comparaison elle passe pour une progressiste. Les partis socialistes sont devenus des tremplins pour faire carrière : on rejoint un parti socialiste qui arrive au pouvoir, alors on devient ministre. Puis on exclut les opposants, on prend ses distances par rapport à la lutte et on espère que l'establishment va coopter son parti comme l'un des deux partis dominants.

Plus personne ne discute du capitalisme, pour ne pas parler du socialisme dans ces partis. Je comprends que la direction travailliste en Grande Bretagne ne discute pas de socialisme : ses membres n'ont pas la moindre idée de ce que c'est ; mais pensez-vous qu'ils discuteraient du capitalisme et de sa crise. Même pas ! Tout ce dont ils discutent c'est de Major, Lamont et Heseltine (1).

Il y a ainsi un immense vide. Le socialisme consiste à construire une société sur des bases morales ; le socialisme, c'est aussi l'internationalisme et la démocratie. Et ces trois idées ont été universellement valides tout au long de l'histoire humaine. Par contre, il y a un fossé entre les tentatives de renforcer le capitalisme et le fait de l'appeler "société plus humaine", ce qu'il n'est pas du tout. Il est toujours une société où l'on jette des travailleurs à la rue et où les privilégiés et les riches peuvent se permettre de décider de tout.

● *Qu'est-ce qui peut être fait pour dépasser la situation actuelle, si difficile pour la classe ouvrière et le socialisme ?*

La première chose est de rétablir la tradition socialiste de débat, d'explication et d'éducation. Les médias britanniques font l'impasse sur les vrais débats, tout est interprété en terme de conflits personnels et de coups bas. Ce qu'il faut d'abord obtenir, c'est que les gens se posent de nouveau les questions fondamentales - pourquoi sommes nous pauvres, pourquoi sommes-nous au chômage, pourquoi est-ce que toutes les familles s'achètent des armes avant de payer leur loyer ? Lorsqu'on se pose ces questions là, on a déjà fait la moitié du chemin vers une analyse socialiste, et c'est comme cela qu'a démaré le socialisme initial : comme une critique de l'ordre existant.

Tout le monde sait aujourd'hui que la classe ouvrière a changé en Grande Bretagne et dans le monde. Mais la définition de la classe ouvrière n'a pas changé : possédez-vous des choses ou travaillez-vous ? Par cette définition, la classe ouvrière est plus que vivante.

Mais la situation de la classe ouvrière est très difficile aujourd'hui parce les chaînes de l'endettement s'ajoutent à celle du chômage. Devenir chômeur devient une catastrophe personnelle parce que, à la différence des années 30, on peut perdre sa maison et ses économies. Aussi les gens ont peur d'affronter leur patron. Il y a un terreau réel pour la colère mais il est en partie gelé par la peur. Et cette colère n'a pas de débouché possible, parce que les directions des partis socialistes ont cessé d'offrir une alternative.

● *Mais, pour revenir à Maastricht, n'y a-t-il pas une difficulté réelle à lui opposer une alternative socialiste ? La gauche peut identifier le caractère antidémocratique et déflationniste du processus, mais que peut-elle proposer d'autre ?*

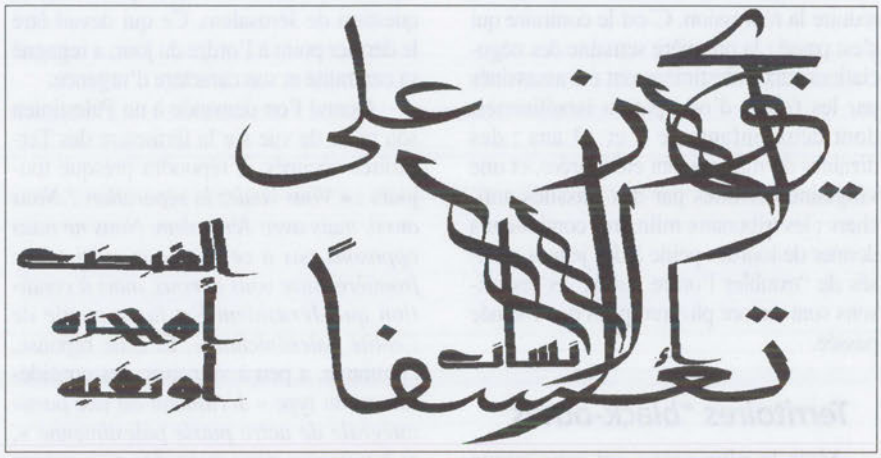
C'est juste ! Une critique négative à elle seule ne suffit pas, parce que je ne veux pas d'une Grande Bretagne capitaliste vivant en dehors d'une Europe capitaliste, je veux une Grande Bretagne socialiste dans une Europe socialiste. Cela veut dire qu'il nous faut une organisation socialiste plus forte à travers l'Europe et le monde, et c'est précisément pour cela que je me bats pour l'idée d'une Cinquième Internationale. ★

***Socialist outlook*, mai 1993.**

1) C'est une référence à John Major, l'actuel Premier ministre conservateur, à Norman Lamont, l'ex-ministre des Finances et à Michael Heseltine, le ministre du Commerce et de l'Industrie.

On négocie et on réprime

Sous la pression de l'ensemble des gouvernements arabes et des USA, la direction de l'OLP a fini par permettre à la délégation palestinienne des Territoires occupés de reprendre sa place à la table des négociations avec Israël. Les raisons de ne pas aller à Washington ne manquaient pas : les quelques 400 Palestiniens bannis en décembre dernier n'ont toujours pas été autorisés à revenir, les Israéliens se refusent toujours à reconnaître que l'objectif à long terme de ces négociations est le retrait de Cisjordanie et de la Bande de Gaza, la répression dans les Territoires occupés dépasse dans son horreur les pires moments du gouvernement Shamir, le gouvernement Rabin se refuse même d'y geler le processus d'implantations.



Michel WARSHAWSKI

Les chefs de la délégation palestinienne l'avaient répété à de nombreuses reprises : ils ne retourneraient pas à Washington avant le retour des bannis ; le voudraient-ils, que l'opinion publique palestinienne les en empêcherait. Deux facteurs ont fait basculer les choses : l'intervention active de la diplomatie américaine dans les coulisses des négociations et la fermeture des Territoires occupés.

Pour l'administration américaine, il était urgent de reprendre le processus interrompu à la fois par les élections à la Maison blanche et par la déportation de 415 militants palestiniens ou supposés tels. Pour ce faire, elle a poussé Israël à faire quelques gestes : la levée du véto israélien envers Fayçal Husseini à la tête de la délégation en est un, Israël avait refusé jusqu'alors qu'un résident de Jérusalem-Est participe aux négociations ; le retour d'une trentaine de dirigeants bannis des Territoires occupés pendant les années 60 et 70 en est un autre. La promesse de réintégrer "le plus rapidement possible" les bannis de décembre dernier a certainement été donnée, ainsi que des garanties sur un assouplissement dans la politique de fermeture des Territoires occupés.

Le chantage

Les USA pouvaient utiliser leurs alliés arabes dans un chantage du type : on y va, avec ou sans vous, c'est à prendre ou à laisser, à vous de décider. Face à ce chantage arabe et au risque de rester totalement isolé, Yasser Arafat a décidé de négocier la participation palestinienne en échange de grosses sommes d'argent pour les caisses vides de sa centrale. Mais, même après avoir pris la décision de rejoindre les autres délégations arabes, le président de l'OLP devait encore convaincre les membres de la délégation, qui restaient persuadés que la reprise des négociations avant le retour des bannis risquait de les couper définitivement de leur base.

C'est la fermeture des Territoires occupés par le gouvernement israélien qui a acculé la délégation palestinienne à reprendre les négociations : la misère que cette punition collective a provoquée au sein de la population des Territoires, ainsi que les énormes dégâts que cette fermeture entraîne dans tous les aspects de la vie des Palestiniens ont convaincu la majorité des négociateurs qu'il fallait accepter le chantage auquel ils ont été soumis, et obtenir un assouplissement de la politique israélienne en échange de la reprise des pourparlers.

Israéliens et Palestiniens avaient, avec la reprise des négociations, au moins un intérêt commun : convaincre leurs publics respectifs que cette fois-ci les choses avançaient, et les USA avaient décidé dès le voyage du secrétaire d'Etat Christopher au Moyen-Orient d'être plus actifs dans les négociations et de faire, si le besoin s'en faisait sentir, les pressions nécessaires pour débloquer la situation.

La mise en place de plusieurs commissions de travail, dont une sur les droits de l'homme et une autre sur la terre et l'eau, semblait être un signe concret que cette fois-ci on allait parler affaires, et que les véritables problèmes seraient à l'ordre du jour. Après trois semaines de négociations, les résultats sont maigres, voire insignifiants. A tel point que les Palestiniens ont dû réduire au minimum leur présence à la table des négociations.

Le docteur Ghassan El Khatib, représentant le Parti du peuple (ex-PC) dans la délégation, et qui a refusé de rejoindre ses collègues à Washington, a expliqué dans une interview au quotidien *Hararetz* ce qui, à son avis, s'est passé au cours des dernières semaines : « *La direction palestinienne est aujourd'hui consciente qu'elle a fait une erreur en se pliant aux pressions des Etats arabes et en acceptant de venir à Washington avant que les promesses faites aux Palestiniens aient été réalisées. Les USA et Israël n'ont pas tenu parole et n'ont pas fait ce à quoi ils s'étaient engagés avant la reprise des négociations* ». Ghassan El Khatib sait de quoi il parle : il faisait partie de la délégation palestinienne à la table des négociations.

Les Américains avaient tout d'abord laissé entendre que le gouvernement israélien réexaminerait les dossiers des bannis du Sud-Liban, et à la suite de ce réexamen autoriserait le retour d'un nombre substan-

tiel d'entre eux. Le résultat : 25 autorisations sur 300. Si Rabin avait voulu ôter toute crédibilité aux négociateurs palestiniens, il ne s'y serait pas pris autrement.

Ensuite, ils s'étaient engagés, au nom des Israéliens, à améliorer les conditions de vie dans les Territoire occupés, et à réduire la répression. C'est le contraire qui s'est passé : la première semaine des négociations, dix Palestiniens ont été assassinés par les forces d'occupation israéliennes, dont deux enfants de 7 et 13 ans ; des dizaines de maisons ont été murées, et une vingtaine détruites par des missiles antichars ; les tribunaux militaires continuent à donner de lourdes peine à des jeunes accusés de "troubler l'ordre public" et les prisons sont encore plus remplies que l'année passée.

Territoires "black-outés"

Mais le plus grave est sans aucun doute la poursuite de la fermeture des Territoires occupés ; celle-ci semble devoir se poursuivre indéfiniment, et elle rend impossible la vie de plus d'un million et demi de personnes. En effet, il ne s'agit pas seulement de couper près de 100 000 personnes de leur seule source de revenus, mais surtout de morceler la société palestinienne en quatre régions totalement séparées les unes des autres. En interdisant aux Palestiniens de se trouver sur le territoire israélien, le gouvernement condamnait la bande de Gaza à un isolement total, y compris par rapport à la Cisjordanie. En leur interdisant de se trouver à Jérusalem, dont Jérusalem-Est annexée à Israël en 1967, le gouvernement divisait la Cisjordanie en trois parties.

Or les Territoires occupés forment une entité, économique, sociale, culturelle et administrative, avec Jérusalem-Est comme centre, non seulement géographique mais politico-social. Il n'y pas de vie économique ou sociale possible pour les Palestiniens sans Jérusalem. Tout passe par Jérusalem, beaucoup se passe à Jérusalem. C'est bien pourquoi la délégation palestinienne a été obligée de mettre Jérusalem au centre des négociations, malgré leur volonté antérieure d'accepter, bon gré mal gré, le point de vue israélien selon lequel Jérusalem ne sera pas à l'ordre du jour des négociations actuelles sur l'autonomie. L'acceptation par Israël d'intégrer Fayçal Husseini à la délégation, malgré sa carte d'identité de *Yerosolomitain*, est de peu de poids face à ce qu'ont réussi à démontrer aux yeux du monde entier cinquante jours de fermeture des Territoires occupés : Jérusalem-Est est une partie intégrale de la Cisjordanie palestinienne ; elle en est le cœur et le centre nerveux.

En ce sens, la fermeture des Territoires occupés a créé un double obstacle dans ces négociations : elle a signifié une aggravation significative de la répression et des conditions de vie de la population et elle a approfondi le fossé, déjà très important, entre les positions des deux parties sur la question de Jérusalem. Ce qui devait être le dernier point à l'ordre du jour, a regagné sa centralité et son caractère d'urgence.

Quand l'on demande à un Palestinien son point de vue sur la fermeture des Territoires occupés, il répondra presque toujours : « *Vous voulez la séparation ? Nous aussi, mais avec Jérusalem. Nous ne nous opposons pas à ce que vous mettiez une frontière entre vous et nous, mais à condition que Jérusalem-Est fasse partie de l'entité palestinienne* ». Et cette réponse, commune, a peu à voir avec des considérations du type « *Jérusalem est une partie intégrale de notre patrie palestinienne* », et beaucoup plus avec des arguments concrets du genre : « *Sans Jérusalem, notre système administratif s'écroule, nos services de santé ne marchent plus, nous n'avons plus de vie culturelle* ».

Les obstacles

En plus de la question de Jérusalem, les divergences de fond tournent autour de trois points : le contrôle sur la terre et l'eau pendant la période d'autonomie, le lien entre la période intérimaire et la solution définitive future, la définition des pouvoirs, législatifs et administratifs de l'administration palestinienne autonome.

Pour la délégation palestinienne, la résolution 242 du Conseil de sécurité qui exige un retrait israélien des territoires occupés, doit apparaître dès l'étape transitoire, transitoire et non provisoire : dès aujourd'hui, les Israéliens doivent reconnaître que la solution définitive se fera selon la formule "Territoires en échange de la paix", et la terre et l'eau doivent dès à présent être sous le contrôle exclusif de l'administration palestinienne. En ce qui concerne les pouvoirs de l'administration autonome, ils ne doivent pas être limités là où les problèmes de sécurité israélienne risquent d'être en cause.

Contrairement aux promesses faites par les Américains, sur ces trois points, les Israéliens n'ont modifié en rien leurs positions du gouvernement précédent dont tout le monde sait aujourd'hui qu'il n'avait jamais eu l'intention de céder quoi que ce soit. Pour Rabin et son gouvernement, la période d'autonomie n'est pas transitoire ; c'est une solution intermédiaire entre la situation actuelle et une situation future qui reste entièrement ouverte : indépendance, fédération avec la Jordanie, compromis territorial ou même annexion par Israël. Toutes ces alternatives se valent, aux yeux de la délégation israélienne, et tout comme Shamir, Rabin refuse de s'engager de quelque manière que ce soit sur le statut final des Territoires occupés.

Dès lors, on comprend pourquoi il refuse également de reconnaître des pouvoirs substantiels à l'administration palestinienne et un contrôle quelconque sur les ressources naturelles et sur la terre. C'est évidemment inacceptable pour les Palestiniens, les plus modérés soient-ils. Comme l'écrit le commentateur du *Haaretz*, Dani Rubinstein : « *Du point de vue des Palestiniens la situation est sombre, et à leurs yeux les négociations de Washington ne mènent à rien. Israël continue sa politique de fait accompli en Cisjordanie et à Gaza et impose dans les faits sa conception de la solution intermédiaire. La construction dans les colonies se poursuit, le gouvernement n'essaie en rien de limiter les actions des colons, ne touche pas à leurs privilèges et les laisse faire ce que bon leur semble. Les militants palestiniens en Cisjordanie et à Gaza interprètent ceci comme une politique musclée visant à imposer à la population palestinienne les projets israéliens. Alors à quoi bon négocier ?* » (1).

Même les partisans les plus résolus du processus négocié sentent aujourd'hui que le soutien populaire aux négociations se réduit d'une façon dramatique. Un universitaire de Bir Zeit nous disait récemment que 80 % des étudiants étaient pour cesser immédiatement les négociations avec Israël, et l'on peut facilement imaginer que dans les camps de réfugiés de Gaza, la déception est plus grande encore. Et ce professeur, qui n'est pas du tout un radical, de poursuivre « *Plus on négocie, plus ça va mal, alors à quoi sert cette mascarade à Washington ? Mieux vaut laisser les Israéliens se débrouiller tout seuls avec la situation, et cesser de semer la confusion dans la population, et dans l'opinion publique internationale. Ce que propose Rabin, c'est que nous gérions nous mêmes notre propre occupation, et en attendant, que nous cautionnions par notre présence autour de la table des négociations, la politique du fait accompli dans les Territoires occupés. Non merci.* »

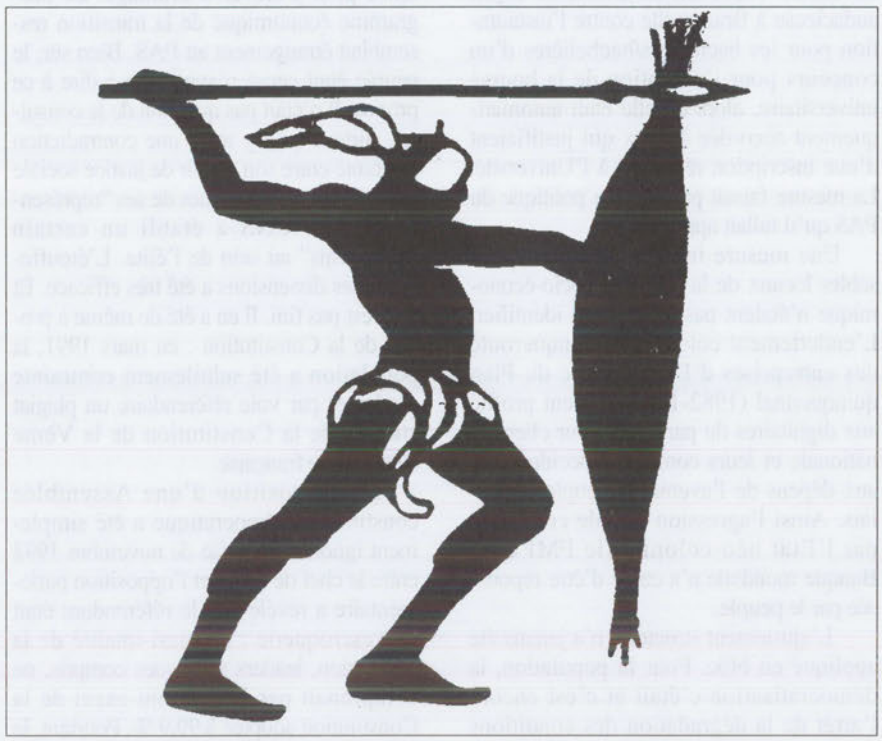
Le Conseil central de l'OLP doit se réunir dans deux semaines à Tunis. S'il n'y a pas un tournant substantiel dans la politique israélienne, il est douteux que Yasser Arafat soit capable de poursuivre la politique de participation aux négociations. ★

Jérusalem, 16 mai 1993.

1) *Haaretz*, 14 mai 1993.

Le capitalisme, option multipartisme

Ancienne colonie de la France en Afrique centrale, le Congo demeure sous le contrôle des intérêts français, notamment pétroliers. C'est l'un des régimes africains qui avait opté pour un "régime marxiste-léniniste", étiquette pour le moins fantaisiste, qui ne correspondait pas à l'histoire de son équipe dirigeante et encore moins à sa structure socio-économique. Le parti unique, le Parti congolais du travail (PCT), a eu pour principaux partenaires les gouvernements français successifs. C'est ce régime, dirigé alors par Sassou Nguesso, qui entre en crise et ouvre une période de réformes constitutionnelles, entre autres la Conférence nationale de toutes les forces politiques.
Inprecor **a rencontré Jean P. E. Mpélé, membre de "la Cause", organisation politique de la gauche radicale.**



INPRECOR : Peux-tu nous rappeler qui est l'actuel chef d'Etat, son passé ?

Jean P.E. Mpélé : La démocratisation au Congo a donné des résultats surprenants : la rupture avec le passé, tant souhaitée par le peuple congolais, n'a pas eu lieu. L'actuel chef d'Etat symbolise assez bien ce constat. La majorité des électeurs a choisi Pascal Lissouba qui n'est pas un nouveau venu sur la scène politique congolaise, à la différence de ce qui s'est passé au Bénin par exemple. Le candidat élu de l'Alliance nationale pour la démocratie (AND), dans laquelle son parti, l'Union panafricaine pour la démocratie sociale (UPADS) est hégémonique, a par sa victoire d'août 1992, gravi la dernière marche de la hiérarchie étatique. Il a été, au lendemain de l'insurrection populaire d'Août 1963 ayant renversé le régime ouvertement néo-colonial de l'abbé Président Fulbert Youlou, ministre du gouvernement présidé par Alphonse Massamba-Débat, puis Premier ministre. Après avoir été démis en 1966 par le président Massamba-Débat qui le trouvait trop ambitieux, il redeviendra ministre sous la présidence de Marien Ngouabi arrivé au pouvoir avec le premier coup d'Etat militaire ayant renversé Massamba-Débat et proclamé le marxisme-léninisme. Avec d'autres, il avait jeté les bases de ce qui sera considéré par la suite la voie "non-capitaliste" par la mise en place d'un secteur économique d'Etat (créations d'entreprises d'Etat, suivie de la nationalisation de certaines entreprises privées coloniales), ce qui s'est révélé être une phase d'accumulation primitive du capital national.

Le Congo n'ayant pas eu pendant la période coloniale une dynamique capitaliste endogène ou indigène, l'Etat devait jouer ce rôle, ce qui permet de comprendre, entre autres raisons, les conflits pour le contrôle du pouvoir, de l'Etat néo-colonial, de l'indépendance à nos jours, dont Lissouba a été l'un des protagonistes.

Alors qu'il était Premier ministre, a eu lieu l'assassinat — non élucidé — de trois de ses "concurrents". Ces crimes auraient été commandités par lui et exécutés par des éléments de la Jeunesse du mouvement national de la révolution (JMNR) et des originaires d'un pays voisin (1).

L'évocation de l'un de ces crimes pendant la Conférence nationale souveraine (CNS) de 1991 serait l'une des causes de son échec comme candidat au poste de Premier ministre de la période de transition vers un "Etat de droit", face à André Milongo, administrateur retraité de la Banque mondiale. Il n'est pas inutile de souligner que Lissouba a pu réaliser 66 % au deuxième tour des présidentielles grâce à une alliance avec le chef de l'Etat sortant et président du PCT, Denis Sassou Nguesso et le prédécesseur de ce dernier, le Général Jaochim Yombi Opangault, tous deux ayant géré des périodes de forte répression policière ayant conduit Lissouba à un exil doré, et d'autres citoyens, moins ambigüs que lui, sous terre.

● On parle souvent de démocratisation par les élites pour les élites. Peux-tu expliquer cela dans le cas du Congo ?

La contestation publique du pouvoir néo-colonial et de plus en plus policier dirigé par le général Denis Sassou Nguesso n'a pas commencé avec la chute du mur de Berlin ou le sommet franco-africain de

1) La JMNR était l'organisation de jeunesse du parti unique, le MNR de Massamba-Débat.

La Baule (2). Comme dans d'autres pays d'Afrique, c'est le Plan d'ajustement structurel (PAS), comme solution à la crise socio-économique des Etats dépendants, qui a poussé la population à braver le pouvoir néo-colonial. Les élèves, en novembre 1985, ont manifesté de façon audacieuse à Brazzaville contre l'instauration pour les bacheliers/bachelières d'un concours pour l'obtention de la bourse universitaire, alors qu'elle était automatiquement accordée à ceux qui justifiaient d'une inscription régulière à l'Université. La mesure faisait partie de la politique du PAS qu'il fallait appliquer (3).

Une mesure injuste car les responsables locaux de la situation socio-économique n'étaient pas difficiles à identifier. L'endettement colossal, la banqueroute des entreprises d'Etat, l'échec du Plan quinquennal (1982-1986) avaient profité aux dignitaires du parti-Etat, leur clientèle nationale et leurs complices occidentaux, aux dépens de l'avenir du peuple congolais. Ainsi l'agression sociale concoctée par l'Etat néo-colonial, le FMI et la Banque mondiale n'a cessé d'être repoussée par le peuple.

L'ajustement structurel n'a jamais été appliqué en bloc. Pour la population, la démocratisation c'était et c'est encore l'arrêt de la dégradation des conditions sociales d'existence et leur amélioration. Le licenciement des fonctionnaires, les mises en retraite anticipée, la réduction des salaires, voire la privatisation des entreprises d'Etat, n'ont pas été acceptés. Ce qui explique, entre autres, la rupture de la Confédération syndicale congolaise avec le PCT en 1990. Elle a pu négocier en pleine crise une modification de la grille des salaires de la Fonction publique. Elle a aussi pesé dans la convocation de la CNS.

Le multipartisme était perçu comme un moyen et non comme le terme du processus démocratique. Mais l'occident capitaliste a organisé le matraquage idéologique sur la formule suivante "démocratie = libéralisme économique + multipartisme". Le Congo, comme le Bénin auparavant, était un terrain favorable pour la réalisation de cette escroquerie. Ainsi si la CNS a permis l'acquisition de certains droits et libertés fondamentaux, elle a aussi favorisé un consensus au sein de l'élite privilégiée sur la poursuite de la logique de l'exclusion et de la dépendance.

Les universitaires et cadres présents en majorité à cette conférence ont abouti à un diagnostic simpliste : puisque le "marxisme-léninisme" était l'idéologie officielle et que le secteur économique d'Etat était quantitativement important, la société congolaise était socialiste, l'Etat congolais n'était pas néo-colonial, il fallait opter alors pour le capitalisme, une option en fait favorable à la bureaucratie d'Etat et aux criminels du monopartisme qui pourraient jouir des biens mal acquis.

La petite-bourgeoisie administrative et technique misait sur le culte de la compétence pour s'élever d'avantage. Le programme économique de la transition ressemblait étrangement au PAS. Bien sûr, le peuple était censé n'avoir rien à dire à ce propos. Il n'était pas question de le consulter, surtout qu'il y avait une contradiction flagrante entre son espoir de justice sociale et les choix économiques de ses "représentants". La CNS a établi un certain "consensus" au sein de l'élite. L'étouffement des dissensions a été très efficace. Et ce n'est pas fini. Il en a été de même à propos de la Constitution : en mars 1991, la population a été subtilement contrainte d'adopter par voie référendaire un plagiat stupide de la Constitution de la Vème République française.

La proposition d'une Assemblée constituante démocratique a été simplement ignorée. La crise de novembre 1992 entre le chef de l'Etat et l'opposition parlementaire a révélé que le référendum était une escroquerie : la quasi-totalité de la population, leaders politiques compris, ne comprenait pas le contenu exact de la Constitution adoptée à 99,9 %. Pourtant, le consensus sur la Constitution n'a pas été remis en question. Pour les fractions parlementaires opposées, les pouvoirs exhorbitants du chef de l'Etat, la non-participation populaire n'étaient pas à revoir.

Les clivages ne sont pas dûs aux questions qui touchent le peuple. C'est le partage des privilèges, le contrôle de ce partage interne qui préoccupe la "classe politique". Ceux qui viennent d'y accéder veulent compenser la période où ils en étaient exclus. Les caciques ne veulent pas être lésés et menacés de poursuites judiciaires concernant leur enrichissement passé.

Dans un pays dépendant du PAS, des députés censés représenter le peuple ont adopté à l'unanimité un traitement mensuel par député de 16 000 FF au moins, frais de session non compris, alors que le SMIG n'atteint pas 1 000 Francs et les paysans n'ont même pas 1 000 F de revenu annuel dans certains cas faute de commercialisation des produits. Les ministres ne sont pas moins bien traités. Les cadres adhèrent massivement aux "grands partis" pour devenir députés, ministres, conseillers ou directeurs centraux.

La restructuration des Etats, tel est le sens actuel de la "démocratisation" : une recomposition de la minorité des profiteurs dans le dos du peuple en se servant de lui comme un marchepied. En même temps, on lui programme les licenciements, le chômage, une réduction du pouvoir d'achat, une difficulté d'accès aux soins de santé et à une instruction viable, sous la bénédiction du grand capital. Mais il y a au sein du population beaucoup d'illusions sur la nature de la "démocratie" réalisée, illusions entretenues cyniquement par l'élite.

Le projet de décentralisation ne relève pas d'une volonté de mettre les populations au centre de la prise des décisions et du contrôle de leur éxécution. Il n'y aura en fait qu'une déconcentration de la structure étatique, un partage inéquitable des responsabilités entre le commis de l'Etat, le préfet et les structures locales, car le premier et le dernier mot reviennent au commis de l'Etat. C'est la recherche d'une légitimation de la politique anti-démocratique qui se prépare. Les problèmes réels de la paysannerie, telle que la commercialisation des produits, la construction des structures sanitaires et éducatives ne sont pas à l'ordre du jour.

Le désengagement de l'Etat, l'apologie de l'initiative privée vont créer au niveau interne des mécanismes de baisse de niveau de vie des couches paysannes. Celles-ci devront travailler davantage pour subvenir à leurs besoins. Ces derniers mois, l'ananas a eu du mal à être écoulé sur le marché national ; il y a eu une grande quantité avariée, malgré la modicité des prix, d'autant plus que les salaires n'étaient pas payés régulièrement.

Les structures de crédit agricole ne changeront pas grand-chose car les conditions seront plus favorables aux cadres qui rêvent de devenir des gros planteurs. C'est une occasion de redistribuer plus à ceux qui ne sont pas dans le besoin qu'à ceux ou celles qui méritent d'être aidés. La paysannerie traditionnelle souffrira plus de cette démocratisation, car elle aura à supporter ses enfants qui ne trouveront pas d'emplois après leur scolarité.

● *Quel rapport entre cela et l'ethnisation de la vie politique ?*

L'ethnocentrisme (tribaliste, régionaliste) n'est pas nouveau dans la vie politique. A la veille de l'indépendance, les partis politiques en présence avaient une coloration ethnocentrique plus importante que l'affiliation idéologique au socialisme, à la démocratie ou au libéralisme. Opangault, leader d'un parti socialisant, était plus perçu comme leader de la partie nord

2) Lors du sommet franco-africain de La Baule en 1990, Mitterrand avait conditionné l'aide à la démocratisation.

3) Voir *Inprecor* n ° 210 et 213 des 6 janvier et 17 février 1986.

du Congo que comme politicien socialisant. L'abbé Fulbert Youlou était quant à lui le représentant du Pool dans le Sud du Congo.

Malgré la réconciliation Youlou-Opangault après l'accession du premier à la présidence de la République, l'histoire du Congo est demeurée marquée par l'ethnisation. Il y a toujours eu un clan, une tribu, une région hégémonique. En trois décennies d'indépendance il y a eu plus d'ethnocentrisme que de sentiment national. La proclamation du marxisme-léninisme n'y a rien changé. D'ailleurs le marxisme-léninisme était même considéré comme une idéologie des "nordistes" au pouvoir. Les politiciens oppositionnels du Sud se battaient pour le capitalisme ou le réformisme social-démocrate. Pour le régime dit socialiste, les adversaires de l'autre partie du territoire national étaient qualifiés de "valets" de l'impérialisme.

Le M 22 est en ce moment irrécupérable par la "classe politique" non seulement parce qu'il était marxisant-guévariste après l'échec de l'entrisme, mais parce que sa direction est restée soudée au maquis, jusqu'à sa liquidation en 1973 par des chefs militaires encore présents aujourd'hui sur la scène politique (4). Leur adhésion au socialisme était plus forte que leurs origines ethniques.

Près d'une vingtaine d'années plus tard, la CNS, l'"ouverture démocratique" a libéré les forces ethnocentristes comprimées par le monopartisme. Les partis s'étaient en majorité constitués sur la base ethnique tout en proclamant la défense de la démocratie, le nationalisme, la social-démocratie, etc. La fin du "socialisme" local, la soif de contrôler l'Etat néo-colonial même délabré ont entraîné, en fait de "multipartisme", une multiplication de partis tribalistes, régionalistes.

Les différences entre partisans de l'ordre établi ne pouvaient plus se faire que sur cette base permettant facilement l'acquisition d'un électorat. Ceux qui critiquaient hier l'ethnocentrisme du PCT se sont révélés pires. Des "intellectuels" se sont mis à justifier la prolifération des partis tribalistes, régionalistes et à diaboliser la petite minorité opposée à ces micro-chauvinismes. Pour les cadres, l'appartenance au parti (de la tribu ou de la région) est un investissement en cas de victoire aux élections. L'idéal est réduit à l'accès à une position sociale.

Le plus déconcertant, c'est que le peuple travailleur rural et urbain, la jeunesse scolarisée et celle au chômage avalent toutes les couleuvres. Nous assistons au passage du chauvinisme à l'égard de telle région ou tribu et de "son" leader considérés responsables du malheur de la région, à sa défense inconditionnelle et vice versa. Des leaders médiocres manipulent sans peine les foules. Ainsi pendant la "transition", l'UPADS de Lissouba a défendu le PCT de Sassou Nguesso (alors président de la République sans véritable pouvoir) contre le gouvernement de transition soutenu par les forces du changement sous hégémonie du Mouvement congolais pour la démocratie et le développement intégral (MCDDI) de B. Kolelas respecté pour son opposition à Sassou Nguesso (5).

Mais lors de la crise institutionnelle de septembre-novembre 1992, le PCT et Sassou Nguesso ont été attaqués par l'UPADS et son électorat. Ces jongleries politiciennes ont coûté trois vies humaines assassinées par le régime de Lissouba pendant une manifestation de la coalition PCT-URD (Union pour le renouveau et la démocratie, alliance sous hégémonie MCDDI). Il est clair que le sentiment tribal est utilisé non pour l'intérêt de la tribu ou de la région — confrontée à des difficultés ou des injustices particulières — mais pour permettre à certaines minorités sociales de participer en bonne place au partage du "gâteau" national.

Le peuple, lui, ne reçoit de cadeaux qu'à l'occasion des campagnes électorales. Pour se soustraire à ses revendications élémentaires, on lui parle du FMI et de la Banque mondiale qui ont des exigences qui passent avant la réalisation du bonheur, renvoyée au prochain mandat.

● *Y a-t-il une gauche ? Comment se situe-t-elle ? Sur quelles perspectives ?*

Dans un pays où le néo-colonialisme a été géré pendant deux décennies par un parti-Etat officiellement "marxiste-léniniste", avec comme résultat l'inscription au PAS, la notion de "gauche" ne peut être que discréditée. Pendant la CNS, il y avait quelques partis dénommés socialiste, social-démocrate, travailliste et même un parti communiste. Mais presque tous ont disparu, aspirés par les partis tribalistes, régionalistes. Certains ont survécu, mais pour participer à des coalitions ou alliances pro-capitalistes.

L'idéologie de "la fin des idéologies" tend à justifier ces pratiques relevant en fait de l'usage fantaisiste, abusif des étiquettes politiques. Nous avions bien eu un

4) Le M 22 est un courant anti-impérialiste qui se trouva un temps au sein du PCT et du régime. Après sa rupture, il crée le Mouvement du 22 février et s'engage dans une opposition armée au pouvoir. Il sera largement démantelé et son dirigeant, Ange Diawara, éxécuté. Un des principaux documents de ce courant a été "l'auto-critique" sur leur participation au régime du PCT.

5) Un ancien dirigeant de la jeunesse youliste, plusieurs fois torturé sous le PCT, après avoir "tenté" un coup d'Etat.

parti-Etat qui se voulait socialiste, marxiste, tout en maintenant le néo-colonialisme et l'ethnocentrisme, ce qu'avait tenté de démystifier le M 22 dans l'"Autocritique" de son entrisme comme caution apportée à la mystification du PCT.Vingt ans plus tard, la tâche est toujours à accomplir.

A l'heure actuelle, au Congo, il n'y a que deux organisations de gauche : le Mouvement pour les libertés et la démocratie (Molidé) et notre organisation, "La cause" (Association pour le contrôle social et l'émancipation du peuple par lui-même). Le Molidé a évolué d'une ligne populiste avec participation au gouvernement de transition qui a suivi la CNS vers des positions anti-impérialistes plus conséquentes, alors que "La Cause" est radicalement anti-impérialiste et anti-capitaliste.

Depuis la veille de la CNS, nous prônons l'autogestion, l'écologie, le féminisme, ce qui semble aller à contre-courant, mais la situation objective (économique et sociale) est telle que les partis électoralistes pro-capitalistes ne peuvent proposer de solutions alternatives aux problèmes de leurs électorats encore pleins d'illusions. Il y a un consensus en gestation dans la "classe politique" autour de l'Etat fort, une violation permanente des droits et libertés fondamentaux dont la jouissance gênerait la reproduction paisible de la dépendance.

Il y a déjà eu en août et septembre 1992 des atteintes à la liberté de la presse, par la censure de certaines émissions télévisées politiques. Seules ces deux organisations ont dénoncé la censure. La défense des libertés fondamentales et des droits acquis à la CNS ne préoccupe pas beaucoup les partis plus soucieux de la gestion de l'Etat. Si pour "La Cause", il faut rompre avec le néo-colonialisme, mono ou multipartiste, cette rupture radicale est un processus qui nécessite la participation consciente du peuple. Les acteurs du M-22 se sont reprochés dans l'"autocritique" d'avoir pratiqué le substitutisme, d'où le blanquisme du 22 février 1972.

La gauche congolaise ne doit pas reproduire les mêmes erreurs. Même si la réalité actuelle de la conscience du peuple n'est guère encourageante, il n'y a pas à désespérer. Les conditions objectives sont telles que le travail de conscientisation ne pourra que rapporter au moins à moyen terme, si déjà, face aux mesures du PAS, il n'y a pas de résignation. La préservation des acquis sociaux menacés serait pour le court terme un acte positif. Ce qui nécessite l'auto-organisation ne fût-ce qu'embryonnaire dans les différents lieux collectifs.

Nous pensons par exemple que la question de l'ethnocentrisme ne peut être combattue au sein du peuple par des discours sophistiqués sur l'unité nationale. C'est plutôt autour de questions concrètes immédiates dans les quartiers, au travail face aux attaques de l'Etat et la complicité de la majorité des partis que les illusions disparaîtront progressivement. Les licenciements, la négligence des dispensaires publics de quartier ou de village à cause du PAS, pourront créer une autre solidarité contre la division ethnocentriste, si la gauche est présente sur le terrain.

Ce ne sont pas les autres partis qui encourageront et soutiendront l'auto-organisation démocratique de toute cette frange de la jeunesse diplômée sans emploi, en augmentation permanente. Les divisions actuelles ne sont pas condamnées à être éternelles. La gauche congolaise devra faire preuve d'imagination créatrice, affronter plusieurs problèmes :

- la faiblesse numérique du prolétariat industriel, liée à la conscience tribaliste même dans les syndicats qui gêne le développement d'une conscience de classe. Dans le secteur privé, les employeurs savent s'en servir. Toutefois, il y a des secteurs comme celui de la sous-traitance pétrolière qui tendent à développer une solidarité de classe.

- Un faible ancrage en milieu rural où il est vrai que les problèmes sont nombreux mais la conscience démocratique plus difficile à développer, compte tenu du lien entre l'influence des rapports sociaux pré-capitalistes, lignagers et le tribalisme, le régionalisme. L'organisation autonome des femmes rurales sera très difficile, à moins que le chômage des jeunes filles scolarisées ne pèse dans la main-d'œuvre paysanne.

- le contrôle très bureaucratique des syndicats et la tendance à la collaboration ne disparaîtront pas de sitôt.

Mais il semble que l'Etat ait mesuré l'immensité des problèmes qu'il aura à affronter, d'où la recherche d'un consensus sur l"Etat fort". Il faudrait un pouvoir très répressif pour réaliser rapidement comme l'exige le FMI et la banque mondiale le démantèlement du secteur économique d'Etat. Sans être étatiste, il faut lutter pour la préservation de ses entreprises, en défendant les droits sociaux des employés.

La privatisation de ses entreprises, leur bradage au capital occidental allié aux prédateurs nationaux, entraînera des licenciements massifs, surtout parmi la main-d'œuvre non-qualifiée. La privatisation du système de santé et du système éducatif profitera et profite déjà à une minorité de privilégiés mais entraînera probablement leur dégradation très rapide. Il faut expliquer aux populations, aux usagers la nécessité de faire pression sur les élus pour préserver ces acquis, ce que ces derniers peuvent accepter par démagogie, mais ils ne feront rien pour l'amélioration et une participation démocratique des usagers. Le taux de mortalité, de natimortalité, la déscolarisation des jeunes sont des questions importantes, surtout en milieu rural qui est de plus en plus laissé pour compte. La transformation de l'hôpital général de Brazzaville en Centre hospitalier universitaire est perçu comme une privatisation des soins de qualité, par la majorité de la population qui l'a surnommé "C.H.Tue".

- Malgré les promesses des politiciens, la jeunesse en formation est en majorité vouée au chômage. Le pouvoir prépare en ce moment un Code du travail contre les droits acquis par les travailleurs et les travailleuses, aligné sur un Code des investissements favorable au patronat.

Etre de gauche ici et maintenant, lutter contre l'instauration de l'"Etat fort" et la dégradation des conditions sociales d'existence, contribuer à l'auto-organisation des travailleurs et des travailleuses, des usagers et des usagères, des services publics, de la jeunesse au chômage, des femmes sur leurs questions spécifiques aussi bien en milieu rural qu'urbain. C'est le minimum qui puisse être fait pour faire prendre conscience de la nécessité d'une rupture avec l'ordre néo-colonial même multipartiste, le désordre de la domination impérialiste.

● *Et les évènements tout proches du Zaïre ?*

Nous sommes concernés par ce qui se passe au Zaïre parce que nous sommes deux pays voisins avec plusieurs groupes ethniques communs, arbitrairement séparés par les fameuses frontières héritées de la colonisation, mais que les populations ne respectent pas souvent par nécessité matérielle surtout. Les mauvaises politiques rurales des deux Etats néo-coloniaux ont permis le développement des échanges informels tels que la commercialisation des denrées agricoles du Zaïre au Congo, aussi bien dans les centres urbains que ruraux. Des femmes traversent des frontières absurdes pour accoucher, le centre de maternité le plus proche se trouvant de l'autre côté de la frontière, c'est aussi le cas pour certaines écoles. C'est aussi cela, le néo-colonialisme et sa contestation empirique.

Les deux Etats se sont souvent donnés la main malgré quelques brouilles : il y aurait une participation indirecte de la première République du Congo Brazzaville à l'assassinat de Lumumba. Mulelé a été livré à Mobutu par l'Etat congolais et Mobutu a livré en reconnaissance à l'Etat

congolais les dirigeants du M 22, Diawara et Ikoka assassinés après réception. Sous Sassou Nguesso, les deux Etats ont renforcé leurs rapports policiers ayant conduit à l'arrestation et l'expulsion du Congo de certains opposants au régime de Mobutu.

L'existence d'un Etat néo-colonial au Zaïre est un danger pour les démocrates du Congo, et réciproquement. "La Cause" se prononce pour un panafricanisme des peuples. Le combat des démocrates du Zaïre contre la dictature de Mobutu, ce produit et allié économique de l'impérialisme occidental est soutenu par les progressistes congolais qui ont, entre autres tâches, de lutter contre le chauvinisme anti-zaïrois.

Une démocratisation au Zaïre est importante pour l'avenir de l'Afrique noire. Malheureusement, l'impérialisme en est plus conscient que le mouvement démocratique africain, d'où les tergiversations de l'occident impérialiste qui semble ne plus faire confiance à Tshishekedi coincé entre son nationalisme libéral et la dynamique populaire de résistance contre Mobutu qui s'accompagne d'une revendication populaire de justice sociale ne pouvant être satisfaite par le libéralisme économique (6). L'économie du Zaïre ayant toujours été capitaliste, la CNS avait arrêté un modèle économique de compromis pour la transition : l'économie sociale de marché.

Plus que jamais, le capitalisme mondial refuse d'entendre parler d'économie sociale, même si on lui adjoint la mention "de marché". Que serait l'Afrique avec un Zaïre et une Afrique du Sud engagés dans une dynamique de démocratisation radicale ? Elle inquiéterait le capitalisme mondial, qui craindrait l'extension de la dynamique. Aucun peuple africain ne pourra vaincre de façon isolée le néocolonialisme, la domination impérialiste, car c'est un ennemi très fort, un monstre à plusieurs têtes que doivent affronter les mouvements démocratiques africains (7).

● *Quel rôle jouent les puissances étrangères notamment la France, dans la vie politique interne du Congo ?*

En insistant sur le néo-colonialisme de l'Etat congolais, depuis l'indépendance, je posais aussi la question des puissances impérialistes. Malgré le départ des troupes françaises après l'insurrection populaire de 1963, et le populisme qui a suivi, la France est demeurée une actrice de la vie politique interne du Congo. L'Etat congolais, est resté membre des institutions continentales néo-coloniales contrôlées par la France en zone francophone.

La pire expression du contrôle de l'Afrique coloniale française c'est le Franc de la Communauté financière africaine (CFA), ex Franc des Colonies francophones d'Afrique, qui maintient la dépendance du système financier africain à l'égard de la Banque de France. Le parti-Etat marxiste-léniniste était plus lié économiquement à la France qu'à l'URSS ou à la Chine, malgré l'aide qu'elles ont pu lui apporter.

En dépit des nationalisations d'entreprises à capital français dans les années 60, l'Etat français a toujours eu la part du lion dans l'exploitation des ressources du Congo. La meilleure affaire pour la France, c'est le pillage légal du pétrole par Elf-Aquitaine sous l'appellation Elf-Congo. La dépendance de l'Etat congolais à l'égard des redevances pétrolières a fait d'Elf un acteur de la vie politique congolaise, avec parfois des coïncidences bizarres évoquées par des spécialistes : Marien Ngouabi est assassiné à Brazzaville au moment où en France le Premier ministre Henri Lopes doit commencer les négociations sur la révision des accords pétroliers. La nouvelle de l'assassinat empêche la négociation.

Pendant la transition suivant la CNS, le Premier ministre André Milongo échappe à un coup d'Etat militaire après avoir insisté sur l'exécution de l'Acte de la CNS décidant l'Audit d'Elf-Congo et d'Agip-Recherches, un audit qui n'a en fait jamais été réalisé. Agri-Congo, filiale d'Elf a fait fi de la souveraineté de la CNS en refusant de se soumettre à un audit. Le "processus démocratique" a finalement été contrôlé par l'Etat français.

Le financement d'une partie de la CNS par l'Etat français ne relevait pas de l'attachement à la démocratie, tout comme le financement de l'organisation du référendum constitutionnel ayant abouti à une copie de la Constitution de la Vème République française. Elf tient au gisement de pétrole qu'est le Congo et veille à ce que la "paix" y soit maintenue d'où l'aide apportée à la formation d'un corps répressif équivalent local des CRS, après la fronde de la jeunesse lycéenne en 1985 et le financement de la formation de la gendarmerie après la CNS.

Le régime de Lissouba a bradé au Crédit Lyonnais la principale banque congolaise, et a reçu de la France la promesse d'un financement du PAS : la déflation de la Fonction publique (25 000 agents sur 70 000) et la privatisation des entreprises d'Etat (8). Des divergences entre Lissouba et le capital français ne sont pas étrangères au développement de la crise au sein de la classe politique en octobre-novembre 1992.

La situation vient de s'aggraver car le jeu du capital français et de son Etat a poussé Lissouba à diversifier le partenariat privilégié. Le change des dollars en francs CFA ayant été fait à la barbe de l'Etat français, Lissouba a renforcé sa garde. Si le monopole de l'Etat français peut être réduit, il n'est pas évident qu'il soit supprimé.

Il semble que le régime de Lissouba se livre au genre de chantage du temps du "marxisme-léninisme" : on agitait hier la menace soviétique, aujourd'hui on agite celle du capital non-français contre les largesses de la France. ★

Brazzaville, 10 mai 1993

6) EtienneTshishekedi, actuel Premier ministre du Zaïre, n'est pas reconnu par Mobutu.

7) Voir *Les enjeux sociaux de la démocratie*, Umar Kouassi, Supplément à *Inprecor* n° 346 du 14 février 1992.

8) Le Crédit lyonnais est une banque française qui avait été nationalisée en 1945.

Nouvelles du Monde

TUNISIE

Encore la répression

Le dirigeant de l'Union générale des étudiants de Tunisie (UGET), Naoufel Ziadi, vient d'être jeté en prison ! Le pouvoir du général Ben Ali n'a pas trouvé mieux pour couvrir sa décision, que l'inculpation de N. Ziadi pour détention et trafic de drogue.

Cette arrestation s'inscrit en fait dans un processus répressif engagé il y a plus de deux ans, par le pouvoir de Ben Ali et qui a abouti à l'établissement d'un Etat policier sans précédent dans le pays.

L'arrestation du secrétaire général de l'UGET traduit plus particulièrement l'irritation croissante du pouvoir face aux difficultés réelles qu'il rencontre dans l'application de sa réforme de l'enseignement supérieur, que ce soit de la part du mouvement étudiant et même, fait assez significatif, de la part du corps enseignant. Ce dernier est entré en effet, dans un mouvement de contestation qui a culminé le mois passé sur une grève largement majoritaire. En même temps, les grèves et les autres formes de contestation estudiantine n'ont cessé de s'amplifier et de s'étendre à l'ensemble des facultés du pays. De son côté, la direction de l'UGET s'est engagée, après bien des hésitations, dans cette dynamique, rompant avec la ligne droitière et opportuniste qu'elle a suivi jusque là. Du coup, non seulement le mouvement de lutte a repris du poil de la bête, mais les élections des délégués pour le XXI ème congrès de l'UGET ont connu un regain d'intérêt de la part des étudiants.

L'emprisonnement de Naoufel Ziadi traduit la volonté du pouvoir de mettre fin par tous les moyens à cette dynamique de luttes. Le seul moyen de faire échec à la politique répressive de Ben Ali, c'est de renforcer le mouvement à l'intérieur et d'élargir le mouvement de soutien avec les victimes de la répression à l'extérieur de la Tunisie. Pour l'heure, il faut faire le maximum de pressions sur le gouvernement tunisien pour exiger la libération immédiate et sans conditions de N. Ziadi et l'arrêt des poursuites judiciaires à son encontre. ■

PAYS-BAS

La révolte des jeunes

Les Pays-Bas viennent de connaître les plus importantes luttes de jeunes depuis 1988 : manifestations de jeunes travailleurs, de lycéens et d'étudiants, occupations de campus universitaires, sit-in devant le Parlement, puis occupation de ce dernier. Le mouvement a culminé sur une manifestation monstre à La Haye, le 8 mai dernier.

Les manifestants exigeaient l'abrogation d'un paquet de mesures d'austérité qui les touchaient particulièrement : suppression des allocations universitaires, de la gratuité des transports pour les étudiants, réduction ou suppression pure et simple des allocations-chômage des jeunes, menaces sur la gratuité du système de santé.

Ces mesures répondent aux exigences de Maastricht qui impliquent une réduction du déficit budgétaire néerlandais.

Pour faire passer ces mesures, le pouvoir avait déchaîné une campagne anti-jeunes, présentés à l'opinion publique comme des "paresseux", des "délinquants", ou des "fraudeurs". Cette campagne a servi aussi à faire passer la violente répression policière qui s'est abattue sur ce mouvement fort pacifique.

Les principales organisations de jeunesse, dont Rebel, une organisation en solidarité avec la Quatrième internationale, ne vont pas en rester là et ont déjà envisagé des échéances de lutte jusqu'à l'automne, lorsque le gouvernement présentera l'ensemble de son programme d'austérité. Celui-ci touchera l'ensemble des travailleurs, notamment ceux de la fonction publique. ■

ETATS-UNIS

Du côté du mouvement ouvrier

Plus de mille syndicalistes ont participé à la 7 ème conférence de Labor Notes à Détroit des 23 au 25 avril dernier. En provenance d'une trentaine d'Etats américains, représentant de nombreux syndicats locaux et courants oppositionnels, et jusqu'aux directions de fédérations importantes, ils et elles ont échangé pendant trois jours leurs expériences concrètes dans la résistance à l'offensive du patronat américain et dans la lutte pour des syndicats démocratiques et militants.

Depuis la conférence précédente en 1991 il y a eu la victoire d'une équipe réformatrice à la direction nationale des Teamsters, un million et demi de membres, contre la bureaucratie gangrénée et corrompue mise en place depuis les années 40.

La tendance militante Teamster for a Democratic Union (Teamster pour un syndicat démocratique) qui a soutenu cette nouvelle équipe continue néanmoins son action pour le renouvellement du syndicat. La solidarité ouvrière continentale et internationale face aux accords de libre-échange nord-américains (NAFTA) était à l'honneur dans plusieurs ateliers et en assemblée plénière, avec la participation d'une centaine de syndicalistes du Canada et du Quebec et d'une dizaine en provenance du Mexique. D'autres venaient du Japon, du Brésil, d'Allemagne, de France, de Suède, de Grande-Bretagne et d'autres pays.

Cependant, ce sont les efforts récents d'action politique ouvrière et progressiste qui ont le plus retenu l'attention. La conférence a été ouverte par un discours électrisant de Bernie Sanders, réélu représentant du Vermont au Congrès américain avec 58 % des voix, contre les démocrates et les républicains, sur une plate-forme socialiste.

D'autres efforts d'organisation politique indépendante sont en cours, par exemple de la part des Labor Party Advocates (Partisans d'un Partidu travail), soutenus notamment par l'OCAW (Syndicat des travailleurs de l'industrie chimique, pétrochimique et nucléaire) et par la Campagne pour un nouveau lendemain qui a présenté le militant noir Ron Daniels à la présidence en 1992.

Bref, un peu de mouvement politique et de solidarité militante dans le mouvement ouvrier américain. ■